



Université de Nancy2

UFR Connaissance de l'homme



Le Plan Communal Jeunesse

- *Appréciation du projet pilote* -

*présenté en vue de l'obtention du diplôme
d'études supérieures spécialisées
« interventions sociologiques » - I*

*Ralph Schroeder
Luxembourg
Septembre 1999*

Avertissement au lecteur

Le premier chapitre de ce document présente le contenu de la brochure « Le Plan Communal Jeunesse – conseils à l'usage des collectivités locales » et sera utile au lecteur qui n'a pas eu l'occasion de se familiariser avec le projet dont il est question.

Le deuxième chapitre traite de la phase pilote du projet et s'adresse spécialement aux personnes s'intéressant à la nature de l'intervention auprès des collectivités locales.

Le troisième chapitre développe quelques perspectives pour le futur du projet et intéressera les personnes amenées à prendre des décisions dans ce domaine.

*Je voudrais remercier toutes les personnes qui ont participé et participent à ce projet :
mes collaborateurs au sein du Ministère de la Jeunesse et du Service National de
la Jeunesse ; les responsables politiques des communes qui ont participé au projet
et les membres des groupes de planification ; les jeunes qui se sont laissés tenter
par l'expérience des forums locaux de la jeunesse ;*

Et plus particulièrement :

*Paul Bach qui m'a fait profiter de son expérience de la vie politique communale ;
Christiane Meyers et Adrien Promme qui, chacun dans son domaine, m'ont permis
de prendre du recul lorsque celui-ci me faisait défaut.*

This is no time for celebration
This is no time for shaking hands
This is no time for backslapping
This is no time for marching bands
This is no time for optimism
This is no time for endless thought
This is no time for my country right or wrong
Remember what that brought
This is no time for congratulations
This is no time to turn your back
This is no time for circumlocution
This is no time for learned speech
This is no time to count your blessings
This is no time for private gain
This is a time to put up or shut up
It won't come back this way again
This is no time to swallow anger
This is no time to ignore hate
This is no time to be acting frivolous
Because the time is getting late
This is no time for private vendetta

This is no time to not know who you are
Self knowledge is a dangerous thing
The freedom of who you are
This is no time to ignore warnings
This is no time to clear the plate
Let's not be sorry after the fact
And let the past become our fate
This is no time to turn away and drink
Or smoke some vials of crack
This is a time to gather forces
And take dead aim and attack
This is no time for celebration
This is no time for saluting flags
This is no time for inner searchings
The future is at hands
This is no time for phoney rhetoric
This is no time for political speech
This is a time for action
because the future's within reach
This is the time

Lou Reed

So as long as someone else controls your history
The truth shall remain just a mystery
For you can lead a horse to the water
But you can not make him drink
You can put a man through school
But you can not make him think

Ben Harper

Table des matières

Table des matières	5
Introduction	7
Chapitre 1 : Regard sur un outil - Le contenu de « Le Plan Communal Jeunesse – conseils à l’usage des collectivités locales »	9
2.1. Mise en route.	9
2.2. La composition du groupe de planification.	9
2.3. Elaboration d’un schéma de travail.	11
2.4. Elaboration du plan.	11
2.5. De l’avant-projet au plan d’action.....	13
Chapitre 2 : Description et appréciation du déroulement du projet pilote. Recommandations pour l’intervention auprès des pouvoirs locaux	15
2.1. Présentation du projet	15
2.2. Décision de la commune.	16
2.3. La composition du groupe de planification.	17
2.4. Les premiers travaux.....	18
2.5. Analyse de la situation objective des jeunes.	19
2.6. Enquête quantitative auprès des jeunes.	19
2.7. Restitution des résultats de l’enquête.	20
2.8. Restitution envers les adolescents : les forums des jeunes.....	20
Chapitre 3 : Comment développer le « Plan Communal Jeunesse » ?	22
3.1.Actions à mener	22
3.1.1. A court terme : jusqu’à la fin de cette année.....	22
3.1.2. A moyen terme : dans le courant de l’année 2000.	22
3.1.3. A long terme : avant la fin de la période législative.	23
3.2. Procédures à appliquer.	23
3.2.1. Procédures administratives et financières	23

3.2.2. La division du travail	24
Annexe 1 : Eléments de réflexion sur les relations entre l'état central et les collectivités locales.....	25
Annexe 2 : Extraits de presse.....	27

Introduction

Lorsque j'ai commencé à travailler au Ministère de la Jeunesse en avril 1997, on me demanda de développer le « Plan Communal Jeunesse ». Ce projet existait alors à l'état embryonnaire. Il faisait l'objet d'une brève présentation dans le document intitulé « Plan d'action n°1 : Participation des Jeunes ». Le plan communal jeunesse y était décrit, sur une page, comme « *un plan communal en matière d'animation, d'information de formation et de prévention pour jeunes* ». Pour les auteurs du texte, un tel plan devait comporter une description de la situation des jeunes dans la commune, l'indication d'objectifs politiques, la définition d'un programme financier et finalement une description de la procédure suivie pour l'établissement du plan. Finalement, les auteurs précisèrent l'importance de la participation des jeunes dans le processus d'élaboration du plan. Les responsables indiquèrent sous la rubrique mesures que « *le Ministère de la Jeunesse créera les disponibilités budgétaires pour permettre par sa participation directe un tel plan communal jeunesse sur une base pluriannuelle* ».

Cependant, il apparut assez rapidement que la seule mise à disposition de moyens financiers ne suffirait pas à lancer un projet décrit sur une page. Ce dont avaient besoin les pouvoirs locaux, peut-être bien plus que d'incitants financiers, était une aide concrète sur la manière dont on peut mettre sur pied un plan d'action local pour la politique de la jeunesse.

C'est à ce moment que je commençai à travailler au Ministère de la Jeunesse et ce fut la tâche à laquelle je m'attelai. Le 10 décembre 1997, le Ministre de la Jeunesse Alex Bodry présenta à la presse le document intitulé « Le Plan Communal Jeunesse – conseils à l'usage des collectivités locales » et nous entamons le projet dans une phase pilote avec quatre communes, à savoir Dudelange, Lorentzweiler, Sanem et Wiltz.

En septembre 1999, nous sommes en train de terminer cette phase pilote et commençons le projet avec « les communes de la deuxième vague ». Le moment paraît bien choisi de prendre un peu de recul et se donner le temps d'élaborer et de proposer une appréciation du projet « Plan Communal Jeunesse » tel qu'il s'est déroulé lors de sa phase pilote, cela pour assurer un déroulement le plus satisfaisant possible pour tous les acteurs dans l'avenir.

J'ai construit ce document en trois parties. La première s'intéresse à la brochure « Le Plan Communal Jeunesse – conseils à l'usage des collectivités locales ». Cette brochure, une série de conseils plutôt qu'un réel guide, a été décomposée. J'ai repris chaque conseil séparément en y ajoutant un commentaire expliquant la raison d'être de ce conseil. Ce premier chapitre permettra de se remettre dans l'esprit l'essentiel du contenu de la brochure est sera certainement très intéressant pour le lecteur qui n'a pas eu l'occasion de se familiariser avec la brochure « Le Plan Communal Jeunesse ».

Dans le deuxième chapitre, je décris le déroulement de la phase pilote, donne une appréciation de ce déroulement et formule une série de conseils qui se fondent sur mon expérience directe en tant qu'intervenant auprès des communes. Ce chapitre est le plus intéressant pour les personnes qui dans le futur seront amenées à intervenir dans le cadre de plans communaux jeunesse auprès de pouvoirs locaux, de groupes de planification ou d'adolescents.

Dans le dernier chapitre, je tente enfin de formuler des perspectives pour le développement du projet dans les années à venir. Ces recommandations se situent autant au niveau des actions à mener qu'au niveau des procédures à établir pour permettre que le projet se déroule de la meilleure manière possible.

Dans une annexe en fin de document, je voudrais enfin faire part de quelques réflexions que ce projet m'inspire concernant les relations entre l'Etat central et les collectivités locales. Cette question me semble en effet être un des grands enjeux de ce type de projet.

En d'autres termes, ce document jette un regard en arrière sur les deux années passées pour mieux préparer le futur du « Plan Communal Jeunesse ».

Chapitre 1 : Regard sur un outil - Le contenu de « Le Plan Communal Jeunesse – conseils à l’usage des collectivités locales ».

Présentons le contenu de ce guide de projet de manière à retracer les conseils principaux que ce guide essaie de donner aux personnes qui seront responsables de monter un plan communal jeunesse. Je ferai cela de manière assez brève (les conseils sont marqués de [a] à [r], pour construire le schéma de la brochure. Parallèlement, sous forme de commentaire, j’essaierai de montrer quelles idées me motivaient à formuler tel ou tel conseil plutôt qu’un autre.

Mis à part la préface, l’introduction et la conclusion, le guide se présente en six chapitres principaux qui retracent les grandes étapes qui mènent à l’élaboration d’un plan communal jeunesse.

2.1. Mise en route.

- (a) Quiconque veut qu’existe dans sa commune un plan communal jeunesse peut en prendre l’initiative.
- (b) L’action doit cependant être cautionnée par le pouvoir communal qui en prend la décision officielle.

Ad (b) Ces deux points visent à lancer le projet. Il nous paraissait important que le pouvoir politique local prenne la décision officielle de faire élaborer un plan communal jeunesse. En effet, il s’agira d’un plan politique, qui comporte des mesures que la commune sera chargée de mettre en œuvre, ce qui a entre autres des implications financières. Dès lors, il est important que la décision même d’établissement du plan fasse l’objet d’un acte officiel.

Ad (a) Mais il me paraissait également important d’inclure d’autres acteurs que le seul pouvoir communal dans cette première phase. Surtout les associations de jeunesse peuvent être intéressées que leur commune élabore un cadre à sa politique de la jeunesse. Dans ce cas, elles peuvent demander au conseil communal que celui-ci s’engage dans cette voie.

2.2. La composition du groupe de planification.

- (c) Le pouvoir communal réunit un groupe de planification chargé de l’élaboration du plan communal jeunesse.

- (d) Il est intéressant que ce groupe réunisse des représentants des organisations concernées par les questions de la politique de la jeunesse.
- (e) Le groupe de planification se dote d'un bureau avec un président, un secrétaire, un conseiller extérieur et un représentant des jeunes.

Ad (c) Ici s'exprime le désir de mettre en œuvre une approche participative. Nous avons voulu éviter que le plan communal jeunesse soit élaboré par des seuls experts, qu'au contraire il fasse l'objet et mette en route un débat public concernant la politique de la jeunesse. C'est pourquoi nous conseillons aux communes de réunir un groupe de citoyens intéressés, c.à.d. en fait des experts locaux, pour mener le travail.

Ad (d) Ce conseil porte sur la composition du groupe de planification. Nous proposons qu'il réunisse des représentants d'associations. A côté des organisations de jeunesse, nous avons fortement insisté sur la présence de la maison des jeunes locale, et cela pour deux raisons. D'un côté, la maison des jeunes touche le plus souvent un public qu'on rencontre moins dans les organisations de jeunes plus traditionnelles et c'est donc un moyen que ceux-ci trouvent également un moyen de s'exprimer. De l'autre côté, le Ministère de la Jeunesse est également un partenaire dans le financement et la gestion des maisons des jeunes et il nous paraissait important que lorsqu'une commune veut élaborer un plan communal jeunesse, la maison des jeunes y soit étroitement associée, de manière à intégrer les différents outils de la politique de la jeunesse au niveau local.

En dernier lieu, nous avons estimé que les jeunes ne sont pas les seuls concernés par la politique de la jeunesse. Ils en sont bien sûr les premiers destinataires, mais d'autres acteurs peuvent être concernés, que ce soient les parents, les vieux ou les forces de l'ordre. C'est pourquoi nous envisageons cette possibilité pour la composition du groupe de planification.

Ad (e) Il nous semblait que ce groupe de planification avait besoin d'un bureau, c.à.d. d'un groupe restreint de personnes qui assureraient sa cohérence et sa coordination. Nous avons proposé comme président de bureau le responsable politique pour les affaires concernant la jeunesse dans la commune. Cela nous semblait nécessaire pour que le plan élaboré puisse être accepté par la commune et en même temps pour qu'un contact permanent avec les hommes politiques locaux ait lieu. Nous avons proposé également qu'un employé ou fonctionnaire de la commune assure le secrétariat du groupe de planification. En effet, cela permet que les tâches administratives et organisationnelles ne reposent pas sur les membres du groupe de travail, qui sont des bénévoles, mais puissent être prises en charge par un professionnel qui peut y consacrer une partie de son temps de travail. La proposition d'inclure dans le bureau un conseiller extérieur a été formulé plus clairement en vue de permettre à un expert extérieur d'assister au projet et de l'accompagner. Au cours de la phase pilote, il s'agit du fonctionnaire du Ministère de la Jeunesse qui est responsable du projet au sein du département de la Jeunesse. Quant aux représentant des

jeunes, il s'agit d'une proposition émanant d'un représentant d'une organisation de jeunesse au Conseil Supérieur de la Jeunesse.

2.3. Elaboration d'un schéma de travail.

(f) Le groupe de planification met en place un agenda des travaux.

Ad (f) Il nous semblait important d'insister sur ce point qui peut paraître couler de source. Pour se donner un cadre et une marche à suivre, le groupe de planification devrait se donner des repères, c.à.d. les grandes lignes de ce qu'il compte faire et les délais pour mener à bien les travaux. Ceci est important, surtout lorsqu'on s'engage en terrain inconnu, pour que tous les membres sachent dans quelle direction on avance.

2.4. Elaboration du plan.

Nous avons proposé ici à l'utilisateur du guide un schéma très classique pour la mise sur pied d'un plan d'action. Ce schéma passe par une étape de diagnostic, formule ensuite des finalités pour enfin traduire celles-ci en actions qui sont à planifier le plus précisément possible.

Nous avons nommé inventaire une phase de l'élaboration du plan qui consiste en ce qu'on pourrait appeler un diagnostic. Il s'agit ici de se faire une image de ce que vivent les jeunes dans la commune. Cette étape nous semblait très importante. C'est celle qui traduit en partie l'idée de planification d'une politique. Rappelons-nous que la planification était une des deux idées maîtresses du guide. Planifier veut entre autres dire baser des mesures sur un constat effectif de la situation. Nous avons divisé l'inventaire en deux parties, l'une concernant les faits objectifs, l'autre concernant les faits subjectifs.

(g) Rassembler les faits objectifs concernant les jeunes de la commune.

(h) Se faire une image de la réalité subjective des jeunes.

Ad (g) L'idée à la base de ce diagnostic objectif fut le suivant. Il faut essayer de mettre en parallèle les infrastructures existantes et qui sont à la disposition des jeunes et les besoins effectifs des jeunes. A partir de là, il s'agirait de faire concorder les besoins et les infrastructures et services. C'est pourquoi, dans le guide, nous avons considéré trois types de données intéressantes, qui sont surtout d'ordre statistique. En premier lieu, il y a des données générales concernant la commune telles que la superficie, le nombre d'habitants, les instruments existant en matière de politique de la jeunesse etc. En deuxième lieu, il s'agirait de décrire la situation générale de la population en considérant les jeunes comme une sous-population et qui serait à décrire de manière plus complète. Un troisième type de données décrirait les possibilités, infrastructurelles et autres, que les jeunes de la commune ont. La brochure renseigne un certain

nombre de données qu'il serait intéressant de connaître ainsi que des sources de données où celles-ci peuvent être obtenues, au niveau communal comme au niveau national.

Ad (h) Il n'est pas possible de comprendre la réalité des jeunes seulement à travers des faits objectifs tels que ceux décrits au paragraphe précédent. Il est important de s'adresser directement aux jeunes afin de leur permettre de s'exprimer sans intermédiaire. Si le point précédent exprime la volonté de planification d'une politique en fonction d'une réalité analysée, c'est ici la volonté de participation qui s'exprime. Cette participation commence au niveau de la compréhension de la situation. Il s'agit d'un côté de la volonté de faire participer les jeunes à l'élaboration du cadre de la politique locale de la jeunesse. Mais d'un autre côté, cette volonté est également un « intérêt bien compris ». En effet, une analyse qui ne s'attache qu'aux faits objectifs peut passer à côté de problèmes que les jeunes vivent très directement. Le fait de toucher les jeunes directement peut amener autre chose que ce qu'on découvre à la lumière d'analyses de bases de données par exemple.

- (i) Faire le bilan des points sensibles vécus par les jeunes
- (j) Définir des finalités, c.à.d. des situations souhaitables qu'on veut atteindre
- (k) Planifier des actions qui constituent la traduction en mesures des finalités

Ad (i) Comme l'indique le nom, il s'agit ici d'une étape de synthèse. Après une phase de collecte de données, trois sources permettent de faire le bilan de la situation des jeunes à l'intérieur de la commune. Les deux premières sont bien sûr les deux points abordés lors de l'étape précédente de l'inventaire. Mais la troisième source nous semble également très importante. Il s'agit des personnes même qui composent le groupe de planification. Comme celles-ci ont été choisies pour le contact qu'elles ont avec la réalité des jeunes, leurs témoignages sont de première importance.

Nous avons nommé cette étape « le bilan des situations concrètes ». En d'autres termes il ne s'agit pas ici d'indiquer des problèmes généraux, mais des situations telles qu'elles sont vécues par les jeunes de la commune. Cela est important parce que c'est la situation concrète et non le problème abstrait auquel on peut trouver une solution. Mais faire le bilan des situations concrètes ne veut pas seulement dire les situations que les jeunes vivent négativement. On peut très bien constater des situations concrètes que les jeunes vivent positivement ou qui ont des aspects positifs pour la politique locale de la jeunesse. Ces situations sont intéressantes dans la mesure où mieux les comprendre est une voie pour reproduire leurs aspects positifs dans d'autres contextes.

Ad (j) Nous sommes maintenant au cœur du processus d'élaboration du plan communal jeunesse, le moment où les orientations de la politique de la jeunesse sont définies. C'est le moment au cours duquel on passe du niveau concret des situations vécues par les jeunes à un

niveau plus abstrait, celui des finalités de l'action, c'est-à-dire de ce à quoi on voudrait arriver avec la politique locale de la jeunesse.

Ad (k) Une fois que ces finalités de la politique locale de la jeunesse sont définies, on peut revenir à un niveau très concret, celui des actions à mettre en œuvre pour atteindre les finalités énoncées. Dans notre brochure, nous indiquions simplement qu'il était important que ces actions soient planifiées dans le détail. Le plan communal jeunesse doit contenir tous les éléments qui permettent de réaliser une action : le responsable de la réalisation, le plan financier, les détails de la réalisation et, last but not least, un délai pour la réalisation de la mesure.

2.5. De l'avant-projet au plan d'action

- (l) Rédiger une note de synthèse
- (m) Retourner la note de synthèse vers les acteurs concernés
- (n) Rédiger le projet final
- (o) Soumettre celui-ci au conseil communal pour approbation

Ad (l) Rédiger une note de synthèse veut dire reprendre les éléments de la discussion et les résultats dans un document. Le plus important est que ce document puisse être présenté vers l'extérieur, autrement dit, nous insistons sur la clarté de cette note de synthèse. On pourrait encore l'appeler avant-projet de plan communal jeunesse.

Ad (m) Il nous semblait important que les citoyens concernés aient encore une fois la possibilité de réagir aux travaux du groupe de planification. C'est pourquoi nous recommandions de rendre publique cette note de synthèse par tous les moyens que la commune et les membres du groupe de planification ont à leur disposition.

Ad (n) C'est avec les réactions éventuelles à la publication de la note de synthèse que les membres du groupe de planification rédigent le projet final de plan communal jeunesse. Ici, nous commençons à entrer dans des questions qui concernent plus la procédure. En effet, dans la brochure aux communes, nous indiquions certains points qui devaient figurer obligatoirement dans le plan communal jeunesse.

Ad (o) Finalement, la dernière étape menant au plan communal jeunesse consiste en un retour vers le conseil communal. L'avant-projet de plan communal jeunesse, enrichi des réactions éventuelles survenues après la publication de l'avant-projet, est soumis en tant que projet aux responsables politiques de la commune. Comme il s'agit d'un document politique qui oriente la future action de la commune, un vote nous semblait important. Dans la mesure où nous proposons qu'un responsable politique fasse partie du groupe de planification, le contenu du document ne devrait plus poser de problème.

(p) Introduire le plan communal jeunesse au Ministère de la Jeunesse

A ce moment, le plan communal jeunesse existe. Il est prévu dans la procédure que le plan d'action de la commune soit introduit au Ministère de la Jeunesse où il fait l'objet d'un double examen. Le premier examen porte sur la forme et le respect des prescriptions, celle de la participation des jeunes notamment. Ce sont les responsables du Ministère de la Jeunesse qui procèdent à cet examen. Mais le plan communal jeunesse est également examiné quant à son contenu. Le Ministre de la Jeunesse transmet sa décision quant au soutien éventuel au financement d'actions contenues dans le plan.

(q) Réaliser les actions contenues dans le plan communal jeunesse

(r) Accompagner la réalisation c.à.d. évaluer

Ad (q) Dans la mesure où les actions contenues dans le plan ont été planifiées de manière détaillée, leur réalisation devrait bien se passer.

Ad (r) Il nous paraissait cependant important que les membres du groupe de planification aient l'occasion de se prononcer sur l'ensemble du projet tel qu'ils l'ont vécu et qu'ils se revoient également pour superviser la mise en œuvre des actions contenues dans le plan.

Chapitre 2 : Description et appréciation du déroulement du projet pilote. Recommandations pour l'intervention auprès des pouvoirs locaux.

Les titres 2.1. à 2.8. de ce chapitre désignent les huit étapes importantes dans le déroulement du projet durant sa phase pilote. Pour chacune de ces étapes, je distingue quatre points. Sous a., je définis brièvement l'objet de cette étape. Sous b., je décris la manière dont elle s'est déroulée. Sous c., je donne mon appréciation de ce déroulement et sous d., je décris, le cas échéant, quels sont les changements à opérer dans le déroulement futur de cette étape.

2.1. Présentation du projet

- a. Entendons par là l'opération consiste à présenter le projet « Plan Communal Jeunesse » au niveau local, que ce soit à des hommes politiques, une commission des jeunes, des associations, en vue de l'élaboration du projet. Il s'agit souvent du premier contact approfondi avec le terrain concerné.
- b. Lors de la phase pilote, j'avais préparé un exposé qui partait du cadre général de la politique de la jeunesse au Luxembourg pour expliquer « Les Lignes Directrices », les plans d'action pour faire comprendre dans quel contexte se situe le « Plan Communal Jeunesse ». Ensuite, je réexpliquai en détail le contenu de la brochure pour ensuite engager une discussion avec le public sur la manière de réaliser le projet dans leur commune.
- c. Cette manière de faire était relativement rigide, ressemblait à un cours ex cathedra dont nous savons qu'ils ne se prêtent guère à mobiliser le public. Elle s'explique par le manque de connaissance que j'avais de cet exercice. Le plus souvent, le public se désintéresse rapidement de ces exposés, à fortiori s'ils n'a pas eu l'occasion de se familiariser avec le projet en lisant la brochure auparavant.
- d. Il est plus intéressant d'engager directement la discussion avec les acteurs de terrain. Mobiliser les acteurs du plan communal jeunesse n'est à mon avis possible que si on part de leur expérience de la politique et de la réalité des jeunes dans la commune. Plutôt qu'un exposé théorique sur le cadre de la politique de la jeunesse au Luxembourg et le contenu d'une brochure, il faut engager ce que j'appelle la coproduction d'une ébauche de projet. Le projet que vont essayer de mettre sur pied les acteurs sur le terrain est à produire, il n'existe pas. Cette production passe par la discussion collective. Il s'agit ensuite d'une coproduction entre les acteurs de terrain et l'intervenant (que soit un intervenant du Ministère, du Service

National de la Jeunesse ou encore d'un Centre de Rencontre, d'Information et d'Animation pour Jeunes n'est ici pas important). Le rôle de l'intervenant est d'être un animateur de la discussion, il a comme mission d'aider les acteurs de terrain à accoucher de leur projet.

Cela ne veut pas dire qu'il n'est pas intéressant de donner un « input » à la discussion. Au contraire, il est important que celui qui présente le projet puisse être capable de le présenter sous une forme à la fois très courte et très précise. Cette présentation constitue un tremplin pour la discussion de groupe qui s'annonce dès ce moment-là.

Le but de cette opération, beaucoup plus qu'une simple présentation de projet, est de permettre aux acteurs de s'approprier le projet, de transformer « le projet que le Ministère et le Service National de la Jeunesse veulent nous fourguer » en « notre projet », de le considérer comme le leur.

2.2. Décision de la commune.

- a. Entendons par là la manière par laquelle le pouvoir communal se prononce en faveur de l'établissement d'un plan communal jeunesse.
- b. Cette étape peut avoir lieu avant ou après la première étape. Jusqu'ici, nous avons demandé que les communes prennent cette décision de manière officielle. Lorsque l'administration communale informe le Ministre de la Jeunesse de sa décision en lui faisant parvenir un extrait du registre des délibérations communales de la séance concernée, nous acceptons cet extrait comme preuve officielle et le Ministre de la Jeunesse accorde un subside dit « de démarrage » d'une hauteur de 50.000 Luf.
- c. Il me semble que cette manière de faire est satisfaisante. En premier lieu, il est important qu'il y ait une décision politique d'élaborer un plan communal jeunesse vu que le résultat est censé engager le conseil communal dans son action. Ensuite, l'extrait du registre des délibérations concerné est une pièce officielle qui permet au Ministre de la jeunesse de prendre note de ce que la commune s'est engagée dans le projet. Ensuite, il semblait également important de marquer dès le début un soutien clair aux communes qui s'engagent dans cette voie, d'où l'idée du subside de démarrage, censé couvrir des frais d'établissement du projet qui ont lieu inévitablement.
- d. Continuer dans la même voie.

2.3. La composition du groupe de planification.

- a. Il s'agit ici de la composition du groupe de personnes qui aura la charge d'élaborer le projet. C'est dire qu'il s'agit d'un point crucial pour la réussite du projet.
- b. Durant la phase pilote, nous avons entièrement laissé faire les responsables communaux en ce qui concerne cette phase du projet. Cela a mené à quatre approches assez différentes. Dans une commune, le groupe de planification est constitué par la commission des jeunes, dans une deuxième de la commission des jeunes élargie aux représentants des associations travaillant avec des jeunes. Dans une troisième commune, l'échevin responsable du projet a constitué un groupe entièrement distinct de la commission des jeunes alors que dans la quatrième commune existe plutôt un groupe de pilotage composé des quatre personnes, à savoir l'échevin responsable de la politique de la jeunesse, le secrétaire communal, le président de la commission des jeunes ainsi que le président du centre de rencontre, d'information et d'animation pour jeunes (CRIAJ).
- c. Il me semble que dans les quatre cas, la composition est très intéressante. Lorsqu'il s'agit de la commission des jeunes, nous nous trouvons avec un groupe où les personnes se connaissent et à moins d'une commission qui ne fonctionne pas, il s'agit d'un groupe habitué à la discussion interne. Lorsque au contraire le groupe de planification est un groupe entièrement nouveau, c'est de l'hétérogénéité que peut venir la dynamique. Le cas du comité de pilotage est également très intéressant parce qu'il s'agit du modèle le plus flexible.
- d. Ici, comme pour la présentation du projet, je propose un rôle plus actif du conseiller extérieur. Soyons clairs, il ne s'agit pas d'être dirigiste, autonomie communale oblige. Mais la composition du groupe de planification peut faire l'objet d'une discussion avec le responsable politique local. Plusieurs conseils me semblent ici intéressants. Ce sont d'ailleurs en partie ceux qui étaient décrits dans la brochure et la phase pilote les a confirmés. Il est important que :
 - ✓ Le groupe soit présidé par le responsable politique local de la politique de la jeunesse pour garantir la cohérence du projet avec les grandes lignes de la politique communale ;
 - ✓ Un fonctionnaire ou employé de la commune y participe pour assurer une fonction de secrétariat ;
 - ✓ De faire participer les associations qui travaillent avec les jeunes ;
 - ✓ De faire participer des personnes intéressées.

2.4. Les premiers travaux.

- a. Les premiers travaux désignent les toutes premières choses que le groupe de planification fait lors de la première réunion.
- b. Dans la brochure, nous avons insisté sur cette phase où le groupe de planification doit se donner un agenda, c'est-à-dire fixer le calendrier des travaux. Dans les faits, cette étape n'a pas vraiment eu lieu. Les groupes de planification se sont directement lancés dans le bain en voulant faire le point sur la situation des jeunes dans la commune.
- c. L'omission de cette première était due à un manque d'expérience de ma part pour ce genre de projet. Cela a eu à mon sens comme conséquence un certain flou dans le chef des acteurs de terrain qui ne savaient pas vers quoi ils avançaient, quel était censé être le résultat de leurs travaux. Avouons que nous étions dans le même cas.
- d. Il est important que dans la suite du projet, cette étape soit formalisée. Comme pour la présentation du projet, il s'agit d'une étape importante dans la construction collective du projet. A mon avis l'ordre du jour de la ou des premières réunions du groupe de planification doit contenir les points suivants et permettre de faire le point sur ces questions :
 - ✓ Que veut-on atteindre avec ce plan communal jeunesse ? Il s'agit là de la discussion la plus importante, celle qui concerne les finalités du plan communal jeunesse, les buts de l'action, les objectifs de la politique de la jeunesse. Cette discussion ne peut être qu'amorcée à ce moment et elle sera là tout au long du processus. Mais elle ne peut être omise comme cela a été le cas, sous peine de payer le prix en clarté du projet et, de fil en aiguille, en motivation des acteurs.
 - ✓ Comment atteindre ces objectifs ? En d'autres termes, il faut se donner un plan pour la bataille ? Comment connaître les jeunes ? Comment les impliquer dans les décisions les concernant ? Il s'agit ici des actions à mener.
 - ✓ En dernier, les premiers travaux doivent être l'occasion de se donner un agenda. N'oublions pas que les acteurs locaux sont le plus souvent des bénévoles. Il est important qu'ils puissent savoir quel sera l'engagement nécessaire pour mener le projet.

Lors de la discussion avec une des communes de la deuxième vague, j'ai essayé de formaliser ce point avec les responsables de l'exécution du projet. En deux heures de discussion, nous avons pu mettre au point un schéma de déroulement pour l'établissement du plan communal jeunesse comportant toutes les étapes importantes ainsi qu'un timing des actions à mener s'étalant sur un an.

2.5. Analyse de la situation objective des jeunes.

- a. Analyser la situation objective des jeunes revient à se faire une image de la situation des jeunes sur base des matériaux statistiques disponibles.
- b. Les matériaux statistiques disponibles sont riches et variés, tellement riches et variés que leur exploitation cohérente et finalisée nous a quelque peu dépassée. Nous avons pu présenter quelques éléments intéressants, mais une large part des possibilités n'a pu qu'être explorée de manière très sommaire.
- c. Le « Plan Communal Jeunesse » se veut une approche à la fois participative et planificatrice de la politique locale de la jeunesse. L'aspect planificateur du projet réside en partie dans cette analyse de la situation objective des jeunes. Encore une fois par manque d'expérience de ce type de projet, cet aspect n'a pu être réalisé que partiellement.
- d. Il est toutefois important « d'explorer ce filon ». Mais pour que cela puisse se faire de manière à obtenir des résultats intéressants, il est absolument nécessaire de disposer d'un schéma de travail qui précise quelles données sont à recenser et comment elles sont à utiliser. Le Centre d'Etudes sur la Situation des Jeunes en Europe (CéSiJe), par les compétences qu'il développe en matière de recherches et actions sociales, est un partenaire important dans le projet et certainement le premier à même de développer un tel schéma.

2.6. Enquête quantitative auprès des jeunes.

- a. Nous sommes ici à cheval sur l'analyse de la situation objective des jeunes et la compréhension de leur vécu subjectif. Selon le type de question de l'enquête, nous sommes dans un modèle ou dans l'autre. Dans la brochure, l'enquête fut présentée comme une possibilité de participation
- b. Les quatre communes du projet pilote ont mené auprès des jeunes de leur commune une enquête quantitative. Le CéSiJe a élaboré à cet effet un questionnaire. Celui-ci a été administré auprès de 1069 jeunes âgés entre 12 et 20 ans et les résultats ont été transférés sur support informatique par l'Institut Luxembourgeois de Recherches Sociales et d'Etudes de Marché S.A. (Ilres). Le CéSiJe a effectué l'analyse statistique des résultats. Une formation des enquêteurs a eu lieu conjointement par Ilres et le CéSiJe.
- c. L'enquête est un dispositif intéressant. C'est un dispositif qui apporte des connaissances qui peuvent être traduites en actions. C'est également un outil scientifique qui jouit d'une légitimité

certaine. Mais c'est également un dispositif lourd, à la fois sur le plan de son utilisation et sur le plan économique.

- d. L'enquête est à garder comme possibilité de production de connaissances sur les jeunes. Il s'agit d'ailleurs du seul modèle du genre au Grand-Duché de Luxembourg et dans cette mesure, c'est un instrument important. Mais ce n'est sans doute pas un instrument adapté pour des communes de petite taille, la commune de Lorentzweiler constituant à notre avis la limite inférieure. De même, certains autres éléments sont à approfondir, comme la formation des enquêteurs employés par l'institut de sondage, garants de la qualité des données recueillies. Ici encore, le rôle du CésiJe est primordial.

2.7. Restitution des résultats de l'enquête.

- a. Entendons par là la présentation des résultats de l'enquête aux acteurs de terrain, le retour aux acteurs après une phase qui a eu lieu plutôt du côté des scientifiques.
- b. Le CésiJe et le Ministère de la Jeunesse ont procédé ensemble à cette phase. Nous avons décidé de présenter un certain nombre de données directement utilisables par les groupes de planification, sous formes de graphiques et de mémos. Une séance de présentation a eu lieu dans chacune des quatre communes. Ces séances ont duré entre nonante et cent quatre-vingt minutes.
- c. Ces présentations ont été globalement satisfaisantes, avec une évolution positive au fur et à mesure des quatre séances dans les quatre communes. Il n'a pas été possible de présenter tous les résultats en détail, mais des discussions ont pu être engagées sur les résultats. L'input que peuvent donner les acteurs locaux permet de corroborer ou au contraire de voir avec plus de distance certains résultats.
- d. Comme pour les autres moments de discussion, le maître mot de ces séances doit être d'organiser des discussions dynamiques. Il n'est sans doute guère intéressant de mener des exposés ex cathedra illustrés de tableaux et de graphiques. Il est au contraire important encore une fois de partir de l'expérience vécue des membres des groupes de planification. Ceci n'est pas évident dans la mesure où ceux-ci veulent voir des résultats indiscutables, « en béton ».

2.8. Restitution envers les adolescents : les forums des jeunes.

- a. Un forum des jeunes est un moment de discussion directe entre les adolescents et « leurs » hommes politiques. Il a comme but de permettre aux jeunes de prendre une part active et directe aux décisions les concernant.

- b. Les forums des jeunes organisés dans les communes de Dudelange et de Lorentzweiler le 10 juillet 1999 avaient plus précisément comme but que les jeunes puissent présenter et « vendre » au bourgmestre des projets qu'ils avaient élaborés au cours de workshops dont les thèmes étaient ceux abordés par les adolescents dans l'enquête. Dans cette optique, les jeunes avaient été informés par une campagne publicitaire et un courrier individualisé. Pour animer les workshops, des animateurs avaient été formés en collaboration avec la « Kommunale Beratungsstelle für Kinder-, Jugend- und Bürgerbeteiligungsinitiativen Graz », une organisation autrichienne compétente en la matière. La discussion entre les jeunes et leur bourgmestre avait été organisée de manière à produire des résultats concrets et vérifiables.
- c. Ces forums furent un succès dans les deux cas. Ce furent des succès quantitatifs parce qu'ils rassemblèrent respectivement 50 et 80 jeunes et ce furent des succès qualitatifs par les projets élaborés par les adolescents et la manière dont ils permirent un contact et une discussion directe entre les adolescents et les hommes politiques locaux. Un autre point important est la qualité de la formation préalable pour les animateurs des groupes de discussion. Comme indiqué dans la brochure, le Service National de la Jeunesse a organisé ces formations et elles ont été d'une importance primordiale pour la réussite de ces forums.
- d. Il faudra élaborer un mémo pour l'organisation de ces forums. Il est impossible de donner ici tous les éléments importants. Je voudrais simplement insister sur trois points pour le futur. En premier lieu et encore une fois, il est important que les finalités du forum soient définies de manière explicite et claire. Il s'agit à mon sens d'une condition sine qua non. Deuxièmement, il faut veiller à se mettre en position de sortir du forum avec des résultats tangibles, gage d'une collaboration ultérieure avec les adolescents. Et en dernier lieu, j'insiste absolument sur l'importance de la formation des animateurs de ces forums. Organisée de manière optimale par le service formation du Service National de la Jeunesse, celui devra à l'avenir être un acteur important dans la mise en œuvre de ces forums.

Chapitre 3 : Comment développer le « Plan Communal Jeunesse » ?

Dans ce chapitre, que je tiens volontiers très bref, je voudrais formuler quelques suites possibles pour le projet dont nous allons terminer la phase pilote fin 1999. Si le chapitre précédent a permis de donner une série de recommandations concernant le travail d'intervention auprès des pouvoirs locaux, des groupes de planification et des adolescents, ce chapitre-ci sera l'occasion de mettre le projet dans une perspective plus large, celle de son développement dans les années à venir. Je donnerai quelques éléments sur les actions à mener à court, moyen et long terme. Ensuite, je voudrais formuler quelques idées sur les procédures à développer en vue d'une administration du projet élargi après la phase pilote.

3.1. Actions à mener

3.1.1. A court terme : jusqu'à la fin de cette année.

- ✓ Finaliser la phase pilote dans les communes de la « première vague » (Dudelange, Lorentzweiler, Sanem, Wiltz)
- ✓ Lancer définitivement les communes de la « deuxième vague »
Diekirch, Ettelbruck, Erpeldange après les élections communales
Esch-sur-Alzette, Differdange après les élections communales

3.1.2. A moyen terme : dans le courant de l'année 2000.

Produire un coffre de documentation reprenant tous les documents du projet (la brochure, le questionnaire de l'enquête, les résultats de l'enquête, les rapports des forums locaux de la jeunesse, les plans d'action locaux élaborés, éventuellement les chapitre 1 et 2 de ce document). Ce coffre sera envoyé à tous les initiateurs potentiels du projet (surtout les 118 communes luxembourgeoises). Une campagne de lancement général du projet après la phase pilote devra avoir lieu et nécessitera un déplacement important dans les communes pour faire connaître le projet.

3.1.3. A long terme : avant la fin de la période législative.

Autant en Flandre qu'en Allemagne, des dispositifs semblables aux plans communaux jeunesse existent. Ceux-ci sont obligatoires dans les deux pays. Sans vouloir aller aussi loin, il ne me semble pas inintéressant d'élaborer un cadre légal pour l'élaboration de ces plans d'action locaux en matière de politique de la jeunesse.

C'est pourquoi je propose d'élaborer un cadre légal qui lie l'octroi d'aides financières aux communes à l'existence d'un dispositif plan communal jeunesse. Ainsi, le Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse peut utiliser ses moyens financiers pour soutenir les communes en les incitant à mener une politique de la jeunesse qui soit cohérente et participative.

3.2. Procédures à appliquer.

3.2.1. Procédures administratives et financières

Je propose de garder l'extrait du registre des délibérations du conseil communal introduite au Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse comme document officiel attestant que la commune a décidé de démarrer l'établissement d'un plan communal jeunesse.

Je propose de garder le subside dit de démarrage d'une hauteur de 50.000 Luf qui est octroyé après l'introduction de cette pièce.

Je propose que lorsqu'une commune introduit un plan communal jeunesse achevé au Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse, celui-ci soit examiné à deux niveaux.

- ✓ Le Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse examinera le plan quant à sa forme.
 - Il devra contenir au moins les éléments suivants : une description sommaire des jeunes de la commune, une description des buts politiques contenus dans le plan, un catalogue d'action et une programmation budgétaire, une description de la procédure suivie.
 - Le plan devra au moins être avisé par la commission communale de la jeunesse de la commune concernée.
 - Les jeunes habitants de la commune devront obligatoirement être directement consultés sur le contenu du plan.
- ✓ Le Conseil Supérieur de la Jeunesse avisera le plan d'action local quant à son fond. Il pourra, le cas échéant, formuler des observations à l'adresse de la commune concernée.

En ce qui concerne le soutien financier à l'élaboration du plan, la Ministre de la Famille pourra accorder un subside s'élevant à 50% maximum des frais d'établissement. Ce subside pourra être

accordé après introduction et examen du plan d'action par le Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse

Le Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse n'entend pas financer les politiques de la jeunesse des communes. Néanmoins, un soutien financier pour certains projets ou actions contenus dans le plan sera possible. Cette possibilité sera donnée si les projets proposés se situent dans le cadre des priorités nationales de la politique de la jeunesse. Celles-ci sont définies dans « Pour les Jeunes, Avec les Jeunes : les lignes directrices de la politique de la jeunesse au Luxembourg » ainsi que dans les trois plans d'action respectivement intitulés « Participation des Jeunes », « Communication avec les Jeunes » et « Travail de Jeunesse, Bénévolat, Partenariat ». Ce soutien pourra s'élever à 50% maximum des frais du projet considéré.

3.2.2. La division du travail.

Les interventions que comportent l'administration des plans communaux jeunesse se situent à mon avis à deux niveaux distincts.

Il y a d'un côté une série de procédures qui se font au niveau central, tels l'octroi d'un subside de démarrage, l'examen des plans. Ce sont des procédures administratives. A mon avis, celles-ci sont à accomplir au niveau du Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse.

Ensuite, il y a l'intervention directe auprès des pouvoirs locaux et des groupes de planification. Ces interventions comportent la négociation du projet avec les responsables politiques des communes, l'intervention et le conseil auprès des groupes de planification pour l'élaboration des plans. Il me semble que le Service National de la Jeunesse a les compétences requises pour mener ce type d'interventions et dispose, à travers sa coordination régionale, d'un instrument de premier choix pour ce faire.

Néanmoins, il faut se garder de pousser trop loin cette division du travail. En effet, les deux types d'interventions sont très liés et doivent être menés conjointement et dans un esprit de concertation étroit. Les responsables du Service National de la Jeunesse doivent prendre part aux discussions concernant les procédures administratives et les responsables du projet doivent être en mesure de mener des interventions auprès des acteurs de terrain. En d'autres termes, pour mener une action efficace, nous devons garder une flexibilité certaine dans notre action. Et celle-ci ne s'assure que par la polyvalence des intervenants du Service National de la Jeunesse et du Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse.

Annexe 1 : Eléments de réflexion sur les relations entre l'état central et les collectivités locales

Le « Plan Communal Jeunesse » est typique d'un certain genre de projet qui engage à la fois l'état central et les collectivités locales. Je voudrais profiter de cette appréciation du projet pour mener une brève réflexion sur la relation qui se développe entre l'état central et les collectivités locales dans le cadre d'un tel projet, mais aussi entre l'état et ce qu'il est convenu d'appeler la société civile.

Notre société connaît pour le moment des évolutions importantes, qui la transforment de manière profonde et durable. Durant deux siècles, nous avons vécu dans une société salariale. Entendons par là une société où les individus sont reliés les uns aux autres par le travail salarié. Ce lien est exprimé le plus clairement par notre système de la sécurité sociale, qui se base sur le travail. Les travailleurs sont solidaires avec les chômeurs, les travailleurs bien-portants sont solidaires avec les malades, les jeunes avec les vieux.

Ce système ne fonctionne que dans l'hypothèse du plein-emploi comme l'Europe occidentale l'a connu dans les années soixante. Or cela n'est plus le cas actuellement, ce qui met en péril la solidarité sociale ayant comme base le salariat. On pourra opposer à cet argument la situation particulière du Luxembourg où le chômage n'est pas loin d'être résiduel. Mais il faut s'interroger sur les raisons de cette situation particulière et le fait de savoir pendant combien de temps elle va perdurer.

En d'autres termes, nous vivons un moment de mutations où le lien social est en train de se réorganiser. Dans une série de pays européens ont lieu des expériences de contribution à la mise en place de nouveaux liens sociaux. Ceux-ci, si le travail fait défaut, pourraient se baser sur l'appartenance des l'individu à une collectivité commune et l'engagement des individus pour cette collectivité. Le bien-être de cette collectivité constituerait l'enjeu de ce type de lien social. Si cette approche est très fertile, certaines questions restent par contre entières, celui de la survie matérielle des individus notamment. Mais dans ce domaine également, il existe des idées intéressantes, comme celle de l'allocation universelle par exemple.

De prime abord, c'est au niveau local que ce nouveau type de lien social peut s'expérimenter le plus facilement. Pour cela, il faut inventer des outils. Ceux-ci doivent être applicables au niveau local et surtout doivent être conçus de manière à favoriser clairement le débat public autour d'un enjeu commun, celui de la société dans laquelle nous vivons.

Voilà qui nous amène à la question des relations qui unissent état central et collectivités locales d'un côté et état et société civile de l'autre. A mon avis, l'Etat a comme charge de permettre et de favoriser l'élaboration et la mise en place de tels outils. L'Etat doit être un animateur de nouveaux liens sociaux. C'est pourquoi les relations entre état central et collectivités locales d'un côté et état et société civile de l'autre doivent être des relations de coopération et de « service provider ». L'Etat doit proposer des modèles dans ce domaine et les mettre en œuvre conjointement avec les pouvoirs locaux et la société civile. Cela nécessite des capacités et structures de coopération efficaces. Celles-ci doivent être pensées. Le Plan Communal Jeunesse se veut être un tel outil.

Je voudrais terminer cette réflexion par un autre point qui est à mon avis lié à cette question, la question ASFT. La loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organisations oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, dite ASFT, a, je pense, deux conséquences dans le domaine qui m'intéresse. D'abord, cette loi marchandise les relations entre l'état et les associations en introduisant l'idée que l'état « achète » auprès des associations des services (prestations à fournir).

Ensuite, cette loi renforce l'autonomie de gestion des associations par rapport à l'appareil étatique et parallèlement instaure un contrôle plus formalisé de la part de l'état. La conséquence de cela est le renforcement de la fonction de contrôle de l'état par rapport à celle de coopération.

Dans ce contexte, et vu le développement de cette brève réflexion, il me semble important que parallèlement à un renforcement de la fonction de contrôle de l'état, il faut également veiller à élaborer des structures de coopération fortes et efficaces. Et ces structures devraient permettre de discuter des questions de fond, et non seulement des questions de forme, comme celle de l'enveloppe globale.

Annexe 2 : Extraits de presse

J'ai rassemblé quelques extraits de presse autour de trois thèmes qui me semblent intéressants dans le cadre de ce travail. Ces extraits de presse sont censés alimenter le débat et ne reflètent pas nécessairement mes opinions personnelles.

- 1. Le plan communal jeunesse et la participation politique des jeunes**
- 2. La question ASFT**
- 3. Les collectivités locales**



Rund 30 Jugendliche hatten sich am Samstag zum Rundtischgespräch eingefunden. (Foto: Nicole Witzendy-Milbert)

Jugendliche aus Wiltz wollen mehr Mitspracherecht

Seit ein paar Monaten arbeiteten die Jugendlichen aus Wiltz an verschiedenen Projekten, die sie später den Gemeindeverantwortlichen unterbreiten wollten.

Die Idee war, dass diese Projekte und Themen, die den Jugendlichen am Herzen liegen, in einem Rundtischgespräch mit den lokalen Politikern besprochen werden sollen.

Mit diesem Forum wollen sie mit ihren Forderungen an die Öffentlichkeit treten, um ein Mitspracherecht in der Gemeinde Wiltz zu erreichen.

Pilotprojekte dieser Art wurden in Lorentzweiler, Düdelingen und Sassenheim durchgeführt, das Rundtischgespräch in Wiltz fand am vergangenen Samstag in den Räumen der Jugendherberge im Gruberberg statt.

Dieser „Plan communal jeunesse“ wurde in Zusammenarbeit mit der Gemeinde Wiltz und dem Jugend- und Familienministerium organisiert. Moderátor des Rundtischgesprächs war Ralph Schroeder vom Familienministerium, und Jean-Pierre Dichter war Leiter der Arbeitsgruppe.

Das Forum bestand aus zwei Phasen, um erstens in Workshops Projekte auszuarbeiten, und zweitens mit den Politikern über die Probleme der Jugend persönlich zu diskutieren.

Vorherrschende Themen waren Schule und Arbeit, die Beteiligung

der Jugendlichen an der Politik und die Sparte Freizeit.

Rund 30 Jugendliche zwischen 13 und 16 Jahren unterbreiteten den Wiltzer Politikern das Resultat ihrer Ideen und dabei wurde ihnen die Möglichkeit geboten, diese Damen und Herren näher kennen zu lernen und eventuelle Vorurteile abzubauen.

Aus den drei großen Parteien der Stadt Wiltz waren John Müller, Jean-Pierre Dichter, Annette Duschinger, Astrid Wenkin, Marcel Urbé, Jean Kremer, Pierre Koppes und Romain Schneider zugegen, um die Forderungen der Jugendlichen entgegenzunehmen.

Das Resultat des ersten Workshops war die Beteiligung der Jugend am Gemeindegeschehen zwecks Mitarbeit in einem Jugendgemeinderat.

Die Politiker waren mit dieser Idee durchweg einverstanden. Sie wollen in Zukunft noch einmal über dieses Thema reden, sie erklärten sich bereit, die Jugendlichen in der Gemeindeverwaltung zu empfangen, damit vielleicht ein derartiger Gemeinderat zustande kommen kann.

Im zweiten Workshop teilten die Jugendlichen den Politikern ihre Sorge der Freizeitgestaltung mit.

Sie fanden, dass es in Wiltz viel zu wenig Möglichkeiten der Freizeitgestaltung für die Jugendlichen ihres Alters gibt, die noch keinen

Führerschein besitzen. Sie schlugen den Politikern vor, das leerstehende Gebäude der „Eurofloor“ eventuell in ein Jugendzentrum umzugestalten.

Doch hier konnten die Politiker der Jugend keine zufrieden stellende Zusage geben, denn dieses Gebäude zählt nicht zum Gemeindegut. Sie zeigten sich aber verständnisvoll und gaben den Jugendlichen ihr schriftliches Einverständnis; später noch einmal zu diesem Thema eine Zusammenkunft zu organisieren.

Der dritte Workshop beinhaltete die Themen Schule und Arbeit. Dabei schälte sich das Problem des Schultransportes konkret heraus. Hier forderten die Jugendlichen die Verbesserung des City-Bus transportes, sie unterbreiteten Vorschläge über ein Mehr an Haltestellen.

Die Politiker zeigten sich mit diesen Vorschlägen einverstanden, sie gaben ihre schriftliche Zusage auch dieses Thema später noch genauer unter die Lupe zu nehmen, sie gaben ihr Versprechen noch dieses Jahr über alle hier angeschnittenen Themen gemeinsam zu diskutieren.

Als Abschluss dieser interessanten Zusammenkunft stand ein Spaghetti-Essen auf dem Programm, an dem die Jugendlichen zusammen mit den Politikern teilnahmen.

"t" 21.9.99

„Zusammen erreichen wir mehr“



Foto: Marc Bernard

Stolz präsentierten die Jugendlichen zusammen mit Romain Schneider ihr Projekt.

Wiltz - Die Gemeinde Wiltz lud in Zusammenarbeit mit dem Familien- und Jugendministerium zu einem Jugendforum in die Jugendherberge in Wiltz, um hier das dritte Forum dieser Art zu organisieren. Es galt die Jugend und die Politiker an einen Tisch zu bringen, um über Themen einer Umfrage zu diskutieren. Themen wie Freizeit, Schule und Arbeit oder Beteiligung der Jugend an der Politik standen so in Workshops zur Diskussion und zur Ausarbeitung.

Das Thema Schule und Transport lag einer Gruppe unter der Animation von Maryse (Gréidt) Majerus und Romain Schneider ganz oben.

Die Jugendlichen, in Luxemburg-Stadt in den Schulen, bemängelten, dass es mehr Pendelzüge zwischen Kautenbach und Wiltz geben müssten, damit sie auch mit den Schnellzügen, auf die sie angewiesen seien, nach Hause kommen könnten. Zum angesprochenen City-Bus wollen die Politiker Verbesserungen in

Zusammenarbeit mit den Jugendlichen ins Auge fassen.

Weitere Treffen geplant

Eine Übereinkunft mit den am Tisch sitzenden Politikern John Müller, Jemp Dichter (beide CSV), Annette Duschinger, Astrid Wenkin, Marcel Urbé, Jang Kremer (alle DP), Pierre Koppes und Romain Schneider (beide LSAP) wurde in puncto Jugendgemeinderat gefunden, wo sich die Gesprächspartner aber zu einem späteren Zeitpunkt ein weiteres Mal treffen sollen.

In Sachen Treff für die Jugend in Wiltz wird am Jahresende eine zusätzliche Gesprächsrunde mit den Jugendlichen stattfinden.

Unabhängig vom Ausgang der bevorstehenden Wahlen, so die Vertreter aller Parteien, werde man die gegebenen Versprechen so gut wie möglich einlösen und für die nötigen Verwirklichungen eintreten.

m.b.

Den Interessen der Jugend ein Ohr schenken

80 Teilnehmer am Jugendforum der kommunalen Jugendkommission

In Zusammenarbeit mit der Jugendkommission hatte der Schöfferrat der Gemeinde Düdelingen einen kommunalen Jugendplan mit verschiedenen kurz- bis mittelfristig durchzuführenden Projekten ausgearbeitet. Um ihm die notwendige Akzeptanz zu geben, bedarf es der Unterstützung und der Zustimmung der Jugend. Der Jugendplan entstand auf Basis einer Umfrage bei den Düdelinger Vereinen, einer öffentlichen Umfrage von Mitgliedern des Jugendhauses und einer Studie, die in Zusammenarbeit mit drei Jugendhäusern und dem Jugendministerium erstellt wurde. Das Leitmotiv sämtlicher Initiativen hieß "Mach' mit. Denk mit. Rede mit. Entscheide mit".

Um die verschiedenen Initiativen zu vertiefen und erste Schritte zu ihrer Durchführung einzuleiten, hatte die kommunale Jugendkommission am Samstag im "Centre René Hartmann" ein Jugendforum organisiert. Rund 80 Jugendliche hatten sich dazu eingefunden, um in fünf Workshops an den verschiedenen Projekten mitzuarbeiten. Jede Gruppe stellte zum Abschluß die Schlussfolgerungen ihrer Diskussionen vor. Nachdem ein Mitglied des Schöfferrates die Meinung der Gemeinde vertreten hatte, verpflichteten sich sowohl Mitglie-

der des betreffenden Workshops als auch ein Mitglied des Schöfferrates mit ihrer Unterschrift, Kontakt miteinander aufzunehmen, um erste Schritte zur Verwirklichung des betreffenden Projektes in die Wege zu leiten.

In einem ersten Workshop wurde die Notwendigkeit eines Kinokomplexes mit maximal drei Kinoräumen, mit Restaurant, einem Cyber-Café usw. in Düdelingen diskutiert. Des Weiteren wurden erste Überlegungen für eine zukünftige Filmpolitik mit u.a. reduzierten Eintrittspreisen für Jugendliche angestellt. Auch wurde verlangt, daß die Jugendlichen bei der Einrichtung des Kinokomplexes in die Diskussion mit einbezogen würden. Bürgermeister Mars Di Bartolomeo erinnerte an den neuen Komplex, der vom Staat und der Gemeinde gebaut wird und in dem sowohl das CNA als auch ein Kulturzentrum untergebracht werden. Darin

werde auch ein Kino entstehen. Allerdings werde es noch drei bis fünf Jahre dauern, bis der gesamte Komplex fertiggestellt sei. Selbstverständlich würden die Jugendlichen einbezogen, so der Bürgermeister. Der ebenfalls anwesende Direktor des "Ciné Utopolis", Nico Simon, unterstrich die Notwendig-

keit regionaler Kinos, in denen sowohl zeitgenössische als auch künstlerisch wertvolle Filme gezeigt werden sollten.

Eine zweite Jugendgruppe regte die Veranstaltung von Busfahrten zum Utopolis bis zur Fertigstellung des neuen Kulturzentrums in Zusammenarbeit mit dem lokalen Jugendhaus vor. Auch sollte dieser Bus innen und außen den Vorstellungen der Jugend entsprechend ausgerüstet und gestaltet werden. Zu diesem Punkt versprachen die Jugendlichen ihre Mitarbeit. Schöffe Marc Zanussi meinte, daß dies nach der Lieferung des neuen Schulbusses möglich werde. Der alte Schulbus könne dann durch den für diese Fahrten benutzt werden. Nico Simon versprach, die Möglichkeit reduzierter Eintrittspreise für die Teilnehmer zu analysieren.

In einem anderen Workshop befaßten Jugendliche sich mit der Möglichkeit von Radfahren, Klettern und Breakdance. Hierzu erstellten sie ein Wunschprotokoll der notwendigen Erzieher. Auch sollten Ausstellungen und Workshops zu diesen Themen ermöglicht werden. Das Gemeindeoberhaupt bemerkte, daß diese Projekte in Zusammenarbeit mit den Verantwort-

lichen des Jugendhauses realisiert werden sollten. Im neuen Kulturzentrum seien die notwendigen Räume vorhanden.

Eine weitere Diskussionsgruppe befaßte sich mit den Vorarbeiten zur Gründung eines Jugendparlaments. Hierzu soll eine Arbeitsgruppe bestehend aus drei Jugendlichen und drei Gemeindevertretern gegründet werden. Das Gemeindeoberhaupt stimmte diesem Vorschlag zu. Er fügte allerdings hinzu, daß es notwendig sei, die praktischen Modalitäten mit dem Schöfferrat und der Jugendkommission abzuklären.

Eine letzte Gruppe legte eine Skizze für ein "Skate-Paradise" am Standort der jetzigen Skateboard-Toiletten, eine gedeckte Halle usw. ein Ganzes für Skateboardfahrer bilden. Schöffe Fernand Menghetti verwies auf noch zahlreiche zu lösende Probleme. Der Bürgermeister schlug vor, die verschiedenen Skateboardgruppen sollten eine Arbeitsgruppe bilden, um dieses Projekt mit der Gemeinde zu besprechen. Da es äußerst schwierig sei, eine Halle am gewählten Standort einzurichten, müsse eine andere Stelle dafür gefunden werden.

Jugendkommunalplan wird verwirklicht

Erstmals Ferienaktivitäten für Jugendliche / Jugendforum im Herbst dieses Jahres

HL - Im Jahr 1986 stellte das Jugendministerium einen Leitplan vor mit den Schwerpunkten "Beteiligung der Jugend an der Gesellschaft", "Chancengleichheit für alle Kinder und Jugendliche" und "Vermittlung von Grundwerten unserer Gesellschaft wie Demokratie, Solidarität, Toleranz". An die Gemeinden erging der Appell, sich der Idee anzuschließen, um sie vor Ort zu verwirklichen, und zwar weil die Gemeinde viel näher an Jugendlichen ist als der Staat. Die Gemeinden Dittlingen, Lorentzweiler, Sassenheim und Wiltz erkämben sich 1986 bereit mitzumachen, vor wenigen Wochen schloß sich auch Dittlingen an. Gestern vormittag informierte nun die Gemeindeführung Sassenheim im Rathaus in Beles die Presse darüber, wie sie den Jugendkommunalplan realisieren will, den sie erstellt hat.

An der Pressekonferenz nahmen teil: Jugendminister Alex Bodry, Ralph Schroeder, Verwaltungsratschefe im Jugendministerium, Bürgermeister Fred Summen, die Schöffen Robert Rings und Dagmar Reuter-Angelsberg, Roberto Traversini vom Verwaltungsrat des kommunalen Jugendhauses und Guy Evzen, Sekretär der kommunalen Jugendkommission.

Rollerbladesports geschafften Sommeraktivitäten geplant

Bürgermeister Fred Summen gab die allgemeinen Erläuterungen über die Jugendpolitik der Gemeinde, zu deren Verwirklichung der Jugendkommunalplan eine ausgezeichnetes Instrument sei. Er erinnerte daran, daß voriges Jahr wurde und die Gemeinde seit vielen Jahren während der Sommerferien Freizeitmachmittage organisiert. Davon hätten die Jugendlichen allerdings nichts. Vielen fehle die Möglichkeit, sich in den Ferien zu beschäftigen. Deshalb habe der Schöfferrat nun beschlossen, ab diesem Jahr auch für die Sommerferien-Aktivitäten zu organisieren.



Während der Pressekonferenz (v.l.n.r.) Ralph Schroeder, Alex Bodry, Fred Summen, Robert Rings, Dagmar Reuter-Angelsberg und Roberto Traversini

Der Bürgermeister wies auf den großen Erfolg hin, den das kommunale Jugendhaus kennt, das in der Alten Schule von Zolver funktionierte. Er appelliert an den Jugendminister, mit der Gemeinde über anzukommen, um einen zweiten Betreuer für das Jugendhaus einzustellen. Das Ziel: Flexiblere Öffnungszeiten und Kontakt zu den Jugendlichen, die (noch) nicht ins Jugendhaus kommen.

1. September 1989: Probensaal für Jugendmusikgruppen

Die Gemeinde sei dabei, im Untergeschos der erwählten Schule einen Probensaal für jugendliche Musikgruppen einzurichten, fuhr Fred Summen weiter. Auch dies bestrachte die Gemeindeführung als eine Notwendigkeit, und zwar weil wenige Jugendliche zu Hause die Möglichkeit besäßen, als Gruppen das Musizieren zu üben. Der Saal soll ab dem 1. September dieses Jahres zur Verfügung stehen. Eine technische Basausstattung wird vorhanden sein. Für die Benutzung wird mit jeder Formation ein Vertrag unterzeichnet, der das Lokals (bei der vorherigen Entscheidung einer Kautions) regelt.

Ein weiterer Programmpunkt wird im Herbst dieses Jahres die Organisation eines Jugendforums sein.

recht niedrige, wie Robert Rings betonte. Sie wird erhoben, um zu verhindern, daß sich zu viele erst einmal einschreiben und dann, wenn es gilt teilzunehmen, nicht antreten. Diese Ferienaktivitäten schlagen mit etwa einer Million an. Die große Kassenveranschaulung vorgeschien, im Laufe derer auch weitere Aktivitäten angekündigt werden, als jene, die in der bereits vorliegenden Broschüre aufgezählt und erläutert sind.

Der Dank des Jugendministers

Minister Alex Bodry rief die Entscheidung des Jugendkommunalplans in Erinnerung. Er wies darauf hin, daß eine repräsentative Umfrage bei 1 050 Jugendlichen der vier Gemeinde durchgeführt wurde und dabei weitgehend übereinstimmende Antworten notiert wurden. Die Mehrheit der befragten Jugendlichen ist mit ihrer Gemeinde zufrieden. Am liebsten hätten sie sich im Freundeskreis auf, gleiches gilt, wenn es heißt, "etwas zu unternehmen". Der Minister wies auch auf die Bereitschaft der Jugendlichen hin, sich zu engagieren, "ausgesetzt, werden zu festgelegten Themen eingeladen. Dazu müßten Foren organisiert werden, wie eben die Gemeinde Sassenheim eines für den Herbst dieses Jahres plante. In Dittlingen finde ein solches bereits im Juli dieses Jahres statt, strich Alex Bodry hervor.

Das Regierungsmitglied stellte die Schaffung eines zweiten Betreuerpostens im Zolver Jugendhaus in Aussicht. Im staatlichen Haushaltsvorprojekt für das kommende Jahr sei bereits ein solcher vorgesehen. Es hänge natürlich von Prioritäten ab, die die künftige Regierung sich gebe, ob das Vorhaben verwirklicht werde, betonte der Minister, bevor er Abschließend der Gemeindeführung Sassenheim für ihr Mitmachen dankte und sie zu ihren Initiativen, Begünstigten wünsche, die sie für die Jugendlichen beschlossenen oder bereits verwirklicht hat.

Volleyball, Fußball, Badminton... Im Meeresstrand

Zu den bevorstehenden ersten Ferienaktivitäten für Jugendliche (im Alter von 12 bis 17 Jahren) wies Robert Rings darauf hin, daß alle in Frage kommenden Jugendlichen bereits eine Programm brochure erhalten und daß sofort ein großes Interesse festgelegt werden konnte. 19 ein- bis dreitägige Aktivitäten innerhalb und außerhalb der Gemeinde sind vorgesehen, außerdem zwischen dem 26. Juli und dem 4. September blüht der Sportball in Zolver-Sassenhof durchgehend Volleyball, Fußball- und Federballspiel... In aufgeschütteten Meerstrand für diese drei Aktivitäten besteht allerdings keine Altersregelung, und es wird keine Einschreibgebühr erhoben. Für eine Reihe anderer Aktivitäten wird hingegen eine finanzielle Teilnahmeberechtigung verlangt, eine

Jeuoli 15 juillet 99

ZENTRUM

Jugendforum in der Gemeinde Lorentzweiler

Da die Jugendpolitik ein verbindlicher Bestandteil des Gemeindegesehens werden sollte, stellte das Jugendministerium 1996 seine „Richtlinien“ vor. Darin galt es, die Jugend an der Gesellschaft zu beteiligen, die Chancengleichheit für alle Kinder und Jugendliche zu schaffen sowie ihnen die Grundwerte unserer Gesellschaft wie Demokratie und Solidarität zu vermitteln. Die „Richtlinien“ stellen ein Rahmenprogramm dar, das durch Aktionspläne wie der Jugendkommunalplan, vervollständigt wird. Dieser Plan besteht einerseits aus der Politik für Kinder und Jugendliche, d.h. kommunale Jugendpolitik rational planen, andererseits aus der Politik mit Kindern und Jugendlichen, was die Beteiligung an und Ausführung der Jugendpolitik in der Gemeinde bedeutet.

Im Rahmen der Jugendkommunalplanung veranstaltete die Gemeinde Lorentzweiler am vergangenen Samstag das erste Jugendforum im Jugendhaus „An der Sonn“ in Helmdingen. Anfang dieses Jah-

res organisierte die Gemeinde Lorentzweiler eine Umfrage bei allen Jugendlichen der Gemeinde. Die Vorschläge der Jugendlichen waren die Themen dieses Forums, zu dem alle Jugendlichen der Gemeinde eingeladen waren.

Etwa 50 Jugendliche im Alter von zwölf bis 20 Jahren trafen sich am frühen Nachmittag, um an diesem Projekt mitzuarbeiten. Der Präsident der Jugendkommission von Lorentzweiler, Paul Bach, begrüßte alle Teilnehmer, bedankte sich bei ihnen für ihr Interesse und erklärte den Sinn und Ablauf des Forums. Anschließend wurden die Vorschläge der Jugendlichen für die Gemeinde besprochen.

Großes Interesse fand der Vorschlag für eine Inline-Skating-Piste, da die Jugendlichen ohne Gefahr für sich und andere ihre Freizeit gestalten möchten. Ebenfalls besteht zur Zeit kein geeigneter Raum, um Filme zu projizieren. Eine Multifunktionshalle, um Konzerte, Feste, Diskos oder andere Veranstaltungen abzuhalten, besteht ebenfalls nicht. Zu kurz kom-

men auch die Radfahrer in der Gemeinde, da noch immer keine Fahrradpiste angelegt ist. Es gibt auch noch weiterhin Probleme mit dem Zeitplan der öffentlichen Transportmittel, dies sowohl innerhalb als auch außerhalb der Gemeinde. Eine große Nachfrage existiert bei den Jugendlichen für Multimedia, so daß eine Biblio-, Video- und Ludothek benötigt wird.

Für die jugendlichen Mädchen der Gemeinde sind keine geeigneten Freizeitaktivitäten vorhanden. Es wurden verschiedene Arbeitsgruppen gebildet, die einzelne Vorschläge ausarbeiteten. Die Arbeitsgruppen wurden von ausgebildeten Monitoren geleitet.

Im Anschluß an diese Workshops wurden die Projekte dem Bürgermeister Jos. Roller vorgetragen und gemeinsam besprochen. Das Forum wurde mit der Vorführung von zwei Kinofilmen aufgelockert.

Für das leibliche Wohl sorgte ein gut gefüllter Grill. Eine Party schloß das gelungene Forum ab.

JLK

gen
den
der
ge-
die
nd
ren
m-
ei-
ni-
ff-
it.
m

m
re
in
a.
is
t-
s
-
s
:



(Photo: Jean-Luc Konrad)

7/7/99

Stadt/Zentrum

„Denk mat, schwätz mat, entscheed mat“

Die Jugend politisch mit einbeziehen

Am kommenden Wochenende organisieren die beiden Gemeinden Lorentzweiler und Düdelingen, im Rahmen der Aktion „Participation des jeunes“ des Jugendministeriums, ein großes Jugendforum.

Luxemburg - Diese Initiative bietet den Jugendlichen neben einem attraktiven Rahmenprogramm die Möglichkeit, in verschiedenen Workshops ihre Ideen mitzuteilen und mit kompetenten Leuten (die eigens für die Veranstaltung von einem österreichischen Institut für Jugendfragen vorbereitet werden) auch nach Lösungen zu suchen. Des Weiteren sollen in einer Diskussionsrunde mit den Bürgermeistern der beiden Gemeinden die Probleme, Ängste und Wünsche der Jugendlichen zur Sprache kommen.

Jugendminister Alex Bodry unterstrich schon vor Jahren die Notwendigkeit, den Dialog mit den Jugendlichen zu verbessern und diese mehr politisch einzubeziehen.

Da auf nationaler Ebene eine solche Arbeit schwer zu realisieren ist, entstand 1997 die Idee eines kommunalen Jugendplanes, an dem sich zur Zeit, in Zusammenarbeit mit dem Jugendministeriums, fünf Gemeinden (Düdelingen, Differdingen,

Wilz, Sassenheim und Lorentzweiler) beteiligen.

In einer ersten Phase wurde zusammen mit dem Jugendministerium, den jeweiligen Gemeinden, der ILReS (Institut luxembourgeois de recherches sociales et d'études de marché) und des CeSiJe (Centre d'études sur la situation des jeunes en Europe) eine Umfrage organisiert, in der Jugendliche im Alter von 12-20 Jahren nach ihren Perspektiven und Wünschen befragt wurden. Die Resultate dieser umfangreichen Aktion wurden von den Gemeinden genutzt, um ein kohärentes Konzept zu realisieren, um somit das Gemeindeleben der Jugendlichen zu verbessern. So wurden nicht nur Jugendhäuser und andere Infrastrukturen eingerichtet, sondern es wurde auch versucht, den direkten Kontakt und Dialog mit den Jugendlichen auszubauen.

In einer zweiten Phase wird nun außerdem versucht, die Jugendlichen politisch mehr einzubeziehen. Um diesem Ziel einen Schritt näherzukommen, werden am kommenden Wochenende in Düdelingen, beim Centre Hartmann 2 und in Lorentzweiler im Centre de rencontre, d'information et d'animation pour jeunes die Jugendforen abgehalten. Die Veranstaltung wird mit einem Grillfest und einer großen Party abgeschlossen. **bfr**

Im Sinne des Jugendkommunalplans die Kommunikation fördern

Den Sommer hindurch die tollsten Abenteuer erleben

Julia Frin

Gestern morgen lud der Sassenheimer Gemeinderat ein, um im Beisein von Jugendminister Alex Bodry über die aktuellen Aktivitäten für Jugendliche zwischen 12 und 17 Jahren im Rahmen des Jugendkommunalplans zu berichten.

Sassenheim - Der sogenannte Jugendkommunalplan wurde vom Jugendministerium entwickelt und an die Luxemburger Gemeinden verteilt, um eine gemeinsame Jugendpolitik vom Ministerium und den Gemeinden zu intensivieren.

Die verschiedenen Gemeinden sind die Heimatorte der Jugendlichen, erklärte Alex Bodry, und haben aus eben diesem Grunde bessere Möglichkeiten, um die Mädchen und Jungen im Alter von 12 bis 17 Jahren anzusprechen und ihren Bedürfnissen gerecht zu werden. Auf nationaler Ebene sei dies bei weitem nicht so leicht, betonte der Jugendminister.

In einer Umfrage des Jugendforschungszentrums wurden 1.050 Jugendliche aus den Gemeinden Sassenheim, Wiltz, Düdelingen und Lorentzweiler zu

den Themen Freizeit und Politik befragt. Diese Gemeinden sind bisher die einzigen, abgesehen von dem sich demnächst hinzugesellenden Differdingen, die konkret mit dem Jugendkommunalplan arbeiten.

Die Auswertung der Antworten soll nun Ausgangspunkt für die zukünftige Vorgehensweise im Sinne der Jugend sein. Die Sassenheimer Gemeinde ist sehr darum bemüht, den Mädchen und Jungen, die die Primärschule schon hinter sich haben oder sich als Student auf eine berufliche Zukunft vorbereiten, bei einer sinnvollen Freizeitgestaltung unter die Arme zu greifen.

Bedürfnisse äußern und Lösungen finden

In diesem Zusammenhang wird im September ein Jugendforum organisiert, bei dem die Gemeindeverantwortlichen und die jungen Leute sich gegenseitig zum Thema Jugendpolitik innerhalb der Gemeinde austauschen und entsprechende Vorgehensweisen austüfteln können. Aufgrund des großen musikalischen Interesses der Jugend soll nun ein Probesaal im Untergeschoß der alten Schule in Zolver eingerichtet werden.

Für die Dekoration des Raumes sind die Musikgruppen selbst verantwortlich, während die Gemeinde ein gewisses Basismaterial wie beispielsweise einen Verstärker zur Verfügung stellt. Wer sich dort seiner musikalischen Ader wann und unter welchen Bedingungen hingeben darf, wird vertraglich festgelegt.

Mit den Sommeraktivitäten im Rahmen der Aktion „Jugend '99“ leistet die Gemeinde eine beachtliche Pionierarbeit im Sinne der jungen Leute. Zusammen mit der Jugendkommission und dem Zolver Jugendhaus haben die Verantwortlichen Prospekte in den Haushalten der Gemeinde verteilt, in dem unzählige organisierte Aktivitäten für die Sommerzeit angeboten werden.

Die Anlage eines Sandplatzes hinter der Sporthalle auf „Scheierhaff“ zur Ausübung verschiedenster Sandsportarten ist dabei nur eine der vielen Initiativen. Des weiteren werden unter anderem noch Stadttouren, eine aufregende Waldrallye und ein Einführungskurs in den Wassersport angeboten. Auf die Mädchen und Jungen wartet also ein spannendes Programm, vollgepackt mit Spaß und Abenteuer, ohne daß dabei der lehrreiche Aspekt verloren geht.

Minettkompost

Gemeinderat Differdingen

Ein „Plan communal jeunesse“ soll die Situation der Jugendlichen verbessern

Hauptdiskussionsthemen der Gemeinderatssitzung waren die Abstimmung der Regeln für die Tagungen und eine CSV-Motion über den eventuellen Ankauf der Parkplätze beim Differdinger Schloß.

Differdingen - Nachdem zwei Subsidienanträge angenommen worden waren, wurde über den Regionalplan diskutiert, der die Zusammenarbeit zwischen den zwölf Südgemeinden und der Regierung regeln soll. Mario Castagnaro (LSAP) und Jeannot Logelin (Déi Gréng) sprachen ihre Zufriedenheit über ein solches Projekt aus, welches den Namen ORESUD (Observatoire du Sud) trägt und den Gemeinden ermöglicht, eine gemeinsame Strategie gegen die Probleme der Region zu entwickeln. Der Gemeinderat sprach sich einstimmig für dieses Projekt aus, das es jetzt auszubauen gilt.

Im nächsten Punkt ging es darum, der Jugendkommission die Aufgabe zu erteilen, einen „Plan communal jeunesse“ zu entwickeln. Dies begrüßten sämtliche Gemeinderatsmitglieder, die auch der Meinung sind, daß man die Jugendlichen auch bei der Planung von Sachen, die für sie gedacht sind, mit einbeziehen solle.

Die „TBCNA s.a.“ bekommt nach zweiter Lesung die Zustimmung für ein Bauprojekt in der

rue Dr. Emile Pauly und hat sich dabei u.a. dazu verpflichtet, einen Spielplatz zu bauen. Dieser Punkt wurde mit 12 gegen 5 Stimmen (CSV) verabschiedet.

Die Aufnahme Hobscheids in das Syndikat „Minettkompost“ wird einstimmig befürwortet, und Bürgermeister Marcel Blau widerlegte dabei die Befürchtungen der Gemeinde Mönnerich, „denn der Minettkompost ist noch lange nicht ausgelastet. Es werden im Moment 18.000 Tonnen geliefert, das bei seiner Gesamtkapazität von 24.000 Tonnen. Und da die zweitgrößte Gemeinde des Landes, Esch, ungefähr 5.500 Tonnen produziert, es wohl herkömmlich möglich, daß gerechnet die Gemeinde Hobscheid den Minettkompost überfordern wird.“

Carlo Bernard wird als zweiter Vertreter bei der SIACH als einziger Kandidat angenommen.

Diskussionen um die Interna

Als nächster Punkt stand die Abstimmung des „Règlement d'ordre intérieur du conseil communal“ auf der Tagesordnung. Da die CSV und die Grünen nicht ganz mit dem Text einverstanden waren, aber nicht unbedingt alles in dieser Sitzung nochmals durchgehen wollten, schlugen sie vor, den Punkt auf die nächste Tagesordnung zu setzen. Dies

wurde nicht angenommen, und so ging Jeannot Logelin (Déi Gréng) auf die einzelnen Punkte, die seiner Fraktion undemokratisch erschienen, ein: So verlangt er z.B., daß die Gemeinderatssitzungen außerhalb der Bürozeiten abgehalten werden sollen, damit die Bürger der Gemeinde auch die Möglichkeit haben, sich über die Gemeindepolitik zu informieren; die Bürger sollten zudem die Möglichkeit bekommen, an den Gemeindekommissionen teilzunehmen. Auch wäre der Satz, daß der Schöfferrat Informationssitzungen bei größeren Projekten macht, nicht klar, da nicht definiert sei, was ein größeres Projekt sei.

Die Koalition wollte aber nicht auf diese Punkte eingehen, und so wurde das Règlement mit zehn Ja-Stimmen und sieben Enthaltungen angenommen.

Die Organisation und die Schaffung von mehreren Posten für die Musikschule wurden einstimmig angenommen. Yvo Lederle und Patrick Reuland sind definitiv als Schwimmmeister eingestellt. Giorgio Ricciardelli wurde für ein Jahr als Techniker eingestellt. Auch die Schaffung eines Erzieher/innen-Postens für die Oberkornen „Crèche“ wurde einstimmig angenommen, und es wurde begrüßt, daß man hierfür einen diplomierten „Educatteur“ einstellen will.

Die Schule auf „Jenker“ wird an

den Staat verkauft, und Marcel Blau unterstrich, daß auf dem Fousbann eine neue Schule gebaut werde. Die Gemeinde hat ebenfalls 5.700-Ar-Grundstück an den Staat verkauft und 8.890 Ar Land gekauft und muß so noch 161.545 Franken an den Staat bezahlen.

Endlich nach 20 Jahren können die Spaziergänger am „Kohrsprunk“ ihren Weg fortsetzen. Besonders Cornel Meder (ESAP) ist froh darüber, daß endlich ein Fußgängerweg dort angelegt wird, und außerdem wird ein Teil der Korn verbessert. Ein Leihvertrag mit der Arbed soll demnächst ein öffentliches Parkgelände in Niederkorn entstehen lassen.

Und als letzter Punkt der Tagesordnung wurden die Straßennamen für die „Cité Mathendal“ einstimmig angenommen.

Die CSV und die Grünen legen noch einige Motionen vor. Die erste, wo Gaston Berchem (CSV) eine Reamenagerung eines Weges bei der Jungenschule forderte, wurde als gegenstandslos abgelehnt, da der Schöfferrat schon längst die nötigen Schritte in die Wege geleitet habe. Eine Motion von Tom Ulveling (CSV) über das Aufkaufen von Parkplätzen im Zentrum wurde mit der Begründung abgelehnt, daß der Standort nicht geeignet und die Verantwortung für die Gemeinde zu groß sei. Die Parkplätze würden ja sowieso bestehen, ob die Gemeinde sie kauft oder nicht.

Freie Tribüne

Vertrauen in die Jugend!



Jugendminister Alex Bodry

Die Regierung will das Mindestalter für die Ausübung des aktiven Wahlrechts auf 18 Jahre herabsetzen. Bei der bevorstehenden Teilreform des Kommunalwahlrecht soll diese politische Entscheidung umgesetzt werden und bei den diesjährigen Gemeindevahlen bereits angewendet werden.

Verschiedene Reaktionen auf diesen Regierungsvorschlag sind sonderbar. Eine kurze Erklärung ist angebracht:

Erstens ist es nicht das erste Mal, daß sich die jetzige Regierung mit diesem Thema befaßt. Der prinzipielle Beschluß der Exekutive, das Mindestalter als Kandidat bei 18 Jahren statt 21 Jahren anzusetzen, geht bereits auf 1997 zurück.

Im diesbezüglicher Vorschlag des Jugendministers im Rahmen der Förderung der gesellschaftlichen Beteiligung der Jugendlichen wurde vom Regierungsrat angenommen und auch

bringen. Nach einer Verfassungsrevision, welche nach den Parlamentswahlen stattfinden kann, soll das passive Wahlrecht auch bei Landes- und Europawahlen auf 18 Jahre fixiert werden. Die Abgeordnetenkammer müßte im Mai durch eine entsprechende Revisionserklärung den Weg für den zweiten Teil der Reform ebnen.

Hinzu kommt, daß auch im Sozialbereich die Wahlgeschäfte nach den gleichen Bedingungen ablaufen sollten. Bei Betriebswahlen oder bei Wahlen zu den Berufskammern gilt es demnach auch, die Wählerbestimmungen neu festzusetzen. Diese Reformen sollte ohne Verzug in Angriff genommen werden, da dies bezüglich keine verfassungsrechtliche Barriere besteht. Viertes, sollte man die kommende Legislaturperiode nutzen um auch die Frage des aktiven Wahlrechts zu diskutieren. Ein-

10
9
8
7
6
5
4
3
2
1



Jugendgemeinde- und Schülerräte sollen die Anstrengungen der Unterrichts- und Jugendpolitik versinnbildlichen, der Jugend mehr Mitbestimmung einzuräumen. Die Gremien haben allerdings in der Praxis, sofern sie auf dem Prinzip der freiwilligen Mitarbeit aufbauen, nur spärlichen Zulauf. Die Reglosigkeit der Jugendlichen wird von Eltern oft als fehlendes soziales Engagement gedeutet. Jugendforscher vertreten allerdings einen anderen Standpunkt: So geht beispielsweise aus der neuesten Shell-Jugendstudie hervor, Jugendliche würden sich nur dann tatkräftig einsetzen, wenn sie sich konkrete Mitentscheidungsmöglichkeiten ausrechneten. Der ausgeprägte Realismus, den die Forscher bei Umfragen unter deutschen Jugendlichen feststellten, mag das schwache Interesse der Jugend an den Räten erklären. Immerhin sind die Befugnisse dieser Gremien äußerst begrenzt. Das Jugendministerium versucht, durch eine Wanderausstellung, die derzeit Station im Lycée technique des arts et métiers macht, die Jugendlichen über ihre Partizipationsmöglichkeiten aufzuklären (unser Bild). An der Tatsache, daß die politischen Schalthebel fest in der Hand der Erwachsenen liegen, ändert diese Initiative allerdings wenig.

Rebels without a cause?

Un an avant les élections, le monde politique semble redécouvrir les jeunes. La maladresse avec laquelle les deux univers se touchent n'est qu'une expression de leur peur mutuelle

L'insécurité causée par les jeunes était le premier des thèmes dans le chapitre voué à la politique pour la jeunesse, lors de la *Déclaration sur la situation économique, sociale et financière* du pays du Premier ministre Jean-Claude Juncker (PCS), le 7 mai dernier devant la Chambre des Députés. Le sentiment croissant d'insécurité, qui engendrerait la peur des adolescents d'aller à l'école, dû à d'autres jeunes, doit être aboli en leur attribuant des surveillants, des jeunes un peu plus vieux, à la recherche d'un emploi, pour les encadrer à longueur de journée.

Alors que la vie publique et politique ne semble plus se concentrer que sur la tranche d'âge des retraités, avec la réforme du système des pensions, l'on est en train de redécouvrir les jeunes. Qui pourtant n'ont rien demandé.

Si Jean-Claude Juncker aime à souligner le moyennisme d'âge assez bas de son gouvernement — renforcé au début de l'année par un Luc Frieden de 35 ans à peine —, s'il trouve désormais le loisir de se poser, décontracté au Melusius, aux questions des membres de la section jeunes de son parti (CSJ), il ne reste pas moins qu'il semble y avoir comme un jeunisme entre le monde politique et les jeunes.

La génération des quinquagénaires qui cultivent les beaux souvenirs de mai 68 — à moins les parés la plage! — trouvent la génération née dans les années 1970/80 plutôt détestable, passive ou matérialiste, au choix.

Zaninger *Life's* appelle une exposition sur la vie des quinze-vingt ans, qui s'est ouverte la semaine dernière au Musée d'Histoire de la Ville de Luxembourg. Le projet, réalisé en collaboration avec des groupes de jeunes très différents (écoles, institutions pénitentiaires ou autres) est censé d'anner comme un instantané des impressions, ambitions et rêves des jeunes.

Par moments, on y a l'impression de visiter un magasin branché de fringues ou de pompes, où les marques les plus in se font concurrence. Les t-shirts des jeunes, accrochés par des ficelles à des ballons en plastique, sont effectivement souvent matérialistes. Alors, les quinze seraient-ils raisonnés?

On a-t-on simplement omis de signa-



Un mois de mai, trente ans plus tard

1994. Avant, ce ressort appartenait, en passant, au portefeuille d'un ministre; longtemps dans des mains PCS.

Aujourd'hui, ce ministre se fait toujours très discret; ne fait parler de lui que rarement, lorsque Alex Bodry présente un papier conceptuel comme les « lignes directrices » de la politique pour jeunes en 1996, puis les plaidoyer qui en découle. N° 1: *Par... action des jeunes* ou N° 2 *Communication avec les jeunes*; ou encore le récent *Plan communal jeunesse — conseils à l'usage des collectivités locales*.

Tous les feux étaient pour braqués sur eux lors des récentes élections sur la constitution d'une *Saïde* *concerner pour jeunes* (c'est-à-dire de manière pop/rock), dont la compétence a été attribuée à ce ministre plutôt qu'à celui de la culture. « Une discussion sur-évaluée », considère le ministre.

Car pour lui, l'essentiel du travail à faire reste l'établissement d'une communication entre les politiques et les jeunes, deux mondes clos, l'un dit chercher avant tout le contact direct et permanent avec des jeunes, ne cache pas sa déception sur le peu d'intérêt pour les deux formes des jeunes organisés ces deux dernières années, mais affirme que les discussions ont néanmoins été

Mais les jeunes veulent-ils seulement être plus sociables, devenir de bons citoyens? N'est-il pas beaucoup plus passionnant de devenir un *hacker* sur Internet pour impressionner les filles, de devenir un *top-model* pour gagner beaucoup d'argent en peu de temps et plaquer aux garçons, de faire une virée en BMW de mannan avant d'aller faire du *in-line skating* dans un des balls surveillés et bien protégés que les politiques mettent gracieusement à leur disposition?

Les manifestations de décembre 1996, avec quelque 7 000 lycéens dans la rue pour avoir le droit d'utiliser leur carte *Jumbo* sur tout le réseau des autobus publics, leur a entre autre apporté plus de droits civiques et de décisions dans le système scolaire. Or, les anciens leaders sont partis à l'université, d'autres sont sur-politisés dans les sections jeunesse des grands partis politiques (Jeunesse socialiste, Jeunesse démocrate et libérale, CSJ) et se livrent des guerres de tranchées ridicules, par voie de presse amie, quant à une politisation ou non du comité central des élèves *Schülerdelegation* (SD) — créés par une loi l'année dernière (J.L.N. 43/97).

Loin d'être représentatives, ces sections de jeunes des partis politiques sont souvent une entrée sur la « grande » politique pour les jeunes laups qui en veulent et tant d'une carrière de Premier ministre. Faut-il seulement rappeler que Jean-Claude Juncker était président de la Jeunesse chrétienne-sociale de 1979 à 1985 et Michel Wolter de 1985 à 1989?

La majorité des jeunes toutefois ne sont pas organisés, furent les clubs (saison sportive, peut-être), les associations et les scouts. Les politiques n'arrivent guère à les toucher, élections en vue ou non. En fait, ils sont bien trop sages encore. La rage est ailleurs. Dans les banlieues françaises par exemple.

Et cette peur des jeunes, d'où vient-elle? Alex Bodry, également ministre de la Fonction publique donc, connaît les

En marge

Le « oui, mais »

au projet gouvernemental d'éducation précoce, qui veut de toutes parts depuis sa présentation, est étonnamment nuancé. Même au côté du syndicat SEW/ OGB-L, d'habitude beaucoup plus guerrier à l'encontre de la ministre de l'Éducation nationale Erna Hennicot-Schoepges (PCS). Lors de leur appréciation du papier de base (dont ils regrettent n'avoir été informés que par voie de presse au lieu de l'apprendre dans une entrevue avec la ministre), vendredi dernier, Monique Adam et Jean-Claude Reding de l'OGB-L, proposent une critique au point par point, de chacune des conditions de cette éducation précoce à venir.

Leur reproche principal étant qu'il s'agit d'une annonce précipitée d'une idée qui est pourtant bonne à sa base. Ils attendent que le MEP/L laisse un peu plus de temps aux communes, à qui incombera la majeure partie des frais, notamment de infrastructures et de personnel, et des ressources. Si le projet actuel prévoit une introduction de structures d'éducation pour enfants à partir de trois ans, sous forme de projets-pilotes dans la prochaine rentrée, il impose également une généralisation obligatoire de cette offre (facultative pour les enfants, respectivement les parents) dans toutes les communes du pays, pour l'année scolaire 2000/2001.

Impossible à réaliser,

révoque le SEW, les communes sont en train de financer leurs plans scolaires et ont été averties trop tard. En plus, elles ne savent plus où donner de la tête, ou plutôt de leur argent, comme le ministre de la Famille (également en des mains PCS, de Marie-Josée Jacobs) leur demande en même temps de construire des crèches — beaucoup d'entre elles ne disposent pas du budget nécessaire pour faire les deux. *D'ailleurs plus que pour garantir une éducation saine, qui soutienne à la fois la moralité et encourage le développement de la langue, comme le veut le projet ministériel, il ne suffit pas de garder les enfants assis dans des bancs, mais il faudrait une infrastructure adéquate.* Mais di Bartolomeo, maire socialiste de Dudelange se montre d'ailleurs beaucoup plus agressif sur ce point spécifique. Dans une lettre ouverte à la ministre, datée 14 mai, il se proclame porte-parole des bourgeois mesurés et réclame une participation conséquente de chiquante pour cent de l'État aux frais de construction de ces in-

Comment apprivoiser un « tagger » ou un « in-line-skater » ?

Et cette peur des jeunes, d'où vient-elle? Alex Bodry, également ministre de la Fonction publique donc, connaît les

Sich nicht aus der Verantwortung stehlen

Staat und Politik bemächtigen sich immer weiter der Jugend. Neben der ihnen zustehenden Domäne der Ausbildung greifen die Institutionen auch verstärkt in paraschulische Aktivitäten und in die Freizeitgestaltung ein. Vorbehalte dagegen scheint es keine zu geben: Den Eltern ist es recht, wenn andere sich um ihre Zöglinge kümmern. Und diese haben selbst nichts dagegen einzuwenden. Hauptsache, für Abwechslung ist gesorgt!

Weshalb aber auf einmal dieses emsige Bemühen staatlicherseits um die Kinder und vor allem die Jugendlichen? Ist sich die Politik irgendeiner Schuld oder irgendeines Versäumnisses in ihrem bisherigen Verhalten dem Nachwuchs gegenüber bewußt? Oder glaubt sie vielleicht auf diese indirekte Weise der besonders unter den Jugendlichen grassierenden „modernen Krankheit“ der Politikverdrossenheit entgegenwirken zu können?

Daß dieses Phänomen aber nur zum Teil durch die Politik bedingt ist, wird dabei vielfach übersehen. Die Jugend ist vielmehr heutzutage dermaßen übersättigt – nicht nur vom Ernährungsstandpunkt aus gesehen –, daß sie sich an elementaren Dingen des Alltags kaum noch erfreuen kann. Aber anstatt Gründe hierfür erst einmal bei sich bzw. in seinem direkten Umfeld zu suchen, wird der vermeintlich Schuldige dort ausgemacht, wo er landläufig ohnehin „zu Hause“ ist: in der Politik. Die Politik hat für so manches geradezustehen, was andere längst nicht mehr selbst verschuldet haben wollen ...

Aber anstatt den Ball zurückzuspielen, greift die Politik ihn auf und spielt ihn weiter – gerade so, als ob sie keine andere Wahl hätte. Und so sorgt sie über ihre unzähligen „Unterorganisationen“ für die „action“, ohne die die Jugend heutzutage angeblich nicht mehr auskommen kann. Alles muß organisiert werden – besonders aber die Freizeit. Längst scheint die Schule allein nicht mehr auszureichen, die Zukunft der Kinder und Jugendlichen zu gestalten.

Auf diese Weise übernimmt die Politik – gewollt oder ungewollt – jene Verantwortung für Heranwachsende, die eigentlich anderen zusteht. Aber obwohl sie ansonsten mit den politisch Verantwortlichen – egal welcher politischer Couleur – nicht einverstanden sind, haben Eltern dennoch nichts dagegen einzuwenden, wenn Staat und Politik immer weiter das Leben der Jugend zu gestalten versuchen – und dies weit über die Schule hinaus!

Eigene Verantwortung für seine Kinder zu übernehmen, sie in ihrem Alltag zu leiten, ihnen in allen Bereichen des Lebens ein Vorbild zu sein und auch selbst für eine aktive, lehrreiche Freizeitgestaltung zu sorgen, ist bei vielen „Erziehungsberechtigten“ nicht mehr „in“. Das sollen mal andere machen! Dann haben wenigstens die Eltern ihre Ruhe!

Diese Aussage klingt wohl hart, scheint aber im Grundton zu stimmen, wenn man sich einmal genauer vor Augen führt, was sich in unserer sogenannten Freizeitgesellschaft so alles abspielt. Wie wäre es anderenfalls zu erklären, daß der Staat praktisch in allen Lebensbereichen für die Kinder sorgt?

Kaum sind sie auf der Welt, muß ihnen bereits ein Platz in einer Kinderkrippe zugewiesen werden. In der Schule sind sie sodann gut – aber nicht lange genug! – aufgehoben – wenn sich nur das Lehrpersonal nicht in die Erziehung mischen und auch das noch vermitteln würde, was den Kindern eigentlich von zu Hause aus hätte mit auf den Weg gegeben werden müssen, bzw. einen Teil der Schulausbildung wieder den Eltern zuschieben würde. Sei's drum. Hauptsache, die Kinder sind wenigstens stundenweise aus dem Haus!

Auch die freie Zeit, die bislang ausschließlich eine Sache der Eltern war, bereitet keine Probleme mehr: In diesem Bereich hat der Staat ebenfalls Angebote parat. Und sollte er einmal nichts Passendes auf Lager haben, dürfen zur Abwechslung die Kinder selbst entscheiden.

Damit Ihnen diese Entscheidung aber nicht zu schwer fällt, sorgt der Staat wenigstens für den Transport zum Ort der gewählten Veranstaltung und bezahlt auch noch dafür.

Auch zur Ferienzeit ist für die nötige „action“ gesorgt, weil wiederum der Staat helfend einspringt ... Er will sich ja schließlich nicht sagen lassen, den Kindern und Jugendlichen werde nichts geboten. Es vergeht demnach keine Zeit, in der nicht für irgendeine Aktivität gesorgt ist ...

Die Frage aber scheint angebracht, ob die Jugend von heute diese „Einrahmung“ tatsächlich braucht. Und ob dieser Rahmen, in dem die Entwicklung zu einem mündigen Erwachsenen zu geschehen hat, ausschließlich zu Lasten der Allgemeinheit gehen soll? Angesichts der Tatsache, daß heute Anforderungen an die Schule gestellt werden, die in der vorhergehenden Generation noch als selbstverständliche Aufgabe der Familie angesehen wurden, wäre es an der Zeit, den aktuellen Weg wenigstens zu überdenken: Ist es richtig, fast sämtliche Aspekte im Leben von Kindern und Jugendlichen „von oben herab“ regeln zu wollen?

Müßte nicht vielmehr der Hebel zur Reform an anderer Stelle angesetzt werden? Anstatt staatlicherseits der Jugend Begleiter ins Erwachsenen-dasein zu stellen, wäre es nicht ebenso sinnvoll, Eltern und Erziehungsberechtigte in ihrer – wahrlich nicht immer leichten – Aufgabe zu unterstützen? Die besten Begleitmaßnahmen vermögen nämlich keine Mutter und keinen Vater zu ersetzen. Sie aber scheinen in unserer schnelllebigen, von allerhand Anforderungen und gesellschaftlichen Zwängen gekennzeichneten Welt immer weniger Zeit für ihren Nachwuchs zu haben. Aber nicht immer sind sie die einzig Schuldigen. Die Übertragung der Verantwortung, die eigentlich den Eltern obliegt, darf nicht auch noch staatlicherseits gefördert werden. Auch in diesem Bereich ist unsere Gesellschaft gefordert.

mpw

Zw. Gardi, 2814198

großen
über
wäre
autos,
kriti-
würde
rund
Dies
anten
die
einen
irten
und
figt.
in
Auto,
men
oren
rbot
iger
ula-
gen,
vor
kla-
des
trie,
onne
fas-
Fe-
eine
mu-
ge-
und
ung
zep-
tim-
nent

Das Hauptziel der Jugendpolitik besteht darin, den Jugendlichen behilflich zu sein bei der Entwicklung ihrer Potentiale, bei der Suche nach einem Platz in der Gesellschaft, beim Heranwachsen zu verantwortungsbewußten Bürgern, die sich ihrer Rechte und Pflichten bewußt sind. So heißt es in der Regierungserklärung vom 22. Juli 1994, in der ebenfalls auf die Wichtigkeit der Jugendzentren sowie auf den komplementären Charakter der staatlichen Aktionen in diesem Rahmen im Vergleich zu den Aktionen von Gemeinden und privaten Jugendorganisationen hingewiesen wird.

Die vorgenannten Jugendzentren machen einen wichtigen Teil dieser Politik aus. Mittlerweile gibt es deren 18, verstreut über das ganze Land. Nachdem diese in den 70er Jahren - damals selbstverwaltet - nicht den erwarteten Erfolg hatten, wurde die Idee neu überdacht und Anfang der 90er mit dem Aufbau eines nationalen Netzes von Jugendhäusern begonnen. Die Zentren werden von einem Komitee, das sich aus Bürgern aus der jeweiligen Gemeinde zusammensetzt, verwaltet und die verschiedenen Aktivitäten von angestellten Betreuern geleitet.

Der Erfolg, d. h. die stetig wachsenden Besucherzahlen, gab den Initiatoren diesmal recht. Die "Centres d'information, d'animation et de rencontre pour jeunes", wie die Jugendhäuser genannt werden, sind Treffpunkt für junge Menschen, hier werden sie über ihre Rechte und Pflichten aufgeklärt, erhalten Informationen zu jedwedem Thema, können über ihre Probleme reden und gemeinsam mit den Betreuern nach einer Lösung letzterer suchen.

Der Großteil der Jugendhäuser ist kommunal, ein kleinerer Teil auf eine ganze Region ausgerichtet. Nicht der Staat, sondern

resse für die Einrichtung eines solchen Hauses bekunden. Die staatlichen Instanzen erteilen wesentliche Ratschläge in puncto Einrichtung und Verwaltung und tragen zur finanziellen Unterstützung bei. Genau hier liegt der Hase im Pfeffer. Manche Gemeindeväter tun sich etwas schwer, trotz Interesses seitens der jungen Gemeindeglieder, ein solches Projekt zu verwirklichen.

Zugegeben, in zahlreichen Gemeinden mangelt es an in Frage kommenden Räumlichkeiten und/oder am nötigen Kleingeld, um ein Projekt zu realisieren. Hier stellt sich auch wieder die Frage nach den unbewohnten Häusern in zahlreichen Ortschaften des Landes, die zu dem oftmals keine schöne Visitenkarte für ein Dorf sind und nicht nur für Wohnungssuchende ein Heim abgäben.

Tatsache ist jedoch, daß traditionsreiche Lokalvereine ohne Problem seit Jahrzehnten über adäquate Räumlichkeiten verfügen, während Jugendliche, die nicht in einem Verein zusammengeschlossen sind, sich aber regelmäßig treffen möchten, sich dieses Recht erkämpfen müssen. Durch fortwährend nicht erfüllte Forderungen könnten sie sich schließlich zurückgestoßen, wenn nicht sogar aus der Gemeinschaft ausgeschlossen fühlen. Sie verstehen auch nicht, daß von der Idee bis zur Verwirklichung Jahre vergehen. Dabei würde den Jugendlichen oft schon ein regelmäßig zur Verfügung stehender Raum ausreichen, ohne daß das Schild "Jugendhaus" auf der Türe prangte.

Kommunikation und gegenseitiges Verständnis sind demnach von Jugendlichen und Gemeindeautoritäten gefragt. Die Wünsche und Träume der Jugendlichen drehen sich nicht allein um den Bau einer nationalen F.A.K.halle - wie so manche

betreffen. Und in diesem Alltag gibt es Schule, Ausbildung, Arbeit, Arbeitslosigkeit, Freizeit und vieles andere mehr, die allesamt Anlaß zu Sorgen und Problemen geben können und sicherlich für zahlreiche junge Menschen auch problemreich sind. Ein offenes Ohr für ihre Belange finden sie meist nur bei ihresgleichen, weil die Erwachsenenwelt allzu oft auf sich selbst bezogen ist und taub für anderer Ängste, Probleme, Wünsche und Ideen. Sie möchten ernstgenommen werden und ein Wörtchen bei der Gestaltung ihres Lebens und ihrer Umgebung mitreden.

Aus diesem Grund wurden auch mittlerweile Projekte zur Einbeziehung der Jugendlichen in das gesellschaftliche, politische Leben gestartet. Man erinnere sich an den Jugendkommunalplan, der im vergangenen Jahr im Rahmen der Jugendaktionspläne vorgestellt wurde und der darauf abzielt, jugendpolitische Initiativen auf lokaler oder regionaler Ebene in die Wege zu leiten.

Als erstes sollen Ist-Bestände im Kinder- und Jugendbereich in den Gemeinden erstellt, Mißstände erkannt und schließlich auf deren Beseitigung hingearbeitet werden. Auch hier sollen sich Vertreter der verschiedensten Bereiche - Jugendliche eingeschlossen - an einen Tisch setzen, damit möglichst viele Gedanken, Vorstellungen und Meinungen in dieses Projekt einfließen.

Lobenswert ist dieses Projekt allemal, doch bedenklich stimmt, daß der Staat einschreiten muß, damit sich alle Parteien bzw. Generationen an einen Tisch setzen. Der Erfolg hängt vom Engagement aller Partner ab. Nicht aus den Augen lassen sollten die teilnehmenden Partner dabei, daß das Ziel Zieldarstellung ist.

nen Franken.
Der Vorsitzende des OGB-L meinte, die Gewerkschaften täten gut daran, sich auf wesentliche so-

Gutachten des Staatsrats

Interessante Details in Sachen Pre

(MaG) - Seit geraumer Zeit liegt das Gutachten des Staatsrats zur Reform des Presshilfegesetzes vor. In diesem Dokument werden keine prinzipiellen Einwände geäußert, die die hohe Körperschaft liefert jedoch einige interessante Denkanstöße.

Der Staatsrat analysiert unter anderem jene Kriterien, die Anrecht auf staatliche Unterstützung geben. Man stellt in diesem Zusammenhang die Frage in den Raum, inwiefern Presseorgane, die in luxemburgischer, französischer oder deutscher Sprache verfaßt sind, die gesamte Bevölkerung erreichen. Schließlich stellten andere Sprachen für verschiedene Einwohner das einzige Kommunikationsmittel dar.

In seinem Gutachten hofft der Staatsrat auch auf eine Lösung der sogenannten "Stagiar-Problematik". Es sei bedauerlich, daß ein neues Presseorgan die Finanzhilfe

EU-Institutionen

Beschwerden über Mängel bei Behörden 1997 fast verdoppelt

(dpa) - Die Zahl der Beschwerden über Verwaltungsmängel bei EU-Behörden hat sich 1997 fast verdoppelt. Das teilte der Europäische Bürgerbeauftragte Jacob Söderman bei der Vorstellung seiner

dat
LCG
polli
log
führ

im J
er I
Bau
parl
der
Eur
ropi
wäh
von
Ver

Sassenheim

Gemeinderat schafft Frauenbeauftragtenposten

Aus der öffentlichen Gemeinderatssitzung 6. April 1998

HL - Der Gemeinderat Sassenheim hat, wie nach der Tagesordnung vorgesehen, am Montag nachmittag in öffentlicher Sitzung einen Frauenbeauftragtenposten in den Gemeindediensten geschaffen, sein grundsätzliches Einverständnis für einen kommunalen Jugendplan gegeben und die Ratsmitglieder über die „agiplan“-Studie zur Rekonversion von 500 ha Industriebrachen im Süden des Landes informiert. Herausragender Punkt war allerdings die unverhoffte Ankündigung des Ersten Schöffe Paul Jungers, am 1. Mai sein Amt als Schöffen und jenes als Gemeinderatsmitglied zur Verfügung zu stellen. Er nannte familiäre Gründe für diesen Schritt (siehe LW von gestern). Über die Nachfolge ist zum gegenwärtigen Zeitpunkt noch keine Entscheidung gefallen. Wird die Wahlreihenfolge vom vergangenen 20. April respektiert, so wird Marcelle Lentz-Cornette Erster Schöffe und Guy Anen rückt in dem Gemeinderat nach. Die CSV-Sektion wird sich noch diese Woche mit der Angelegenheit befassen.

Schöffe Robert Rings erläuterte Sinn und Zweck der Schaffung eines Frauenbeauftragtenpostens mit 20 Wochenstunden. Danach stellte Dagmar Reuter-Angelsberg (Déi Gréng) das Aufgabengebiet der zukünftigen Frauenbeauftragten vor. Sie wird eine breitgefächerte Aktivitätenpalette zu verwalten haben, die alle frauenspezifischen Probleme umfaßt. Jos. Steffen und Georges Engel (LSAP) begrüßten im Namen ihrer Fraktion diese Maßnahme, bevor alle Ratsmitglieder sich damit einverstanden erklärten.

Robert Rings gab danach einige Erläuterungen über die vom deutschen spezialisierten Büro agiplan ausgearbeitete Studie über die „Neunutzung von Stahlstandorten in der Südregion Luxemburgs“ (LW 23.3.), und zwar nachdem jedem Ratsmitglied ein Exemplar dieser Studie ausgehändigt worden war. Der Schöffenrat wies darauf hin, daß er in einer der nächsten Sitzungen eine Orientierungsdebatte über diese Problematik organisieren werde, zumal die von der Regierung als prioritär bezeichne-

ten neuzuverwendenden Standorte „Schlackenhalde Raemerich-Ehleringen“ und „Belval“ weitgehend auf dem Gebiet der Gemeinde Sassenheim liegen. Armand Hoffmann (DP) ließ eine Kopie eines Briefs an den Wirtschaftsminister (mit Abschrift an den GIE-Direktor) verteilen, in dem er auf die frühere Belval-Quelle hinweist, deren Wasser von 1895 bis 1935 als Tafel- und medizinisches Wasser kommerzialisiert worden und weit über die Landesgrenze Luxemburgs hinaus bekannt war. Hoffmann verlangt in dem Brief, daß die Quelle, die sich gegenwärtig unter dem Bedding befindet und wahrscheinlich in den Belerbach geleitet worden sei, wieder freigelegt werde. Gusty Klein (CSV) wies darauf hin, daß es sich höchstwahrscheinlich nicht um eine Quelle, sondern um einen artesischen Brunnen gehandelt habe.

Einmütig wurde der vom Jugendministerium ausgearbeitete kommunale Jugendplan gutgeheißen. Er soll den Rahmen der Jugendpolitik für die kommenden Jahre bestimmen. Zuerst soll eine Planungsgruppe geschaffen werden, die sich aus Vertretern von Jugendvereinen und Vereinen zusammensetzt, die Jugendliche betreuen, sowie aus anderen Personen, die in irgendeiner Weise Kontakt mit Jugendlichen haben. Ein Startkapital von 100 000 F wurde gewährt.

Der Festsaal unter der Sporthalle und die Akustik

Für die bereits abgeschlossene Erneuerung der Rue Neuve in Ehleringen wurde ein Supplementarkredit von 4,416 Mio. F einstimmig gutgeheißen. Der ursprüngliche Kostenanschlag hatte bei 15,985 Mio. F gelegen, die Verdinggabe war für 11,394 Mio. F erfolgt, so daß die Erneuerung letztendlich 15,8 Mio. F zu stehen kommt. Die 4,4 Mio. F Mehrausgaben sind durch unvorhergesehene, zusätzlich notwendig gewordene Arbeiten hervorgerufen worden.

Der Gemeinderat stellt einstimmig 908 500 F für die Anschaffung von Mobiliar im Vereinshaus „Maison Beck“ in Zolver und 770 500 F für das gleiche Anliegen im Kultur-

haus „A Gadder“ in Beles zur Verfügung. Sporthalle, Buvette und Festsaal im „Centre sportif Roger Krier“ in Zolver/Scheuerhof werden mit einer neuen und erweiterten Beschallungsanlage ausgerüstet. Sie kostet laut Berechnung 655 500 F. Raymond Conter (LSAP) schlug vor, die mangelhafte Akustik im Festsaal unter der Sporthalle zu beheben, so wie bereits vor Monaten erwogen. Bürgermeister Fred Sunnen (CSV) wies auf die bestehenden Probleme hin. Es sei beispielsweise kaum möglich, in einem schallsolierten Raum Ballspiele zuzulassen, wie dies gegenwärtig der Fall sei. Das schallschluckende Material sei zerbrechlich und werde beschädigt, zudem ließen die großen verglasten Türen und Pforten kaum effiziente schalldämmende Maßnahmen zu. Jos. Steffen (Néi Léng) meinte, man sollte keinen weiteren Ausgaben mehr zustimmen, besser wäre es, ein neues kommunales Kulturhaus zu bauen. Fred Sunnen vertrat den Standpunkt, der Raum, in dem sich der Festsaal nun befindet, hätte ein ideal zentral gelegenes Spritzenhaus für eine kommunale Feuerwehr ergeben. Dieser könnte gegebenenfalls daneben mit dem Bau einer zweiten Sporthalle geschaffen werden. Alle Ratsmitglieder willigten in den Kostenanschlag (für die Beschallungsanlage) ein.

Dienst am Bürger verbessern

Nachdem Bürgermeister Fred Sunnen und Schöffe Robert Rings (Déi Gréng) die nötigen Erläuterungen gegeben und sie die Fragen der Ratsmitglieder Conter, Steffen und Hoffmann (DP) beantwortet hatten, willigten alle Ratsmitglieder in die Schaffung von zwei Redakteursposten im kommunalen Sekretariat ein. Die neuen Arbeitsstellen sollen vor allem einen besseren Dienst am Bürger u.a. mit einmal wöchentlich bis 18 Uhr geöffneten Büros ermöglichen, argumentierte der Schöffenrat.

Zwei kommunale „éducateur diplômé“-Posten wurden einmütig definitiv geschaffen für den im Monat Oktober eingeführten „Butzeclub“, in dem Dreijährige zweimal wöchentlich zwei Stunden auf

freiwilliger Basis betreut werden. Bürgermeister Sunnen meinte, sei sicher nicht im Sinne des Kindes, eine frühzeitige Erziehung („éducation précoce“) bereits dem Alter von zwei Jahren einzuführen, einerseits weil derart kleine Kinder noch möglichst viel Zeit mit der Mutter verbringen müßten, andererseits weil diese Maßnahme der Gemeinde voraussichtlich zu teuer stehen käme, und zwar dann, wenn sie, wie verschiedentlich gefordert, mit einer Anwesenheit der Kinder von fünf halben Tagen pro Woche einhergehen würde. Die privaten und auch öffentlichen Kindertagesstätten könnten dann aus schließen, meinte der Bürgermeister.

Gemeinde hat „Detroit Productions“-Gebäude und -Gelände ersteigert

Die Gemeinde hat das Haus mit Ateliers und 27,25 Ar Gelände in gesamt auf der Nummer 220 de Differdinger Straße in Zolver (zu Preis von 16,5 Mio. F, zuzüglich Prozent Notarkosten) ersteigert. Darin befand sich bis vor kurzem „Detroit Productions“. Das Unternehmen hat Konkurs anmelden müssen. Die Gemeinde will das Gebäude den technischen Dienste zur Verfügung stellen und eventuelle einen kommunalen Recyclingpark dort einrichten.

Edouard Jeitz, „commis technique principal“ in den technischen Diensten der Gemeinde, hat sein Anrecht auf seinen Eintritt in den Ruhestand auf den kommenden 1. September geltend gemacht. Diskussionslos wurde seinem Antrag mit dem Dank des gesamten Gemeinderates für geleistete Dienste stattgegeben und ihm der Ehrentitel seiner Funktion verliehen.

Nachdem der Schöffenrat einige von Ratsmitgliedern an ihn gerichtete Fragen beantwortet hatte, gab Schöffe Paul Jungers die Erklärung ab, laut der er auf den 1. Mai als Schöffe und Gemeinderatsmitglied zurücktritt. (Siehe Einleitung und LW von gestern Dienstag). Marcelle Lentz-Cornette (CSV) und Jos. Kriechler (LSAP) hatten nicht an der Sitzung teilnehmen können.

Jeunesse repu: 11/12/97

Alex Bodry : « Pour une participation des jeunes »

« La politique en faveur des jeunes doit devenir une partie intégrante de la vie publique locale ». Cette phrase lancée hier par Alex Bodry lors de la présentation du plan communal pour jeunes est un véritable appel destiné à mobiliser les élus locaux à s'investir dans une relation de dialogue entre les politiques d'une part et les jeunes d'autre part.

La politique du ministère de la Jeunesse s'articule autour de trois axes : la participation des jeunes dans la société, l'égalité des chances pour tous les jeunes, la promotion de valeurs fondamentales comme la solidarité, la démocratie ou la tolérance. Le plan communal doit consti-

tuer un instrument politique pour les jeunes et avec les jeunes en les associant à l'élaboration d'une politique en adéquation avec leur réalité quotidienne.

D'un point de vue budgétaire, le ministère de la Jeunesse soutient les communes intéressées par cette initiative qui sont appelées à prévoir une ligne budgétaire correspondante dans leur budget 1998. Et aux communes qui prendront la décision de mettre en place ce plan communal, des aides plus spécifiques leurs seront octroyées.

Pour toute information supplémentaire, les services du ministère de la Jeunesse se tiennent à l'entière disposition des intéressés (Paul Bach au 478-6410).

d
l
c

d
d
le
te
sc
di
di
qu
de

Jugendkommunalplan und neue Inline-Skating-Halle vorgestellt

„Die Beteiligung der Jugend in den Gemeinden fördern“

Die neue überdeckte Inline-Skating-Halle in Dommeldingen öffnet ihre Türen am kommenden Montag

Anlässlich einer Pressekonferenz präsentierte Jugendminister Alex Bodry gestern nachmittag der Öffentlichkeit zwei neue Initiativen seines Ministeriums. Um die Jugendlichen stärker in die Entscheidungen ihrer Gemeinde miteinzubeziehen, soll den Lokalpolitikern ab nächster Woche ein sogenannter Jugendkommunalplan vorliegen.

Des weiteren nahm der Minister die Gelegenheit wahr, um die offizielle Eröffnung am 15. Dezember einer neuen überdeckten Inline-Skating-Halle bekanntzugeben.

Luxemburg - Geht es nach dem Willen des Jugendministers, soll Jugendpolitik in Zukunft zu einem verbindlichen Bestandteil des Gemeindegeschehens werden. „Gerade die kommunale Ebene bietet die ideale Struktur, um Kinder und Jugendliche mitreden zu lassen“, so die Worte des Ministers.

Neue Impulse in der lokalen Jugendpolitik geben

In den Gemeinden ergebe sich die einzigartige Möglichkeit, Kommunikation und Dialog zwischen Verwaltung, Politik und der jungen Generation aufzubauen. Nur so könnten Demokratieverständnis und Verantwortungsbewusstsein konkret vermittelt werden.

Um mittelfristig jugendpoliti-



Alex Bodry

sche Initiativen auf lokaler Ebene in die Wege zu leiten, hat das Jugendministerium ein Jugendkommunalplan aufgestellt, der den Gemeinden eine Hilfestellung geben soll, wie Jugendarbeit konkret aussehen kann.

Es obliegt aber den Gemeindeverantwortlichen, welche Initiativen sie schließendlich ergreifen, um Jugendliche in die Entscheidungen ihres Wohnortes miteinzubeziehen. Das Jugendministerium sieht seine Aufgabe lediglich darin, die verschiedenen kommunalen Jugendpläne zu begleiten und zu unterstützen. Die jetzt veröffentlichte Broschüre soll eine erste Anleitung zu einem neuen Mitbestimmungsmodell liefern.

Die Idee dieses Projekts ist es, in erster Linie Politik für Kinder und Jugendliche rational zu planen und die Maßnahmen so gut wie möglich an die bestehenden Ver-

hältnisse anzupassen. Dabei ist es wichtig, daß Jugendliche an der Ausarbeitung des Planes sowie der jeweiligen lokalen Jugendpolitik beteiligt werden.

Mit diesem Plan, so erhofft sich Alex Bodry zumindest, soll die öffentliche Diskussion gefördert und um eine neue Zielgruppe - Kinder und Jugendliche - bereichert und zum festen Bestandteil einer modernen Demokratie werden.

Neue Inline-Skating-Piste in alter ARBED-Halle

Der Jugendminister wartete gestern aber mit einer weiteren Überraschung auf: In der ehemaligen Socam-Halle auf dem Gelände der Mecan-Arbed in Dommeldingen wurde nämlich innerhalb kürzester Zeit in Zusammenarbeit mit dem Sport- und dem Bauministerium eine 1500 m² große überdeckte Inline-Skating-Piste für Jugendliche geschaffen.

Die neue Infrastruktur, die am Montag den 15. Dezember nachmittags um 14 Uhr offiziell ihre Türen öffnet, wurde mit allen zur Ausübung dieses beliebten Jugendsports notwendigen Materialen (Half-Pipe; Fun Table; Spine Rampe etc.) ausgestattet.

Die Halle, die voraussichtlich bis April 1998 während der Schulzeit von 14 bis 22 Uhr geöffnet sein wird, verspricht somit zu einem neuen Anziehungspunkt für Jugendliche zu werden.

Für zusätzliche Informationen steht auch die Kontaktperson der Föderation der Inline-Skater, Knut Dahl, 10, rue des Prés, L-8393 Ollsch, zur Verfügung.

Photo: Hervé Montaigne

Faire participer les jeunes à la vie publique locale

Possibilité de pratiquer le «indoor inline skating» à Dommeldange

Afin de faire connaître par quelles initiatives le ministère de la Jeunesse entend faire participer les jeunes à la vie publique locale et afin de leur indiquer où ils pourront pratiquer l'«inline skating» en hiver, le ministre de la Jeunesse Alex Bodry avait invité, hier après-midi, à une conférence de presse au cours de laquelle il présenta une documentation sur le «Plan communal jeunesse» et donna toutes les informations utiles quant à l'aménagement d'un hall rendant possible la pratique de l'«inline skating» et du «skateboard» en hiver.

Plan communal jeunesse - conseils à l'usage des collectivités locales

Ce document sera envoyé à chaque commune du pays pour les aider à élaborer un plan d'action à leurs besoins. Comme le souligna le ministre, les jeunes sont en général prêts à participer si on leur en donne la possibilité et si on se rapproche d'eux. Et qui pourrait mieux les motiver à s'engager si ce ne sont les autorités du lieu où ils sont domiciliés.

La décentralisation et la déconcentration de certaines infrastructures permettront aux communes d'agir plus efficacement et de façon mieux ciblée. Le document édité par le ministère tend à responsabiliser

les communes qui, tout en ayant la charge d'organiser elles-mêmes leurs plans d'action, pourront compter sur l'aide et le soutien du ministère. De plus, ce document incitera peut-être certaines communes à créer à moyen terme un «service jeunes».

Édité en français et en allemand, le document pourra également - en favorisant la participation des jeunes à la réalisation de projets prévus - parvenir à faire diminuer le chômage des jeunes. De judicieux conseils quant à l'élaboration de plans d'actions et à la synthèse qui en découle, sont repris dans le document. Après examen par le ministère, et plus particulièrement par le Conseil supérieur de la jeunesse, les plans proposés par les communes pourront être mis en pratique en bénéficiant éventuellement du soutien financier du ministère de la Jeunesse.

Possibilité de pratiquer l'«inline skating» à partir du 15 décembre

Les passionnés de l'«inline skating» et du «skateboard» ont, selon le ministre, le droit comme tous les autres sportifs de disposer des infrastructures nécessaires à la pratique de leur sport favori. Si en été les mordus du «skate» pourront s'entraîner par exemple sur la piste

grande piste du Grand-Duché mise en place à Pétange, aucune infrastructure n'était jusqu'à présent à la disposition des sportifs pendant la saison d'hiver, pendant laquelle il fallut se rendre à l'étranger pour s'entraîner. Une solution temporaire à ce problème vient d'être trouvée par l'aménagement d'un hall au premier étage d'une installation industrielle désaffectée, la Socam à Dommeldange, sur le site de la MecanArbed qui met cette installation en location.

Opérationnelle à partir du 15 décembre à 14 heures, l'installation est ouverte sept jours sur sept, en période scolaire de 14 à 22 heures, pendant les vacances scolaires de 10 à 22 heures. Elle est fermée le jour de Noël, mais reste ouverte la veille de 10 à 18 heures. Le 26 décembre, l'installation est ouverte de 10 à 22 heures et la St-Sylvestre de 10 à 18 heures. Le Nouvel An, le lundi de carnaval et le lundi de Pâques, la piste est ouverte de 14 à 22 heures.

Le hall qui a subi quelques aménagements est facilement accessible par bus, train et voiture. Un parking est à la disposition des intéressés. En attendant la réalisation de projets définitifs, cette piste provisoire est équipée grâce aux installations mises à disposition, entre autres, par les communes de Bet-

tembourg, Pétange et Beckerich. Elle dispose d'un «half pipe» d'une hauteur de 2 mètres, d'un «quarter pipe» également d'une hauteur de 2 mètres, d'une «fun table» avec accès des quatre côtés, d'une «spine ramp», de trois «jump ramp» et de différents «curbs».

Adaptée aux goûts de la jeunesse, cette nouvelle structure permettra en plus de procurer du travail à quatre surveillants engagés dans le cadre des mesures en faveur de l'emploi des jeunes. L'encadrement se fera par des agents de l'Institut national des sports. L'entrée est libre.

Afin de permettre à ce projet-pilote - une réalisation commune entre le ministère de l'Éducation physique et des Sports, le ministère de la Jeunesse et le ministère des Travaux publics - d'être opérationnel dès les vacances de Noël, les travaux ont été réalisés très rapidement.

Trois clubs se sont constitués, d'autres clubs sont en instance de se créer sur une base officielle. Une fédération est en train de naître. Tous les intéressés sont appelés à se renseigner à ce sujet auprès de Knut Dahl, 10, rue des Prés, L-8393 Olin. Le ministre se réjouit de la création d'une telle fédération qui facilitera les contacts avec le ministère.

Csk

I s k A K d t s c d t g i n z u E v s a z u de: Pli vor au xer ver Jul net gon nen

„Kinder an die Macht“

Seminar in Eisenborn zum Thema Beteiligung von Kindern und Jugendlichen in der Gemeinde



Die Seminarteilnehmer sind sich einig: Auf Kinder und Jugendliche kommt es an.

(Photo: Teddy Jsana)

Gestern begann im Formationszentrum in Eisenborn ein zweitägiges Seminar zum Thema Beteiligung von Kindern und Jugendlichen in der Gemeinde. Das Jugendministerium zeichnet für die Organisation der Tagung verantwortlich, zu welcher vor allem Kommunalpolitiker, Vertreter aus Jugendkommissionen sowie Mitarbeiter in Jugend- und Beteiligungsprojekten eingeladen waren. Die Seminargestaltung übernahmen die Soziologin Brigitte Schafarik und die Sozialpädagogin Gaby Schafarik. Beide sind freie Mitarbeiterinnen der „Kommunalen Beratungsstelle für Kinder- und Jugendpolitik“ in Graz (Österreich).

In dem Seminar geht es darum, konkrete Möglichkeiten für eine Mitwirkung von Kindern und Jugendlichen auf Gemeindeebene zu erarbeiten. Da Jugendliche von vielen Belangen der Gemeindeentwicklung betroffen sind, aber nur selten als Experten für ihren Lebensbereich anerkannt werden, sollen in einigen luxemburgischen Gemeinden Pilotprojekte gestartet werden. Bei diesen Projekten sollen Jugendliche ein Forum erhalten, wo sie ihre Wünsche und Meinungen frei äußern können. Dadurch soll das Mitspracherecht der Kinder und Jugendlichen garantiert werden. Sie sollen mitreden, mitmachen und mitbestimmen können.

An die 20 Teilnehmer aus elf Gemeinden hatten sich gestern um 9 Uhr für den ersten Tag des Workshops in Eisenborn eingefunden. Auf dem Programm stand am Vormittag eine lockere Vorstellungsrunde der einzelnen Kurssteilnehmer. Anschließend wurde durch ein kurzes Brainstorming eine gemeinsame Zielvereinbarung für das Se-

minar erstellt. Sämtliche Teilnehmer waren sich einig, daß der Kursus möglichst praxisnah und ohne lähmende Monologe ablaufen sollte. Vielmehr legten alle großen Wert auf gezielte Anregungen für die Praxis und einen informellen Erfahrungsaustausch.

Ein kurzer Videobeitrag präsentierte Projekte der „Kommunalen Beratungsstelle für Kinder- und Jugendpolitik“, die in Österreich bereits erfolgreich durchgeführt wurden. Kinderberatungsgruppen und ein „Kindergipfel“ in der Steiermark zeigten, daß Kinder durchaus in der Lage sind, Probleme klar und offen zu formulieren, wenn man sie denn läßt.

Das aktuelle Seminar bildet die dritte Phase eines Aktionsplans zur Jugendbeteiligung. In den beiden ersten Phasen informierte das Jugendministerium während der beiden vergangenen Jahre die Interessierten u. a. über bestehende Projekte im Ausland. Mit der dritten Phase sollen die Verantwortlichen nun dazu angeregt werden, konkret Kinder- und Jugendräte in den Gemeinden zu etablieren. Die Teilnehmer werden insbesondere auch mit jugendgerechten Methoden politischer Kommunikation vertraut gemacht werden.

Allerdings soll den Jugendlichen Politik nicht auf parteipolitischer Ebene vermittelt werden. Ebenfalls sollen die Kinder- und Jugendräte weder als Simulation oder „Demokratiespiele“ noch als Kopie der Gemeinderäte verstanden werden. Es geht vielmehr darum, die Jugendlichen aktiv am Gemeindegeschehen zu beteiligen und die Meinungshorizonte der beteiligten Generationen anzunähern. Ideolo-

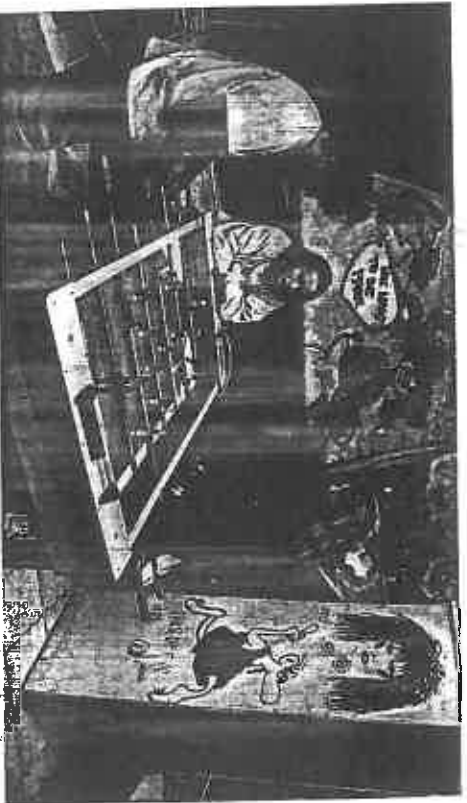
gieunabhängig sollen die Jugendlichen konkrete Projekte anpacken und realisieren können. Paul Bach, Schöffe in Lorentzweiler und als Vertreter des Jugendministeriums in Eisenborn, brachte die Idee mit der Aussage „Kinder an die Macht“ auf den Punkt. Kinder und Jugendliche, die sich sozial engagieren, sollen belohnt werden, indem ihre Vorschläge ernstgenommen und verwirklicht werden.

Gestern nachmittag wurden einzelne Modelle und Projekte besprochen und Erfahrungen konnten ausgetauscht werden. Tips und Tricks für die Arbeit mit Kindern und Jugendlichen konnten vermittelt werden. Gegen 17 Uhr besuchte Jugendminister Alex Bodry das Seminar und unterhielt sich mit den Teilnehmern.

Heute wird das Programm fortgesetzt. Auf der Tagesordnung steht die Erarbeitung konkreter Projekte für Luxemburg. Von der Idee über den ersten Schritt der Umsetzung des Konzeptes bis zur Projektumsetzung werden alle Etappen diskutiert. Am Nachmittag wird die Diskussion fortgesetzt und noch offen gebliebene Fragen sollen beantwortet werden.

Dieses Jahr unterstützt das Jugendministerium Projekte mit rund 300 000 F. Nächstes Jahr soll das Budget auf 2 Millionen F erhöht werden, um sich an der Finanzierung einer größeren Zahl von Projekten beteiligen zu können. Dadurch soll die finanzielle Last nicht mehr allein von den Gemeinden getragen werden müssen. Weitere Seminare dieser Art sollen in den nächsten Monaten und Jahren für einen regelmäßigen Erfahrungsaustausch sorgen.

sk



Alex Bodry

La pré-majorité associative

Le droit d'association et les jeunes

La liberté d'association est consacrée par notre Constitution. L'article 26 dispose que « les Luxembourgeois ont le droit de s'associer ». Ce droit n'est soumis à aucune restriction préalable. La Convention des Nations unies sur les droits de l'enfant, ratifiée par la loi du 20 décembre 1993

transpose ce droit démocratique fondamentalement au niveau des jeunes mineurs, l'âge limite de l'enfance étant fixé à dix-huit ans, c'est-à-dire l'âge de la majorité civile au Luxembourg. Il est incontestable que la liberté de s'associer est intimement liée à la liberté d'expression. La faculté conférée aux citoyens de se regrouper pour réaliser un objet commun fait partie du patrimoine inaliénable de tout régime démocratique.

Techniquement, la liberté d'association constitue une liberté contractuelle. L'association n'est-elle pas définie conventionnellement comme étant une convention par laquelle plusieurs personnes mettent en commun d'une façon permanente leurs ressources ou leurs activités dans un but autre que de partager des bénéfices. Elle est réglée, quant à sa validité, par les principes généraux du droit applicable aux contrats et obligations. Notre législation sur les associations sans but lucratif est une illustration parfaite de cette théorie.

On ne peut jamais contracter seul, mais qu'il ne s'agit pas de contracter. En conséquence, le régime juridique des associations est moins rigide dans la mesure où les intérêts patrimoniaux des mineurs ne sont pas en cause.

Ainsi, si en principe l'administrateur légal ou le tuteur représente le mineur dans les actes de la vie civile, le code civil réserve les cas où la loi ou l'usage autorisent les mineurs à agir eux-mêmes. Le régime de nullité des actes accomplis par le mineur permet pour certains de les rendre effectifs dès lors qu'ils n'ont pas été défavorables. Nombreux sont par ailleurs les hypothèses, tirées du droit pénal ou d'autres branches du droit autres que le droit civil *stricto sensu*, qui ont retenu des seuils d'âge de capacité inférieurs à celui de l'âge de la majorité. On peut légitimement conclure de cette situation légale que le droit des incapacités n'est pas immuable, mais reste ouvert à des agencements allant dans le sens d'une pré-majorité. Seule condition à respecter : les intérêts du mineur doivent être sauvegardés.

La Convention internationale relative aux droits de l'enfant de 1990 constitue l'expression la plus éclatante d'un droit nouveau organisé autour de la minorité. L'enfant devient enfin un véritable sujet de droits. Les États signataires reconnaissent formellement les droits de l'enfant à la liberté d'association et à la réunion pacifique. D'après l'article quinze de la Convention de l'Onu, l'exercice de ces droits ne peut faire l'objet que des seules restrictions légales nécessaires dans une société démocratique dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la sûreté publique ou de l'ordre public, ou pour

par hypothèse mineurs, peuvent en être les membres?

Selon la doctrine dominante, un mineur ne peut pas être associé responsable ou administrateur. D'autres soutiennent, au contraire, que rien n'empêche de nommer ou d'être des mineurs en qualité de dirigeants d'une association. Le code civil, selon cet effet, qu'un mineur non-émancipé peut être choisi pour mandataire. Il faudra clarifier la situation en droit. Pourqu岸 ne pas admettre expressément que des mineurs — à partir d'un certain âge — peuvent, dans des limites déterminées, avoir la qualité d'associés. En tout cas, le fait que des mineurs font partie d'une association ne doit pas être considéré comme une cause de nullité pouvant entraîner la perte de la personnalité juridique à l'association?

Vers une réforme du droit de associations?

L'on pourrait même songer à faire un pas supplémentaire, en vue de concrétiser davantage le droit reconnu aux enfants de s'associer et de se réunir. En établissant une forme de pré-majorité associative, on permettrait aux adolescents de s'associer entre eux pour réaliser en commun des objets liés à leur condition de jeunes. Ainsi serait donnée naissance à une nouvelle forme juridique d'association, une association de jeunes soumise à un régime particulier. Encore faudrait-il réfléchir dans ce contexte à la question

Vers l'émergence d'un droit de la minorité

de la sécurité nationale, de la sûreté publique ou de l'ordre public, ou pour

La JDL-Walfer propose: Journal: Vresedi: 26/6/196

Un conseil communal pour jeunes à Walferdange

Un de ses buts fondamentaux étant l'intégration des jeunes dans la politique, la Jeunesse Démocrate et Libérale — section de Walferdange s'est posé la question comment faire participer les jeunes de moins de 18 ans à la vie politique de leur commune. En effet, les mineurs n'ont pratiquement pas de moyens d'exprimer leurs désirs, souhaits ou idées au sein de la vie communale. Une conséquence de cette négligence est sans doute un manque d'intérêt à la vie politique communale par une grande partie des jeunes.

Un conseil communal pour

jeunes doit donc entre autre

- permettre aux jeunes de s'exprimer au sein de la commune,
- initier les jeunes à mieux comprendre la vie politique locale,
- aider les "adultes" à se rendre compte des problèmes des adolescentes.

La JDL-Walfer propose donc les deux formules suivantes: Un conseil communal pour enfants ainsi qu'un conseil communal pour jeunes.

Le premier est composé d'en-

fants âgés de 10 à 12 ans, scolarisés à Walferdange. Bien que le rôle des adultes ne soit purement consultatif, le maire ainsi que les responsables des services communaux doivent obligatoirement être présents. Le second s'adresse aux adolescents de 13 à 18 ans de la commune et il remplace la commission de la Jeunesse dans sa forme actuelle. Il est composé d'une partie fixe, composée des partis politiques et des associations de jeunesse locales, ainsi d'une partie éligible, étant obligatoirement majoritaire.

La JDL-Walfer espère que ces propositions encouragent l'Ad-

ministration Communale à se familiariser avec l'idée d'une représentation politique pour jeunes. Il ne s'agit pas de donner aux jeunes un pouvoir de décision mais simplement de les écouter et de leur permettre de s'exprimer.

Se basant sur les expériences positives de la commune de Schiltigheim en Alsace où un conseil communal pour jeunes fonctionne déjà depuis 1979, la JDL-Walfer est donc la première association de jeunesse à proposer des idées concrètes pour des communes de taille moyenne au Luxembourg.

2

Politik für Kinder im lokalen Kinderparlament

LW: Th. Hwoch
141 21-1996

Konferenz des Jugendministeriums in Kirchberg



Zahlreiche Interessenten hatten der Einladung des Jugendministeriums Folge geleistet.

(top) - Wie können neue Formen der Kommunikation zwischen Kindern und Jugendlichen einerseits und den politischen Entscheidungsträgern andererseits aufgebaut werden? Wie können Kinder und Jugendliche auf eine ihnen gerechte Art zur Übernahme von Verantwortung für das Gemeinwohl sensibilisiert werden? Diese Fragen standen im Mittelpunkt einer vom Jugendministerium organisierten Konferenz zum Thema „Der Gemeinderat für Jugendliche“, die am Montagabend im Kirchberger Konferenzzentrum stattfand. Zahlreiche Interessenten hatten der Einladung des Ministeriums Folge geleistet, darunter auch einige Bürgermeister und Gemeinderäte, Mitglieder der kommunalen beratenden Jugendkommissionen sowie Vertreter diverser Jugendorganisationen.

Jugendminister Alex Bodry machte in seiner Einführung auf die Notwendigkeit aufmerksam, daß das Thema der Teilnahme von Kindern und Jugendlichen an politischen Entscheidungsprozessen mit sehr viel Ernsthaftigkeit und Sensibilität angegangen werden müsse. Unter keinen Umständen dürften Organe wie Kinder- und Jugendparlamente eine Alibifunktion erfüllen, die ohne die notwendigen Mittel funktionierten bzw. deren Beschlüssen und Vorschlägen keine Taten folgten. Andererseits dürften diese jedoch auch nicht die legal-konstituierten Institutionen und Entscheidungsorgane wie z. B. den Gemeinderat ersetzen. Im nahen Ausland wie u. a. in Frank-

reich, Deutschland und Österreich funktionierten einige vorbildliche Modelle solcher Kinder- und Jugendparlamente, die auch aus länderübergreifender Sicht interessant seien. Ziel der Konferenz sei es demnach, verschiedene solcher Modelle konkret vorzustellen.

„Partizipation sichert die Zukunft der freiheitlichen Demokratie“

Der Bundesgeschäftsführer des Deutschen Kinderhilfswerkes Rainer Wiebtsch, machte eingangs seines Referats darauf aufmerksam, daß eine legale Basis für das Einsetzen von Kinderparlamenten auf internationaler Ebene schon bestehe. In der Tat sehe die Konvention der Vereinten Nationen über die Rechte des Kindes vor, daß die Vertragsstaaten in größtmöglicher Umfang die Entwicklung des Kindes gewährleisten. Dazu gehöre auch das in den Artikeln 12 und 13 der Konvention definierte Recht auf freie Meinungsäußerung und Meinungsäußerung. Die Erfahrung habe gezeigt, daß Kinderparlamente mit einer pädagogisch sinnvollen Funktionsweise ein vorzügliches Mittel seien, jenes Recht auf Partizipation mit konkreten Inhalten zu füllen. „Partizipation ist eine Kulturtechnik und eine Demokratiekampagne“, so Rainer Wiebtsch. Sie sicherte die Zukunft des freiheitlichen demokratischen Systems europäischer Prägung. Politisch mit Kindern behandelte Themen wie z. B. die Sicherheit der Schul- und Fahrradwege, Schulhof- und Spielplatzgestaltung, Tierschutz und

Umweltschutz. Diese Inhalte basierten auf den ganz konkreten Lebenserfahrungen von Kindern. Die Partizipation der Kinder erlaube somit politische Entscheidungen, die den Bedürfnissen der Kinder wesentlich besser Rechnung trügen und die Gestaltung einer wirklich kindgerechten Umgebung ermöglichen. Ein solches Kinderparlament könne aus von den Kindern gewählten Vertretern bestehen oder aber als Forum offen für alle Interessenten sein. Wichtig seien die regelmäßigen Sitzungen, in denen zu langen Abständen eine detaillierte Protokollführung, die Absicherung der langfristigen Stabilität des Projekts sowie das Ausklammern von Erwachsenenritualen. Die Idee der Kinderparlamente setze dabei sich in vielen Ländern durchzusetzen, so Rainer Wiebtsch, der sich besonders erfreut darüber zeigte, daß sogar in Rumänien schon 22 solcher Organe auf eine vorbildliche Weise funktionierten.

Projektgebundene Arbeit im „KIP Bregenz“

Felix Rohner berichtete sodann über seine Erfahrungen als Verantwortlicher für das Kinderparlament im österreichischen Bregenz, der Landeshauptstadt von Vorarlberg. Seit 1992 funktioniert hier das „KIP“, dessen Ziele darin bestünden, die Ideen der Kinder in städtische Projekte einfließen zu lassen, den Kindern das Erlernen eines verantwortlichen demokratischen Verhaltens zu ermöglichen und ihnen die Gewißheit zu vermit-

eln, daß sie ernstgenommen werden. Die Schulen der Stadt seien durch das Freitags-Kinderparlament in das Projekt mit eingebunden. Sachgebundene Projektarbeit werde in sogenannten Werkstätten geleistet, die sich z. B. mit den Themen Schule, Freizeit, Sport, Kultur, Verkehr und Wohnen beschäftigten. Die Vorstellung der KIP-Projekte geschehe auf eine kindgerechte Art, wie z. B. mit bunten bemalten Plakaten. Die Projekte würden den kommunalen Ausschüssen vorgestellt und so auf den instanzlichen Entscheidungsweg gebracht. Wichtig sei hier die regelmäßige Rückmeldung an das KIP. Die Kinder seien den Argumenten der Verantwortlichen gegenüber aufgeschlossen, auch wenn ein Projekt z. B. mangels Finanzierbarkeit nicht durchzuführen sei. Ehrlichkeit im Dialog mit den Kindern sei somit oberstes Gebot, so Felix Rohner, der seine positiven Erfahrungen auch damit begründete, daß Kinder aus allen sozialen Schichten im KIP mitarbeiten und auch die Integration der ausländischen Kinder problemlos verlaufe.

Zum Abschluß der Konferenz erklärte Jugendminister Alex Bodry, daß es an der Zeit sei, sich auch in Luxemburg zum Thema der Partizipation von Kindern und Jugendlichen ernsthafte Gedanken zu machen und neue Wege zu beschreiten. Die Erfahrungen im Ausland seien jedenfalls inspirierend und ermutigen zur Nachahmung. Konkrete Schritte sollten dementsprechend nicht mehr allzu lange auf sich warten lassen.

TABELLE 77
20/08/96

Kommunialpolitik als Chance konkrete Beteiligung fördern!

Die Vertragsstaaten sichern dem Kind, das fähig ist, sich eine eigene Meinung zu bilden, das Recht zu, diese Meinung in allen das Kind betreffenden Angelegenheiten zu äußern und berücksichtigend die Meinung des Kindes angemessen und entsprechend seinem Alter und seiner Reife. (Artikel 12 der UN-Kinderrechtskonvention)

Wie nahe es für Kinder und Jugendliche mit dieser UN-Beschlusson in der Wirksamkeit aus? Wieviel Vertrauen haben wir Erwachsenen und Wätsche der Kinder wirklich ergriffen? Haben die jungen Menschen überhaupt eine konkrete Möglichkeit, über ihr Lebensumfeld zumindest mitzureden? Die Antworten auf diese Fragestellungen sind bei einer ehrlichen Analyse ernüchternd. In einem ersten Artikel wurde versucht, die Jugendlichen in ihrer heutigen Situation zu analysieren. Mit der Beschreibung, daß wir es mit einer Generation der Eigenmengen zu tun haben, wurde schon angedeutet, daß gängige Aussagen von politischer Verantwortlichen in ihrer teils radikalen Verdrängung realitätsfremd sind.

Der Jugendforscher Wilfried Frechhoff bringt die Situation der jungen Mitmenschen auf den Punkt: "Sie sind nicht unpolitisch, egoistisch, privatistisch und amoralisch, wie manche Älter gewordenen Aktivisten der 68er-Bewegung uns weismachen wollen, sie sind nur skeptisch gegenüber den konventionellen Vorstellungen von verpreisten Politikformen." Mit dieser Feststellung können junge Menschen sowohl als Politikvertrousen gelten, als auch gleichzeitig politisch engagiert. Traditionelle Politik ist out, Initiativen wie Parteien und Gewerkschaften wird mitbräut. Engagement gibt es bei themenbezogenen jugendlichen Gruppen wie Grasbewegung oder Amnesty International.

Nicht für, sondern durch Jugendliche

Wenn beispielsweise in der Kommunalpolitik über Kinder- und Jugendarbeit diskutiert wird, herrscht oft Ratlosigkeit. Viele Verantwortliche verbinden mit der Jugend nur ungesüßtes Vorbringen oder immer häufiger auch politisches Desinteresse. Mit den Kindern wird sich außer in Sonntagreden oder vorgegebenen Strukturen, wie Fratrtschule oder Spielplätze, kaum befaßt. Klagen, daß so manches gut gemeinte Infrastrukturangebot einfach nicht angenommen wird, stehen auf der Tagesordnung.

Spätestens in solchen Diskussionen müßte es so manchem dämmern, daß eine Exkommunis, welche die Politik der 90er Jahre prüft, für diesen Bereich der Kinder- und Jugendarbeit von ganz besonderer Bedeutung ist: Pläne für und in einer Gesellschaft oder Kommune ist heute immer weniger ein Prozes, in dem Experten, Beamtete und Politiker in Amtsstuben entscheiden, was für die Betroffenen gut ist. Diesen Gedankengang nun auf Kinder und Jugendliche umgesetzt, bedeutet für politische Verantwortliche Mut zum Risiko aber ebenfalls Verantwortung gegenüber nachfolgenden Generationen! Gerade Kommunalpolitik kann und muß sich für veränderte, politische Beteiligungserweise der Bevölkerungsschichten sensibel zeigen.

Bereitschaft zu Engagement setzt auch bei Jugendlichen im eigenen Lebensumfeld an. Dort, wo die Auswirkungen der Entscheidung noch viel unmittelbarer als bestimmend für die eigene Lebensqualität vorkommen werden können. Besonders die kleinere Einheit, die Kommune ist es auch, die mehr Beteiligung möglich macht:

- Gegenüber der gesellschaftsrechtlichen Ebene bietet die Kommune die Möglichkeit einer besseren Balance zwischen Konfliktstrategie und Konsensfindung.

- Sie kann sich bei etwas politischem Mut durch die Bereitschaft zum sozialen Experiment auszeichnen. Gerade die Kommune bietet durch ihre eigene Vielfalt einen Anreiz zu innovativen Projekten.

- Die kommunale Politik ist es auch, welche in der Arbeitsteilung von Experten und Spezialisten, und damit oft an erhöhter Komplexität, am ehesten reduziert werden kann.

Tradition genügt längst nicht mehr

Journal: 4 décembre 1995

Jugendparlament???

Die Mitbestimmung der Jugendlichen in unserer Gesellschaft ist sicherlich äußerst wichtig. Niemand bestreitet diese Feststellung, und unsere Politiker unternehmen, nach eigenen Aussagen, ja auch so manchen diesbezüglichen Schritt (z.B. erste Jugenddebatte am 23. November im Abgeordnetenhaus).

Allerdings bin ich, als Jugendlicher, äußerst skeptisch gegenüber der in letzter Zeit immer häufiger aufgegriffenen Idee eines sogenannten „Jugendparlaments“.

Denn genauso könnte man ja dann wohl auch ein Seniorenparlament, ein Frauenparlament oder ein Ausländerparlament ins Leben rufen, was zu einer Fraktionierung in unserer Gesellschaft führen würde. Solches wäre ein falscher Schritt, denn unser Ziel sollte doch wohl Solidarität und Zusammenleben über alle Alters- und Geschlechterunterschiede hinweg sein.

Sicher kann man argumentieren: die Jugend ist als einzige Altersstruktur politisch noch nicht ausgereift. Auf der anderen Seite aber frage ich: Sind die Jugendlichen in verschiedenen Themenbereichen den älteren Generationen nicht vielleicht überlegen? Und diese Frage kann man sich nicht nur für moderne Neuerungen wie Informatik, sondern auch für Begriffe der neuen Toleranz, wie z.B. das völlige Akzeptieren der Homosexualität, stellen.

Nachwuchs für politische Wissenschaftler, die wörtlichen Politiker oder wirkliche Mitbestimmung der Jugendlichen, was bedeutet auch wirklich der Zweck des Parlaments?

Um zu lernen wie man Kontakte knüpft, wie man seine Ellenbögen als Waffe benutzt um sich im politischen Alltag am besten zu behaupten, dazu die-

nen sie auf alle Fälle.

Ein Jugendparlament ist wahrscheinlich vielen Politikern auch einfach nur eine „Wissensberühmtheit“. „Seht her, Wählerinnen und Wähler, wir lassen die Jugendlichen reden und diskutieren!“

Sicher, nur möchte die Jugend nun mal lieber mitreden und mitdiskutieren, anstatt innerhalb eines Scheinparlaments zum politischen Spielball zu verkommen.

„Politische Erfahrung muß man lernen“, heißt es.

Ein Jugendparlament, von Papa Staat zum allgemeinen Wohl der Jugend gezimmert, klingt an sich ja sehr schön. Aber würde das denn nicht letztlich zur Institutionalisierung des jugendlichen Idealismus führen?

Man könnte ja nun den Schluß ziehen, daß anstatt eines „Parlaments“ ein anderes Gremium benötigt wird, in dem z.B. alle größeren Jugendorganisationen vertreten wären. Nur gibt es das bereits, und zwar unter dem Namen „CGJL-Conférence Générale de la Jeunesse Luxembourgeoise“.

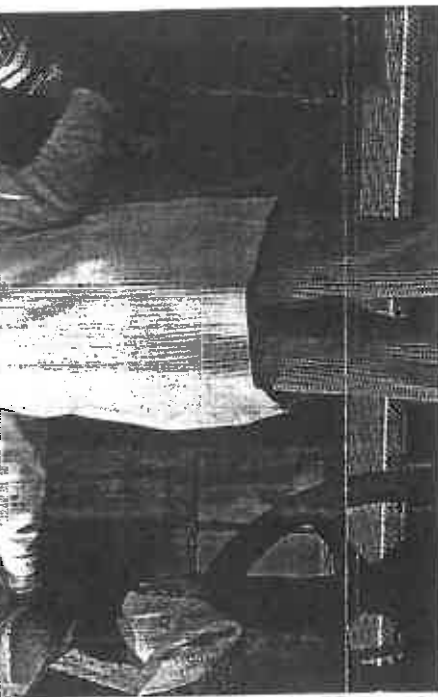
Sicher eine lobenswerte Initiative, wenn sie auch in der Praxis nun mal leider zu nichts als stundenlangen theoretischen Diskussionen zwischen „erwachsenen Jugendlichen“ oder „jugendlichen Erwachsenen“, je nach Bezeichnung, führt, die am Begehren des normalen Schülers oder Studenten meilenweit vorbeiziehen.

Durch die rasanten Umwälzungen in unserer Gesellschaft gilt es zu neuen Mitteln zu greifen.

Wahlrecht ab 16 auf freiwilliger Basis, so heißt der erste Schritt auf dem Weg in eine Gesellschaft in welcher auch die Jugendlichen ihre Zukunft mitbestimmen dürfen und wollen.

Sascha Wagener
12, rue de Bous
L-5353 Oetrange

responsabilité d'une part, laisser-faire de l'autre



LA SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE Peter Pan vient d'être prononcée en faillite par le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg. Parce que la société n'a plus réglé ses loyers, le Fonds pour le logement à coût modéré a, après plusieurs tentatives de conciliation, demandé cette mise en faillite. Un épisode en soi anodin, vu le nombre croissant de faillites au Luxembourg. Mais Peter Pan dépendrait d'une asbl conventionnée par l'Etat et les conséquences de cette faillite touchent d'abord les personnes autistes qui iraient valablement pour Peter Pan.

La société coopérative Peter Pan, exploitante d'un commerce de détail située à Luxembourg-Grund, avait comme objet « l'étude, l'organisation et la promotion de toutes activités d'exploitation, de commerce et de travail dans le but de permettre la formation et l'intégration sociale dans la vie active des handicapés nécessitant, le cas échéant, une guidance socio-éducative et un apprentissage particuliers. » Le principal souscripteur de la société coopérative était la Société luxembourgeoise pour l'aide aux personnes autistes. Il s'agit d'une asbl, conventionnée par l'Etat, qui gère un foyer pour autistes. L'activité commerciale de Peter Pan basait sur la commercialisation de produits provenant surtout de la culture maraîchère et de l'atelier exploités par les habitants du foyer. Peter Pan devait ainsi donner aux personnes autistes la possibilité de s'intégrer socialement, sous conditions réelles, dans la vie active.

La Société luxembourgeoise pour l'aide aux personnes autistes avait été créée 1981 - en même temps que l'asbl Autisme-Luxembourg qui, en 1994, devint la Fondation Autisme-Luxembourg asbl - par des parents d'autistes. Grâce à une convention avec l'Etat, les parents ont pu recruter des éducateurs et psychologues pour créer le foyer pour personnes autistes.

Les activités du foyer se développaient continuellement. Le premier souci était d'amener les - pour la plupart jeunes - autistes à mener une vie indépendante. Ce qui revient à leur apprendre le contact social en même temps que de leur donner une expérience professionnelle. Dans un premier temps, le foyer marquait ainsi sa présence sur des marchés en vendant les produits de sa culture maraîchère et de son atelier. De cette initiative est née l'idée de la société coopérative Peter Pan qui fut créée en 1989. La cha-

Un organisme étatique demande la mise en faillite d'une société financée par une association conventionnée

gré dans le ministère (les Classes moyennes). Des différends entre plusieurs membres des asbl impliqués, voire une sorte de concurrence pour diriger les affaires entre les asbl, selon certaines sources, semblent être à l'origine de la mise en cause du projet Peter Pan (juste au-dessus de la Fondation Autisme-Luxembourg asbl avait effectué une refonte complète de ses statuts). L'affaire dégénéra de façon à ce que la société coopérative cessât peu à peu ses activités. Ce qui était apparemment le but recherché d'un des « cotraitants » au sein des asbl couvrant pour les personnes autistes.

Plusieurs tentatives de la part du Fonds du logement eurent lieu afin de faire des loyers dus à l'Etat, tant d'interlocuteurs, infructueuses. Le Fonds avait alors ordonné une saisie. Celle-ci a été effectuée au siège social de la société coopérative, c'est-à-dire au Foyer, et s'est révélée stérile. Il est aussi à noter que les biens meubles possédés par la société coopérative ont été saisis par l'Etat, au ministère de l'Éducation nationale ou à l'administration des Bâtimeaux publics. C'est donc en dernier ressort que la mise en faillite a été demandée. L'avocat d'une des asbl avait même suggéré au Fonds du loge-

gement, qui demande la mise en faillite d'une société appartenant à une association conventionnée par l'Etat et donc partiellement financée par ce dernier.

Lors de l'affaire des dysfonctionnements, le ministère de la Santé défuyait la chronique. D'autres ministères, eux aussi impliqués, arrivaient à minimiser leur rôle dans cette affaire dont les origines se trouvent dans le manque de contrôle des flux financiers de l'Etat vers le secteur conventionné. À l'époque outre des projets utopiques telle que la réalisation d'un audit du secteur conventionné dans sa totalité, une refonte de ce secteur avait été annoncé. Dans la déclaration gouvernementale, il est retenu « qu'en matière de financement du secteur conventionné, le gouvernement s'en tiendra au respect de l'enveloppe financière telle qu'elle a été actuellement définie par la loi dite « ASFT ». Or, en ce qui concerne l'adieu loi sur les relations entre l'Etat et les organismes sociaux, faux et thérapeutiques, le voit concernant le contrôle et les responsabilités est tenu de façon très vague.

Dans le présent cas, une société coopérative n'a pas respecté ses obligations. Cette société coopérative était administrée par une association conventionnée. Les fautes de gestion sont, par ricochet, donc l'œuvre de cette dernière.

Finalement, il n'importe pas d'avoir s'il s'agit d'une mise en faillite programmée de Peter Pan ou si la faillite est le résultat de conflits entre plusieurs responsables ayant bloqué la situation. Le fait incriminé est qu'une telle situation soit possible. Les associations conventionnées ont pu agir pendant des années sans devoir rendre des comptes et dépit d'indications très claires. Ric de non-paiement des loyers et tentatives d'arrangement l'amiable échouées auraient amené l'Etat à s'intéresser aux associations subventionnées.

Or, dans pareille affaire, il n'y a jamais de vainqueurs : quant aux perdants, il s'agit toujours des personnes pour lesquelles les associations étaient censées œuvrer.

Arbeit unter dem neuen Stern 1999 (I)

Überlegungen zum Wandel der Sozialarbeit

Malhilfe, der Kinder-
heit, der Behinderten-
offenen Psychiatrie
nun zusammen mit
tern und Mitarbeite-
Wohl ihrer zum Teil
igen und abhängi-
gefördert; die neuen
menbedingungen in-
strukturellen Verhand-
Staat - als Quali-
einerseits und
reiserseits - sowie der
gestalten.

handlungen wird es
tie zu erbringenden
wichtiglich ihrer Quali-
Preis so zu planen,
ngewiesenen Perso-
nlichen Bedürftigkeit
d, daß sie möglichst
persönlichen Fähig-
tend in unserer Ge-
nen können, und dies
Verhältnis, das die
Solidargemein-
fähig ist zu tragen.

diese neuen Heraus-
strukturell vorzuberei-
tender zusammen mit
ern und Mitarbeite-

rinnen über ihre Verbände und Ge-
werkschaften parallel zu den Ge-
sellschaftsinitiativen einen Rahmenkol-
lektivvertrag ausgehandelt und un-
terschrieben. Dieser versetzt die So-
zialpartner in die Lage, gemeinsam
und geschlossen gegenüber den
Geldgebern aufzutreten, deren Auf-
gabe es ist, die vorhandenen Steuer-
mittel so effizient wie möglich im
Sinne der demokratisch beschlosse-
nen Sozialpolitik zur Verfügung zu
stellen. Am 18. Dezember 1998 hat
der Regierungsrat diesen Vertrag als
allgemein verbindlicher Kollektiv-
vertrag für den gesamten Wohl-
fahrtsbereich anerkannt und gutge-
heißen. Diese hohe Anerkennung des
in einem sehr langwierigen und
schwierigen Prozeß entstandenen
sozialpartnerschaftlichen Vertrags
wird die noch anstehenden Verhand-
lungen maßgeblich beeinflus-
sen und sicherlich vereinfachen.

Die delikate und sorgfältige Um-
gestaltung der Sozialarbeit, die nun
für 1999 ins Haus steht, kündigt sich
als schwieriger Prozeß an, da zum
Teil das Rollenverständnis aller be-
troffenen Akteure stark durch die
gesetzlichen Neuerungen verändert
wurde und gar mancher von alten

und liebgewonnenen Gewohnheiten
Abschied nehmen muß. In der Tat
haben die neuen Gesetze ja nicht die
Sozialarbeit neu erfunden oder er-
möglicht, sondern vor allem deren
organisatorische Bedingungen und
Finanzierung maßgeblich verändert.
Gerade alteingesessene, traditions-
reiche Betriebe des Sozialwesens
werden es schwerer haben, sich im
neuen Umfeld neu zu organisieren
oder anzupassen als etwa junge,
hochspezialisierte Dienstleistungs-
erbringer. Um vorerst einmal dem
Auseinanderbrechen einzelner be-
stehender Betriebe beziehungsweise
dem Auseinanderdriften des gesä-
mten sozialen Bereichs in seine vielen
Spezialitäten entgegenzuwirken,
war der Abschluß eines gesamten
Rahmenkollektivvertrags besonders
wichtig. Von diesem gemeinsam aus-
gehandelten Standpunkt aus wird es
nun darum gehen, die neuen gesetz-
lichen Regelungen sinnvoll zu be-
leben.

Für die Pflegeversicherung konn-
ten die meisten (Teil-)Verträge ter-
mingerecht vor dem 31. Dezember
1998 abgeschlossen und unterschrie-
ben werden. Für die sogenannte
konventionierte, das heißt die vom

Staat selber teilweise oder sogar
mehrfach finanzierte Sozialar-
beit gelang es, „conventions de
démarrage“ abzuschließen, die die
Finanzierung analog zum Vorjahr
regeln, bis daß spätestens zum 5.
März 1999 neue Finanzierungs-kon-
ventionen ausgehandelt und unter-
zeichnet werden, um das gesamte
Jahr 1999 abzurechnen.

Neben der Anpassung an die
neuen gesetzlichen Bestimmungen
steht unter anderem die Mischfinan-
zierung via Pflegekasse, „Fonds na-
tional de solidarité“ und Staat ein
noch zu lösendes Problem dar. Die
Voraussetzungen für einen schnellen
Abschluß sind zwar durch die vorge-
sebenen budgetären Mittel und den
engagierten politischen Willen der
federführenden Familienministerin
geschaffen. Es bleiben nunmehr
aber in kurzer Zeit stimmige Texte
zu formulieren, die anschließend
durch die Vertreterversammlungen
der verschiedenen „ententes“ sowie
die politischen Entscheidungsträger
diskutiert und gutgeheißen werden
müssen.

Erny Gillen

(Fortsetzung folgt)

Sozialarbeit unter dem neuen Stern 1999 (II)

Überlegungen zum Wandel der Sozialarbeit

soziale Rahmengesetz
dieser Grundausrich-
tungsversicherung zwar
en - ja es ermöglicht
Umsetzung - kann
das Angebot regulie-
bungsgeschichte nicht

in Bürger orientierten
ist dieser Perspekti-
vom Angebot zum Be-
dlich grundsätzlich zu
darf aber nicht dar-
täuschen, daß beiden
gleiche Gefahr anhaf-
tisch an die Frage der
heranzugehen und sie
jahr laufen, den Men-
als Individuum und
seinen objektiven Be-
übersehen, ja gar zu

nachweisorientiert

isation einer bedürfn-
Sozialarbeit kommt
und Transparenzgrün-

den selbstverständlich nicht daran
vorbei, die Bedürfnisse, für die sie
aufkommen soll, zu identifizieren,
zu quantifizieren und zu benennen.

Diese eher „wissenschaftliche“
Aufgabe ist im Pflegebereich der
„cellule d'évaluation et d'orienta-
tion“ vorbehalten. Sie stellt die Be-
dürfnisse fest und legt einen Inter-
ventionsplan („plan d'aide et de
soin“) fest. Die darauf vorgesehe-
nen Leistungen können nun gemäß
Tarif gegenüber der Pflegekasse
eingefordert werden.

Der Leistungserbringer - so heißt
im Kontext der Pflegeversicherung
der Träger der Sozialarbeit - führt
den aufgestellten Interventions-
plan selber oder zusammen mit den
Angehörigen durch. Die erbrachten
Leistungen werden von der Pflege-
kasse gegen einen sogenannten Lei-
stungsnachweis direkt zurücker-
stattet. Das Dokument weist aus,
welche Akte (Leistungen) in wieviel
Zeit die Mitarbeiter für den versich-
erten Menschen erbracht haben
und dient somit zugleich als Rech-

nung gegenüber der Kasse, die als
„tiers payant“ gegenüber dem Lei-
stungserbringer auftritt.

Als Gegenstück zum objektiven
Bedürfnis stellt der Leistungsnach-
weis sozusagen die Objektivierung
der geleisteten Arbeit dar. Es wer-
den nicht mehr Angestellte ent-
lohnt, die für die gute Sache gear-
beitet haben, sondern nur noch so-
zusagen deren Arbeitsleistung. Aus
dem Pflegenden wird eine Pflege-
kraft, deren Arbeit - und damit
Lohn und Leistung - objektiv
quantifizierbar und nachweisbar
sein muß.

Inwieweit diese Rationalisierung
hochkomplexer pflegerischer, er-
zieherischer und sozialarbeiteri-
scher Arbeitsprozesse nicht sehr
schnell unter dem Druck der stei-
genden Kosten zu einer Rationie-
rung dieser Arbeit führen wird,
wird die Zukunft sicherlich bald
zeigen. Das hier formulierte Gefah-
renpotential darf allerdings nicht
darüber hinwegtäuschen, daß die

vollzogene nachweisorientierte So-
zialarbeit der inneren Logik der
Pflege- und vieler sozialer Berufe
weitestgehend entspricht. Die ho-
hen Qualifikationen und protektioni-
stischen Verhaltenskodices
ebenso wie die Spezialisierung der
verschiedenen Berufe fordern in
gegenseitiger Abgrenzung ihre je-
weilige Spezifität ein.

Die leistungsnachweisorientierte
Bezahlung der Sozialarbeit aner-
kennt und festigt nun gerade diese
modernen Entwicklungen inner-
halb der Sozialarbeit strukturell.
Daß diese inneren und äußeren
Entwicklungen in manchen Berei-
chen einer nicht nach Akten und
Zeiten zu zerlegenden erzieheri-
schen und sozialarbeiterischen Ar-
beit zu neuen Schwierigkeiten füh-
ren, darf nicht übersehen werden.

Erny Gillen

(Fortsetzung folgt)

Teil I: siehe LW vom 18. Januar, Seite 5

3. Klare Rollenverteilung

Wären bislang die Rollen im sogenannten konventionellen Sozialstaat teilweise oder mehrheitlich finanzierten Sozialbereich vor allem durch das Einsetzen sogenannter „comités de gérance“ recht diffus verteilt, so machen die beland Gesetze (Pflegeversicherung und ASFT) deutlich, daß in Zukunft jeder Akteur seine spezifische(n) Rolle(n) wahrnehmen muß.

Dem Träger wird unumverändert in Artikel 11 des ASFT-Gesetzes und dessen Kommentar die Gesamtverantwortung für die zugehörige Geschäftsführung zugeordnet. Er hat die Zulassung („agrément“) seiner Einrichtungen und seines Personals zu beantragen und gegebenenfalls Finanzierungskonventionen mit dem Staat anzuhandeln. Diese Gesamtverantwortung des Trägers ist zwar nicht neu, dennoch hat das faktische Funktionieren der sogenannten „comités de gérance“ in der Vergangenheit häufig genug über diesen Zusammenhang hinweggetäuscht.

Dieses Übereinkommen, in dem der Staat einen und der Träger zwei Vertreter delegierten, hatte sich bislang die Verantwortung mit dem Direktionsbeauftragten und einem Personalvertreter zusammen in einer Art gemeinsamer Verwaltung („co-gestion“) geteilt. In Zukunft hat der Träger zusammen mit seinen Mitarbeitern dafür Sorge zu tragen, daß die Arbeit zum Teil bedürftigen oder gar abhängigen Klienten qualitativ gut organisiert und durchgeführt wird.

Die Rolle des sogenannten Klienten wird in Zukunft ebenfalls deutlicher werden. In einem schriftlichen Vertrag zwischen ihm oder seinem Vertreter und dem Träger (Pflegevertrag, Heimvertrag, Beratungsabkommen, ...) werden die Leistungen, Rechte und Pflichten der beiden Vertragspartner nachvollziehbar geregelt. Durch dieses vertraglichen Abmachungen wird der Klient der Sozialarbeit klar und deutlich als Rechtsobjekt mit entsprechenden Rechtsansprüchen anerkannt und gestärkt.

Diese neue Form der rechtlichen Beziehung zwischen Klient und Träger verdrängt die Rolle des Klienten als Antragssteller für bestehende Kompensationsleistungen oder pflegerische Leistungen. In der Regel sieht er sich als eine auf Rechten ausgestattete Person unter den vorhandenen Anbiestern seiner Einrichtungsart aus und gibt die seiner Wahl unterworfenen Handlungsschritte und ihre Legiti-

situationen kann die Wahl des Klienten in bestimmten Annahmesituationen durch eine richterliche oder eine vormundschaftliche Entscheidung ersetzt werden.

Zur originären Verantwortung des Staates gehört keine ordnungspolitische Rolle als Gestalter der Rahmen- und Qualitätsbedingungen für die Sozial- und Pflegeleistungen. Dieser Aufgabe kommt er durch nach, daß er die minimalen Qualitätsanforderungen an alle Träger in den sogenannten „agrément“ festlegt. Er kommt seiner Verantwortung weiterhin dadurch nach, daß er Qualitätsnormen erläßt und überprüft, ob diese auch unabhängig davon, wer die Leistungen bezahlt, eingehalten werden.

Diese hoheitrechtliche Aufgabe wurde in der Vergangenheit auf personalisierte Art und Weise durch die Präsenz in den „comités de gérance“ von Staatsbeamten gegenüber den einzelnen vertraglich gebundenen Trägern wahrgenommen. Auch hier wird nun durch die Objektivierung der Qualitätsmerkmale mittels schriftlicher „agrément“ ein entscheidender Schritt in eine funktionale Modernisierung hin getan. Organisationsentwicklungsmäßig betrachtet wird hierdurch ein sogenannter „Familienbetrieb“ professionalisiert. Die Qualität wird nicht länger durch den Verbürgung des Vertrauens selbst im Betrieb nach dem Rechten schaut (etatistischer Paternalismus), sondern dadurch, daß sachliche Qualitätskriterien nachvollziehbar definiert werden und dem Klienten vertragliche Rechte und Pflichten eingeräumt werden.

Die Rolle der öffentlichen Geldgeber wird zur Zeit von verschiedenen Institutionen, wahrgenommenen Pflegenetzen, Fonds nationaler Solidarität, Staat durch verschiedene Ministerien, gegebenenfalls Europäische Union, offices sociaux, sowie die Gemeinden selbst aus, sowie die Gemeinden selbst durchgeführt bzw. politisch gefördert. Multi-Finanzierung der Sozial- und Pflegearbeit trägt wenig zur Transparenz bei und verhindert die Träger die Arbeit, die allen häufig jeder Geldgeber seine eigenen Abrechnungs-Möglichkeiten zu verwehrt und durchsetzen zu können.

Gesetzlich ist die Zusammenarbeit zwischen den Leistungsanbietern, den Geldgebern und den staatlichen Behörden über eine Konvention anbelangt, besteht es jedoch ein hoher Verhandlungs- und Klärungsbedarf zwischen allen Beteiligten. Dies mit viel gutem Willen auszustandekommen, „conventions“ der denartige, bemessen dem zeitlichen

chen Bereich für diese Verantwortung sehr ungünstigen Zusammenhang fällt einzelnen Ministerien und Beamten die Doppelrolle zu, gleichzeitig Qualitäts- und Budgetvorgaben erstellen zu müssen. Diese schwierige Rolle aus der Vergangenheit wird zwar zum Teil dadurch entschärft, daß der Staat nicht noch einmal in den sogenannten „comités de gérance“ die tägliche Geschäftsführung mitverantwortlich zeichnen muß, bleibt aber für die Zukunft offene Grenzen.

In diesem Bereich gewachsener Beziehungen und Vertrauensverhältnissen zwischen Beamten, Trägern und Angehörigen wird in Zukunft mit viel Fingerzeige der Kooperation zwischen Geldgeber und Träger einzutreten sein, die dem vom Gesetzgeber gewollten Geist und Ausrichtung der Sozialarbeit entsprechen. Dies wird sowohl bei manchen Trägern wie auch in Staatswesen selber zu strukturalen und personellen Änderungen führen. Dennoch wird es an einer klaren Aufgaben- und Rollenverteilung keinen demokratischen Weg vorbegeben.

4. Die eigene Marktfähigkeit

Das neu abgesteckte Feld der Sozialarbeit der Zukunft schließt sich deutlich zwischen den Eckwerten unentamer und vergewaltigter „Klienten“, des Kostenträgers und den Trägern als Organisatoren der Pflege- und Sozialarbeit. Das so gespannte und gewollte Feld ist offen für Angebots- und Leistungsversuche. Es ist ein eigener Markt entstanden.

Dieser eigene Markt ist nicht nur teilweise mit dem gewoblen orientierten Markt verglichen werden, da er erstens nicht auf Gewinn ausgerichtet ist und zweitens die Steuerungsregulative „Angebot und Nachfrage“ nicht direkt regulieren, sondern indirekt über vorgeschaffene Marktmechanismen im Bereich der Pflege, des Gesundheits des hohen Nachholbedarfes mit den Pflegeleistungen genügend Anreize geschaffen wurden, weiter zu arbeiten und neue Angebote zu fördern.

Die Steuerung dieses Angebots muß von der Politik/Abdis Gesellschaft wahrgenommen werden. Sie entscheidet, welche Bedürfnisse anerkannt, kompensiert und bezahlt werden. Diesem Marktmechanismus

Organisationsform darf nicht den führen, daß durch die Verwechslung von Betriebs- mit Volkswirtschaft den Trägern der Sozialarbeit Lasten zugemutet werden, die von der Sache her eindeutig in die Domäne der Politik gehören.

Sicherlich wird diese neue Organisationsform zu einem sparsameren und gezielteren Umgang mit den Mitteln führen. Dies ist, wenn auch begrüßenswert, die neue Organisationsfreiheit, der Träger dürfte durch das Nutzen von innovativen sozialen Dienstleistungsbetrieben zu verfallen. Auch diese Marktbewegungen sind zu begrüßen, insofern sie an den Bedürfnissen der Klienten orientiert sind.

Doch auch der Klient selber kann sozialrechtlicher Einfluss auf das Feld der Sozialarbeit ausüben, indem er seinen Bedürfnissen politischen Gehör verschafft und dafür einsetzt, daß diese bei sozialkommissarischen Leistungen berücksichtigt werden. Damit kommt er seiner Aufgabe und Pflicht als Bürger einer Gesellschaft nach und macht sich hierbei den Markt der Sozialarbeit zunutze.

Erne Gillen

Erne Gillen

Arbeit unter dem neuen Stern 1999 (IV)

Überlegungen zum Wandel der Sozialarbeit

der neuen Gesetze im Alltag erweisen müssen.

Schlussbemerkungen

1999 wird ein wichtiges Testjahr für die vom Gesetzgeber eingeführten neuen Grundlagen der professionellen Sozial- und Pflegearbeit. Nachdem die Rahmenbedingungen gesetzt sind und die noch anstehenden Verhandlungen zwischen Staat und Trägern zu einem guten Abschluss gekommen sind, wird sich das Augenmerk der Öffentlichkeit wieder der Alltagsaktualität zuwenden.

Und dort trifft es auf die wahren Akteure, jene, die vor, während und nach den Neuerungen beim sogenannten Klienten ausharren, diesen auch in schwierigen Situationen mit gutem Know-how, echter Mitmenschlichkeit und tiefem Respekt pflegen, erziehen und begleiten.

An vielen dieser engagierten Pfleger, Erzieher und Sozialarbeiter gingen die sogenannten „politischen“ Diskussionen einfach vorbei, weil sie es vorzogen, sich auf ihre Arbeit zu konzentrieren. Doch auch sie sind jetzt herausgefordert, die neugeschaffenen Bedingungen mitzugestalten und mit Leben zu erfüllen.

Bei der konkreten Umsetzung wird vieles von ihrer Klugheit abhängen. Wenn es dank ihres Engagements und ihrer Anstrengung gelingt, den Menschen in seiner Not und Bedürftigkeit nicht aus dem Blick zu verlieren, werden die neuen Gesetze und Bestimmungen trotz aller Vorläufigkeiten und Ungenauigkeiten dennoch ihr beachtliches Ziel erreichen, nämlich den (pflege-)bedürftigen und abhängigen Menschen kompetent und würdig zu helfen.

Gefragt sind auch die vielen ehrenamtlichen Mitglieder der Trägergesellschaften. Sie haben sich in den letzten Wochen und Monaten vielfach mit den gesetzlichen und kollektivvertraglichen Neuerungen beschäftigt und auseinandergesetzt. Sie haben mit Sachverstand, Ausdauer und unternehmerischer Gelassenheit das Steuerruder auch in turbulenten Gewässern nicht aus der Hand verloren. Sie haben ihre neu definierte und gestärkte Verantwortung bereits im Vorfeld wahr- und ernstgenommen.

Wenn sie nun für das Wohl ihrer Klienten und in Absprache mit ihren Mitarbeitern im Rahmen der „commission d'harmonisation“ in die letzten und abschließenden Verhandlungen mit den verschiedenen Ministerien eintreten, erwartet sie noch einmal ein hartes Stück Arbeit, das in kurzer Zeit und mit großer Genauigkeit zu Ende zu führen ist.

Auch auf die den Staat vertretenden Verhandlungsführer aus den verschiedenen Ministerien kommen verantwortungsvolle Zeiten zu. Vor dem Hintergrund des neuen Verständnisses der Sozial- und Pflegearbeit ebenso wie der neuen Rollen-zuweisungen soll für dieses Jahr ein Übergangsvertrag ausgearbeitet werden, der eine Brücke schlägt zwischen dem alten Konventionsverständnis und einer noch zu entwickelnden konstruktiven Partnerschaft über das Jahr 2000 hinaus.

Wieviele Paragraphen und „Altklausen“ aus den vergangenen Jahrzehnten Eingang in die Übergangskonvention finden werden bzw. wieviel innovative Elemente zukünftiger Kooperationen bereits antizipiert werden können, ist eine offene Frage. Da aber noch in diesem Jahr die Konvention für das Jahr 2000 auszuhandeln ist, scheint

es klug zu sein, weder einfach beim Alten zu bleiben, noch das Neue gänzlich zu antizipieren, sondern vielmehr im Rahmen des Rechtskomplexes Raum zu lassen für pragmatische Lösungen.

Alle Akteure wissen, daß sie an einem historisch bedeutsamen Werk mitarbeiten. Es geht um die Sozial- und Pflegearbeit der Zukunft, wie sie 1998 vom Parlament skizziert wurde. Dem – immer noch verbesserungsfähigen – Recht auf ein Mindesteinkommen ist nun ein individuelles Recht auf Pflege gefolgt. Das Errichten dieser neuen Säule der sozialen Sicherheit hat Bewegung in die gesamte frühere und künftige Pflege- und Sozialarbeit gebracht. Diese Neuordnung nun von der bestehenden Praxis her konstruktiv so umzusetzen, daß sie den Menschen weiterhin und gar noch mehr dient, verlangt umsichtiges und vorsichtiges Handeln und Verhandeln.

Das Zusammenspiel der neuen Regeln mit der aktuellen Praxis muß erst noch erprobt werden. Hierfür ist Akzeptanz und Toleranz ebenso gefragt wie der Mut, auf allen Seiten begangene Fehler einzusehen und auszubügeln. Das Gewinner-Verlierer-Schema wird sich hierbei als wenig hilfreich erweisen. Im Sinne des Umfangs der zu bewältigenden Arbeit und im Sinne der Menschen, die auf Pflege, Erziehung und Sozialarbeit ganz allgemein angewiesen sind und warten, soll das Übergangsjahr 1999 als gemeinsame Herausforderung (an-)erkannt werden, unser Land auf das neue Jahrtausend vorzubereiten.

Erny Gillen

Teil I: siehe LW vom 16. Januar, Seite 5;
Teil II: siehe LW vom 20. Januar, Seite 4;
Teil III: siehe LW vom 23. Januar, Seite 4.

Vor einem großen sozialpolitischen Novum

ASFT-Gesetz soll termingerechtere zum 1. Januar 1999 anlaufen

Einzelne Übergangslösungen sollen die kurzfristige Umsetzung verschiedener Maßnahmen ermöglichen
 Kollektivvertrag wird für den gesamten Sektor allgemein verbindlich erklärt

j-lo - Trotz des knapp bemessenen Zeitraumes und organisational-technischer Schwierigkeiten soll das Gesetz vom 8. September 1998, das die Beziehungen zwischen dem Staat und den im Sozial-, Familien- und Therapiebereich tätigen Dienststellen - kurz ASFT-Gesetz genannt - regelt, termingerechtere zum 1. Januar 1999 in Kraft treten. Dies erklärte die ebenfalls für die Behinderten und die Opfer von Unfällen zuständige Familienministerin Marie-Josée Jacobs gestern vor-mittag im Anschluß an die erste Sitzung der provisorischen paritätischen Kommission anläßlich einer Pressekonferenz im Familienministerium. Umgeben von Serge Eberhard (Direktionsrat Erster Klasse im Familienministerium), Erny Gillen (Präsident der „Entente des gestionnaires des centres d'accueil“), Michel Simonis (Verwaltungsdirektor der „Entente des foyers du jour“), Jean-Claude Reding (Verhandlungssekretär des OGB-L) und Viviane Goergen (beigeordnete LCGB-Generalsekretärin) wies die Ministerin nach der Äußerung der vorstehenden Hoffnung ebenfalls darauf hin, daß gleichzeitig die Pflegeversicherung anlaufen soll und zudem Konventionen, je nach Sachlage, mit nicht weniger als vier Ministerien (Familie, Gesundheit, Jugend und Frauenförderung), den Trägergesellschaften der verschiedenen Einrichtungen und dem Personal abzuschließen sind.

Erinnert wurde daran, daß das ASFT-Gesetz zwei große Neuerungen bringt. Zum einen müssen sämtliche Einrichtungen, die in den vorerwähnten Bereichen Menschen betreuen, eine offizielle Zulassung haben. Um ihrer Kontrollmission gerecht werden zu können, erhalten verschiedene Staatsfunktion-näre den Status von Strafverfolgungsbeamten, die sofort einschreiten können, wenn Unregelmäßigkeiten festgestellt werden. Zum anderen werden Konventionen mit den betreffenden Häusern und Organisationen abgeschloffen, weswegen sämtliche bestehenden Abmachungen - rund 80 von insgesamt 200 betroffenen Einrichtungen waren konventioniert - aufgekündigt und mit Übergangsregelungen einheitlich neu gestaltet wurden.

Ein Grundprinzip des ASFT-Gesetzes besteht darin, daß der Kostenträger der von den privaten Trägern zu erbringenden Leistungen nicht höher liegen darf als wenn der Staat dies verrichten würde. Daher wurde auch im 99er Staatsbudget ein Kredit festgeschrieben, dessen Überweisung in zwei Etappen an die einzelnen Vereinigungen geschehen soll.

Belobigend erwähnte Ministerin Marie-Josée Jacobs, daß es in diesem Sinne zum Abschluß eines Kollektivvertrages für die in diesem Sektor Beschäftigten gekommen

ist, ohne daß die beiden Partner sich vor Ort zerstritten hätten. Einrichtungen konnten auch mit neuen privaten Partnern gefunden werden. Ausgeklammert vom Kollektivvertrag, der für allgemein verbindlich erklärt werden soll, bleiben (vorerst) die privaten Kindertagesstätten.

„Nüchterner Realismus“

Abbé Erny Gillen, Präsident der „Entente des gestionnaires des centres d'accueil“, sprach von einem gewissen Streß, den man hinter sich habe. Es werde jedenfalls große Umstellungen im Sozialwesen hierzulande geben. Die Sachlage sei so, daß eine Weichenstellung angestrebt wurde, auf daß es zu keiner Entgleisung kommen sollte. Allerdings seien trotz allen guten Willens noch nicht alle Weichen gestellt, weshalb man von einer Stimmung von nüchternem Realismus reden könne. Wichtig sei, daß der Kollektivvertrag für allgemein verbindlich erklärt werde, also Gültigkeit für den gesamten Sektor erhält.

Von Bedeutung sei auch, daß die Qualität der Leistungen erhalten werde, und es nicht zu einer Senkung auf Minimalstandards komme. In diesem Sinne sollte denn auch im Endspurt vor der konkreten Umsetzung des ASFT-Gesetzes nichts überstürzt werden, mit dem man sich gegebenenfalls eine blutige Nase holen könne. Dement-

sprechend sollte auch der für eine Übergangsperiode von zwei bis drei Monaten gefundene Konsens gesehen werden.

Ein Kollektivvertrag mit Innovationen

Einen Überblick über den für den gesamten Sektor mit seinen rund 5 000 Beschäftigten abgeschlossenen Kollektivvertrag gab OGB-L-Verhandlungssekretär Jean-Claude Reding. Der Kollektivvertrag sei umfassend geworden, weil alle Seiten von der Notwendigkeit eines gemeinsamen Vorgehens überzeugt waren. Hätte es vor kurzem noch nach einem Tarifkonflikt ausgesehen, so empfahl das Schlichtungsgremium am vergangenen 9. Dezember der Regierung einstimmig, den Kollektivvertrag für allgemein verbindlich zu erklären. Damit dies geschehen kann, müssen umgehend noch verschiedene Instanzen kurzfristig ihr Gutachten abgeben.

Unter die Bestimmungen des Kollektivvertrages fallen sämtliche ASFT-Organisationen mit Ausnahme der privaten, kommerziell betriebenen Kinderkrippen. Da für viele das neue Tarifabkommen auch einen höheren Kostenpunkt bedeutet, wurden zahlreiche Übergangsregelungen getroffen, um eine zu große Preissteigerung zu verhindern. Die Besoldung geschieht mittels einer Finanzausstattung, die

einen Parallelismus mit dem Staat beinhalte, ohne daß die neuen Beschäftigten dieses Sektors jedoch Staatsbeamte werden. Es folgten abschließend die Zusicherung, daß beim Übergang in die neuen Laufbahnen niemand geschädigt werde, und die Feststellung, daß der Kollektivvertrag viel Innovatives enthalte. Ministerin Marie-Josée Jacobs verfehlte nicht, das große Ger-schick und den guten Willen der Sozialpartner, vor allem aber der Gewerkschaften, belobigend zu erwähnen. Jedenfalls handele es sich beim vorliegenden Kollektivvertrag um ein vernünftiges Verhandlungsergebnis. Wichtig sei beim ganzen Vorhaben nicht zuletzt auch die Verhinderung eines unlauteren Wettbewerbes.

Wie weiter zu erfahren war, dürfte sich das Total der budgetären Ausgaben für den gesamten Sektor 1999 auf drei Mrd. F belaufen, wobei die aus der Pflegeversicherung stammenden Einnahmen nicht berücksichtigt sind. Außer den privaten kommerziellen Kinderkrippen sind auch die „Entente des hôpitaux“, die Staats- und Gemeindefinanzierten, das Thermalzentrum und die Vereinigung der katholischen Privatschulen, die ein Internat betreiben, nicht vom neuen Kollektivvertrag betroffen. Laut ASFT-Gesetz besteht eine Übergangszeit von fünf Jahren, um die neuen Bestimmungen voll und ganz in die Praxis umzusetzen.

Journal: 30/10/98

■ GESUNDHEITS- UND FAMILIENBEREICH

Warum wurden Konventionen mit verschiedenen Organisationen aufgekündigt?

**DP-Fraktionspräsident Henri Grethen verlangt
Aufschluß von Ministern**

nd.- Zum 1. Januar 1999 seien die Konventionen mit verschiedenen Organisationen aus den Bereichen Gesundheit und Familie aufgekündigt worden, so DP-Fraktionspräsident Henri Grethen in einer parlamentarischen Frage an die beiden Ressortminister. Diese Kündigung habe selbstverständlich viel Aufruhr in den einzelnen Organisationen verursacht, die sich in äußerst sensiblen Bereichen betätigen. Auch seien die betroffenen Organisationen kaum beruhigt worden durch Absätze, die in den Kündigungsschreiben eine gewisse Sicherheit vermitteln sollten, und seien äußerst besorgt über ihre weiteren Zukunftsperspektiven.

Henri Grethen teilt die Sorgen dieser Organisationen und drängt

auf eine Gleichbehandlung aller Vereinigungen, die sich in diesen Bereichen betätigen.

Er will deshalb auch von den beiden Ministern für Gesundheit und Familie erfahren, ob alle derzeit geltenden Konventionen mit Privatorganisationen in den genannten Bereichen aufgekündigt worden seien. Wenn dies nicht der Fall sei, dann sollen die Minister die nicht gekündigten Konventionen aufzählen und die Gründe für ihr selektives Vorgehen angeben.

Darüberhinaus verlangt er Aufschluß über die im Haushaltsplan für das kommende Jahr vorgesehenen Kredite, die eine Fortdauer der Dienstleistungen über den 31. Dezember 1998 hinaus garantieren sollen. ■

Pflegeleicht

Unter größter Geheimhaltung wurden die entscheidenden Parameter der Pflegeversicherung festgelegt: Kollektivvertrag und Pflegetarif kommen dabei den bestehenden Anbietern stark entgegen.

Der Streik, der in den letzten Wochen um die Einführung der Pflegeversicherung aufkam, ist vor dem Hintergrund des anstehenden Wahltermins zu sehen, zu verstehen ist er nicht. Botschaftern und Steuerrat bleibt nichts anderes übrig, als die erst jetzt vorliegenden größtenteils rechtlichen Regelungen, die die Zulassung der ambulanten und stationären Anbieter regeln, durchzuwinkeln; die Abgeordneten, die bei der Abstimmung des ASPT-Gesetzes, das die Beziehungen zwischen Staat und sozialem Sektor regelt, die ersten Entwurf der Regelungen abgelehnt wurden, können zu diesem Zeitpunkt nur noch wenig erreichen. Der „Meisterstück in der Sozialpolitik“ (Marcel Gleuzen) wurde, für das parlamentarische System reichlich würdevoll, durch die Initiative geprägt.

Das Gesetz war von Beginn an mit vielen Ängsten besetzt. Sozialdemokraten haben die Gewerkschaften beauftragt, Arbeitgeber aus dem sozialen Sektor einen Pflegenotstand heraufzubeschwören. Letztlich wurden sich keine der beiden Tendenzen ab dem 1. Januar 1999 in dieser Dramatik äußern. Die Einführung der freien Marktwirtschaft im Pflegegeschäft wurde den Arbeitgebern und -nehmern aus diesem Sektor so pflegeleicht wie möglich gemacht: Voraussetzungen für die Gewerkschaften wurde von sieben Tagern des sozialen Sektors und den Gewerkschaften verweigerte Entwürfe für einen Kollektivvertrag auf Geheiß des Arbeitsministers als allgemeinverbindlich erklärt werden. Der Vertrag wird vor allem den Status der Beschäftigten, die bisher durch eine Konvention zum Teil dem Gesundheits- oder Familienministerium Anspruch auf ein dem Staat vergleichbares Lohnniveau erhalten konnten, absichern; mittelfristig wird er den gesamten Sektor an diesem Lohnniveau heraufziehen. Die Angelegenheit soll erreichen, daß Hilfspfleger, die aus dem neuen Gesundheitsbereich mit schlechter bezahlten Kräften auf den Luxemburger Pflegemarkt strömen könnten, keinen Zugang erhalten. Dies könnte nur im Interesse von Gewerkschaften und Arbeitgeber sein, sagen die Arbeitnehmervertreter. Arbeitgeber warnen angesichts der finanziellen Verbindlichkeiten vor einer Kosteninflation.

Stündliche Pflegetarife. Ein Kompromiß, der zuviel kostet?

Der Kollektivvertrag wirkt ebenso protektionistisch, wie die der Versicherung zugrunde liegende Politik der Pflegetarife: Die Leistungen, die häufig von der Pflegeversicherung abgedeckt werden, werden nach Einheitspreisen berechnet. Laut dem letzten Verhandlungsentwurf wird die Versicherung für eine Stunde häusliche Pflege 1.500 Franken bezahlen, stationäre Pflege soll mit 1.420 Franken pro Stunde entlohnt werden. Durch diesen einheitlichen Tarif für alle Anbieter wird verhindert, daß Anbieter bereits auf dieser Ebene unterbieten können; der prekäre Wettbewerb beginnt erst bei den nicht statuierten Aufschlägen, die je nach der Qualität der Leistungen ausfallen können. Über die Höhe dieses Stundenpreises, der dem Durchschnitt der bisher anfallenden effektiven Kosten entsprechen soll, gehen die Meinungen auseinander. Er liegt im Bereich der Verreck-



Abschied von der familiären Pflege?

einer mögliche: gerechtem Honorierung der Dienste dar, im Bereich der häuslichen Pflege könnte er in der Praxis allerdings vor allem größeren Anbietern bevorzugen, die über einen größeren Kundenkreis in einem urbanen Umfeld verfügen.

Ernüchterung für die Nutzer: Die Pflegeversicherung macht erst einmal alles teurer

Eine Bremswirkung geht von der Versicherung im Bereich der institutionellen Pflege aus. Die Liste der Anbieter auf den Pflegegebet (gesprochen wird von 1.200 dringenden Fällen) wird eher durch die Arbeit der Cellule d'évaluation verkleinert, die bis Anfang kommenden Jahres die reale Bedürftigkeit der eingeschriebenen Personen prüfen soll, als durch Neubewertungen. Unklar ist, was aus der Fülle der fertiggestellten Altseniors und Pflegeheime werden soll, die geplant waren. Die großzügige staatliche Beihilfen der Infrastrukturkosten (bis zu 80 Prozent) wird voraussichtlich wegfallen, neue Anbieter müssen versuchen, ihre Baukosten durch Aufschläge bei den Pflegepreisen zu amortisieren - unsichere Rahmenbedingungen, die viele abschrecken werden.

Gerade an diesem Punkt kommt Skepsis auf, ob mit der Einführung des Gesetzes unhaltbare Zustände, wie im Dorenbacher Altenheim, kurzfristig beseitigt werden können. Das Gesundheitsministerium sah vor allem deshalb keine Möglichkeit, gegen die zwickeligen Familienparasiten vorzugehen, da eine Schließung die Verfügbarkeit von Pflegebetten voraussetzt hätte. Die Bedingungen, die Anbieter künftig erfüllen müssen, um vom Gesundheits- oder Familienministerium zugelassen zu werden, setzen im Bereich der Alterspflege zwar für Alten- und Pflegeheime strenge Kriterien, doch bei den etwas vagen definierten Centres de rééducation et d'occupation pour personnes âgées und den betreuten Wohnformen für Senioren reichen die Qualifikationsanforderungen für das Rahmengesetz hinunter bis zum ambulanten Bereich und Inhabern eines certificat de technicien. Die Träger begrüßen die Zulassungsgesetz-

als realistisch, allein die teils recht großzügig ausgefallenen Übergangs- und Dispensregelungen und minimalistischen infrastrukturellen Normen, lassen Zweifel aufkommen, ob das Qualitätsniveau für bestehende und -mehr noch - für neuzugrundende Etablissements nicht zu niedrig angesetzt ist.

Zusammen wird die Pflegeversicherung vor allem jenen Anbietern, die bisher durch Konventionen oder staatliche Verwaltung in einem gewissen Schutzbereich und nicht immer mit der nötigen Effizienz agierten: Die Konventionen, die hauptsächlich mit ambulanten Trägern abgeschlossen wurden, sollen aus dem 1. Januar 1999 in den Bereichen auslaufen, die durch die Pflegeversicherung abgedeckt werden. Dies bedingt, daß schlechteste Anbieter, die bisher einen Teil ihrer häuslichen Pflegeleistungen durch Verträge mit dem Staat finanziert konnten, innerhalb ihrer Organisationsstruktur umschichten müssen. Auch die staatlichen Pflege- und Altersheime, die in Entscheidungsbildung überführt werden sollen, müssen umdenken: Vor ihnen wird verlangt werden, künftig nach dem Kostendeckungsprinzip zu wirtschaften. Die Kongregationshäuser haben ihr jährliches Defizit ganz selbst anzufangen müssen. Nicht zuletzt dieser Umwandlung hat dazu geführt, daß die Lohn- und Qualifikationsstandards in diesen Häusern von den staatlichen abweichen.

Der Effizienzdruck wird den Nutzern der Pflegeangebote nicht unbedingt zugute kommen. Ab dem 1. Januar werden ihnen zwar mehr Mitspracherechte zugesprochen, gleichzeitig müssen sie aber einen Anteil an ihrem Bruttoeinkommen zusätzlich durch eine Erhöhung der Tarife in den Alters- und Pflegeheimen zur Kasse gebeten zu werden. Die Häuser werden künftig ihre Preispreise nach der realen Kosten berechnen (wobei der Fonds national de solidarité Beiträge bis zu einem, je Haus festgelegten Betrag Geld zusteuer); auch im ambulanten Bereich wird durch die Abschaffung der Konventionen die bisherige Subventionspraxis laut der Kunden die Pflegeleistungen entsprechend ihres Einkommens verrechnet werden, zugunsten von realen Preisen aufzugeben. Bedürftige, die wöchentlich weniger als 3,5 Stunden Pflege benötigen, werden künftig nicht mehr

Preisen profitieren können, die durch die staatlichen Konventionen ermöglicht wurden.

Die Pflegeversicherung soll die häusliche Pflege unterstützen: Sie tut dies vor allem durch finanzielle Anreize. Die festgelegten Tarife von Alters- und Pflegeheimen könnten Pflegebedürftige ebenso dazu erziehen, sich zu Hause versorgen zu lassen, wie der Beitrag, der Personen bis zu einem gewissen Grad an Dependancen als Alternative zu Pflegeleistungen ausbezahlt werden kann: Ein Budget von maximal 700 Franken monatlich, die Hälfte das für professionelle Anbieter geltenden Zusatzentgelts, können Pflegebedürftige selbst verplanen, indem sie die Hilfestellungen von Verwandten oder Freunden beanspruchen.

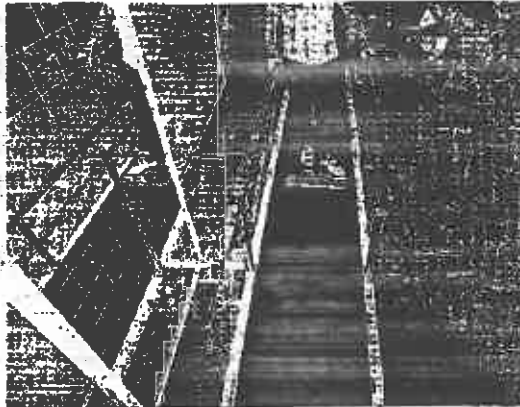
Zu viel Profession, zu wenig Familie?

Durch diese Klausel des Gesetzes entsteht eine Gränze, in der sich mehr oder weniger seriöse Anbieter tummeln könnten, argumentieren professionelle Anbieter, nicht ohne ihre eigenen Interessen aus dem Blick zu verlieren: Fruglich ist, ob der Staat sich Mittel geben werde, diese Entwicklung an der Peripherie des Sozialsektors im Auge zu behalten. Angenehm beobachtet manieren, die Pflegeversicherung würde die Hilfe über den notwendigen Maß professionalisieren und dabei wirkungsvolle familiäre Hilfenetze zerstören. Schließlich sei die Maximalgrenze dieses Barbeitrages schnell erreicht. Fest steht, daß die weitgehenden Zustimmungen an die Träger und das Personal der Dienste die Versicherung sicher kostengünstiger gestalten werden, als eingangs angenommen. Besonders unter den sich abzeichnenden finanziellen Parametern, die durch Kollektivvertrag und Pflegetarife gesteuert werden, während die Regierung noch immer dabei ist, auszurechnen, wie hoch der finanzielle Impact der Pflegeversicherung, der zu 45 Prozent vom Staatsbudget getragen werden soll, wirklich ausfällt, gehen Beobachter bereits davon aus, daß eine weit größere Kraftanstrengung nötig ist, als ursprünglich angenommen: Sinnermaßen würde mittelehrlich bestimmt mehr überfordert werden, als das beabsichtigte eine Prozent des Bruttoeinkommens.

Das ASFT-Gesetz, das Anbietern sozialer Dienstleistungen personelle und infrastrukturelle Mindestnormen vorgibt, ist ein schlechter Wurf. Es ist zu einseitig fixiert auf die ökonomische Dimension der sozialen Dienstleistungen und reduziert den Nutzer auf einen Leistungsempfänger. Seine Rechte definiert das Gesetz über Personaleinheiten und Wohnflächen.

Neun Quadratmeter, fließend warmes und kaltes Wasser

Die Luxemburger Legislature hat das gleiche Sie kann einen sehr beschleunigten, doch EU-rechtlich verteilten Anspruch auf Lebensraum geltend machen. Während sich Luxemburg somit seit langem in der Massenverhütung solcher Mindestnormen verpflichtet, fehlen im Bereich der sozialen Dienstleistungen für den Menschen seit Jahrzehnten solche Mindeststandards. Anbietern, denen Leistungen über ein Konventionelles vom Staat finanziert werden, konnten vom Ministerium Qualitätsstandards vorgegeben werden, doch für Betreiber von privaten, nicht-vertraglich gebundenen, sozialen oder therapeutischen Betreuungsangeboten galten bisher weder personelle, noch infrastrukturelle Normen. Mit Folgen: Gerade in jüngster Zeit häuften sich, angesichts des sprichwörtlich gewerblich orientierten Betreuungsektors, Meldungen über schmutzige gefüllte, verrostete private Altenheime, schlecht versorgte Pensionäre und Kinderkrippe, in denen einige wenige unqualifizierte Helfer Scharen von Kleinkindern betreuen.



Wachsender Dienstleistungssektor: 5 000 bis 6 000 Beschäftigte, so wird geschätzt, werden nach der Einführung der Pflegeversicherung im Bereich des ASFT-Gesetzes arbeiten

geordnetes 24-Stunden vor der Abstimmung vorgelegt wurden, waren nur diese ministerielle Besprüche.

Die parlamentarische Mehrheit gab dennoch großes Licht. Bis sei angesichts der am 1. Januar 1999 festgesetzten Einführung der Pflegeversicherung geboten, betonen die Berichterstatter des ASFT-Gesetzes im Abschlussbericht der parlamentarischen Kommission für Fragen der Familie und sozialen Sicherheit. Die Artikel 289 und 290 des Pflegegesetzes legen fest, daß ambulante und stationäre Pflegeeinrichtungen nur dann von der Verwaltungsjahren der Pflegeversicherung anerkannt werden, wenn sie über eine ministerielle Zulassung verfügen, die im Rahmen des ASFT-Gesetzes ausgestellt wird. Die herannahende Pflegeversicherung hat somit die seit einem Jahrzehnt hiesiger Besatzungen im ASFT-Gesetz für den sozialen Sektor abrupt beendet.

Neben der Reglementierung der Mindeststandards im gesamten Sektor, wird damit auch endlich ein rechtlicher Rahmen für das Gewerbe sozialer Dienstleistungen geschaffen, das der Staatszeit Mitte der 70er Jahre über den Weg von Konventionen mit autarken Anbietern besteht. Der parlamentarische Sektor hat sich seitdem, unter Obhut des Familien- und des Gesundheitsministeriums, auf mittlerweile 2 500 Beschäftigte vergrößert. Bereits 1987 hätte sich der Gesetzgeber, nach zwei verabschiedeten sektoriellen Gesetzen, an einem globalen Rahmengesetz für den sozialen Sektor versucht. 1991 wurde schließlich der erste Entwurf des ASFT-Gesetzes nachgeschoben, das schließlich sieben Jahre später genehmigt wurde. Die Verabschiedung des Gesetzes verzögerte sich nicht nur durch zahllose Einwände des Staates, sondern auch durch die äußerst regsame Opposition der Betreiber, die staatlichen Dienstleistungen betreiben und der Gewerkschaften, die sich um die Wehrung des Arbeitsbedingungen der Angestellten im Sozialsektor bemüht.

Sicherlich ist weniger die zuletzt gebotene prozedurale Eile, als der Widerstand der größeren Machtblöcke innerhalb der Arbeitsbereichsverbände ein triftiger Grund für die politische Ziellosigkeit des ASFT-Gesetzes. Es hat sehr wohl eine, wenn auch verdeckte, politische Aussagekraft in bezug auf das gewünschte Qualitätsniveau der Pflege- und Betreuungsleistungen - auch wenn

vorgesehenen materiellen und personellen Ressourcen eine ernsthafte Aufmerksamkeit kaum möglich machen - doch es drückt sich um eine klare Prioritätensetzung in bezug auf das Angebot an Dienstleistungen herum. Das ASFT-Gesetz bildet den technisch-normativen Rahmen für eine nicht klar definierte Konventionalisierungspolitik und damit das heilige Durchgehender von gemeinsinnigen Institutionen, die teils ineffizient, teils gegeneinander arbeiten, fort.

Die Gelegenheit, im Rahmen des Gesetzes die Wirkung zu setzeln auf eventuelle Überschneidungen hin zu untersuchen und das Betreuungsangebot an veränderte Bedürfnisse anzupassen, wurde verpaßt. Die Sorge der Berichterstatter um die Verwendung der Steuerpölder in Xbrun, doch auch das ASFT-Gesetz wird nicht garantieren, daß die fünf Milliarden Franken, 2,6 Prozent des staatlichen Budgets, die 1995 dem konventionellen Sektor zufließen sollten, so verwendet werden, daß sie auf wirksame und effiziente Weise reelle Bedürfnisse decken. Dafür sorgen die mehr oder minder personalisierten Bindungen zwischen den ASFT-Anbietern und der stark elastischen größeren Wohlfahrtsorganisation.

Dem Gesetz fehlt ein Überbau, das wird auch an seiner ethischen Sprachlosigkeit deutlich, die ihm philosophisch eher eine bedeutende Prüfung gibt. Es meint die Ökonomisierung der sozialen Beziehungen auf die Spitze - und orientiert sich dabei an bedenklich niedrigen Standards. Laut einem Entwurf eines der Ausführungsreglements hat ein Prozent der stationär psychosozial betreut wird, Anspruch auf ein Zimmer einer Größe von neun Quadratmetern (9), 14 Quadratmeter Bewegungsraum vorzuzusetzen, wenn ein Zimmer mit zwei Personen belegt wird. Ein Wachbediensteter mit fließend kaltem und warmem Wasser ist Pflicht, ein individuelles WC allerdings nicht.

Das ASFT-Gesetz ist, um in seiner wirtschaftlichen Logik zu bleiben, ungehorsam orientiert. Zu einseitig konzentriert auf quantitativ messbare und technokratisch kontrollierbare Rahmenbedingungen setzt es sich um die Rechte derer, die direkt betroffen sind, schlicht hinweg. Die Berichterstatter des Gesetzes sehen im Wettbewerb zwischen den Anbietern einen wichtigen Garanten für die normale, selbst-

gen. Sie regen zwar an, den Nutzern der sozialen Einrichtungen zu ermöglichen sich mit maximalen Beschwerden an die Zulassungsstellen zu wenden, doch dieses Recht hat keinen Eingang in das Gesetz gefunden. Gewerkschaften und Arbeitgeberverbände sind in die Begleikomitees der ASFT-Gesetzes vorgesehen, Nutzervertragungen werden weder auf nationaler noch auf der Ebene der einzelnen Einrichtungen berücksichtigt.

Das ASFT-Gesetz spart Zukunftsrisiken aus, es könnte, so vermuten Gewerkschafter, auch einen Rückschritt gegenüber den bestehenden Qualitätsstandards bedeuten. Die in den professionellen Reglements als Mindestwerte definierten Zulassungskriterien konnten zur allgemeinen Regel werden und die in den staatlichen Konventionen gesetzten hohen Qualitätsstandards in Frage stellen. Zudem sehen die Gewerkschafter im ASFT-Gesetz kein geeignetes Mittel, um die Ausdehnung des Billiglohnssektors im sozialen Sektor zu stoppen. Über ihre Zulassung sind die nicht-konventionellen Dienstleister zwar zu bestimmten personellen und infrastrukturellen Kriterien gebunden, doch Mindestlöhne für bestimmte Tätigkeiten werden nicht vorgegeben. Die Gewerkschaften OGB-L und LCGE haben daher mit der sieben Arbeitsbereichsverbänden des sozialen Sektors einen Kollektivvertrag ausgehandelt, der nach dem gemeinsamen Willen ab dem 1. Januar 1999 für die Beschäftigten aller Einrichtungen, die unter das Zulassungsgesetz des ASFT-Gesetzes fallen, gelten soll, unabhängig davon, ob sie einer der unterzeichneten Arbeitgeberorganisationen angehören oder nicht.

Ein flächendeckender Kollektivvertrags als Heilmittel gegen Lohndumping?

Die Allgemeinverbindlichkeit, ein zentrale Forderung die Bemühung um die Annahme des Vertrages ist, kann nur durch den Arbeitsminister Jean-Claude Juncker verfügt werden. Der flächendeckende Kollektivvertrag, der auch die Konsequenz der Schlichtungsprozedur ist, in der sich seit 1994 die beiden Arbeitgeberverbände Bataris des Sozialen de jour und die Entente des professionnels, des employés sociaux befindet, stellt die Lohnstandards der konventionellen Bereiche ab und weist sie innerhalb eines Übergangsjahres von vier Jahren auf den nicht-konventionellen Bereich aus. Der Berichterstatter mag ein Schutzschilde gegen Lohndumping sein, doch er wird viele private, nicht-konventionellen Anbieter in den Ruin treiben. Besonders einzelne, von Ombud gestiftete Altkinderheime werden finanzielle Schwierigkeiten erleben: Sie beschäftigen in vielen Fällen unqualifizierte Kräfte zum Mindestlohn und können nur schwer auf die an staatliche Konventionen angelegten, höheren Lohnstandards der parastatlichen Sektors umstellen. Die Schaffung der Allgemeinverbindlichkeit ist klar: Sie führt dazu hinaus, dem privaten, nicht-konventionellen Einrichtungen das Wasser abzugraben. Doch fraglich ist, ob die mit dieser Politik erzielenden Angebotslücken dem sozialen Sektor nicht ernsthaft Versorgungsprobleme bereiten könnten.

Das Gesetz bleibt orientierungslos ... und nährt damit den Wust an Institutionen

Das soll sich nun ändern. Nach der Verabschiedung des Gesetzes über die soziale, familiäre et therapeutische (ASFT), das die Beziehungen zwischen dem Staat und den Trägern sozialer, funktionaler und therapeutischer Einrichtungen regelt, werden auch nicht-konventionelle Anbieter klare Regeln unterworfen. Klünftig müssen alle Betreiber, die gegen Bestellung soziale Dienstleistungen zu mehr als drei Personen gleichzeitig anbieten und in der Bereichen der Beratung, der sozialen Hilfe, der Pflege, der Bildung und der beruflichen Orientierung tätig sind, über eine ministerielle Zulassung verfügen. Sie wird, je nach dem Zuständigkeitsbereich unter dem eine Aktivität fällt, vom Familien-, Frauen-, Jugend- oder Gesundheitsministerium ausgestellt und ist in der Regel unbefristet gültig. Die Zulassung wird nur dann erteilt, wenn der Betreiber eine seriöse Geschäftsgrundlage beschreiben kann, den staatlich festgelegten infrastrukturellen und personellen Mindestnormen entspricht, und garantiert, daß er die Nutzer seiner Betreuungsangebots nicht nach ideologischen, philosophischen oder religiösen Beweggründen auswählt und ihre Persönlichkeitsrechte, religiösen und philosophischen Überzeugungen respektiert.

Das ASFT-Gesetz gibt nur eine vage Orientierung vor, ausdifferenziert und klar definiert werden die Zulassungsbedingungen in den großräumigen Bestimmungen, die front zum eigentlichen Herzstück des Gesetzes werden. Angesichts der heterogenen Diskussionen, die bei den Vorarbeiten zum Pflegeversicherungsgesetz um die Klassifizierung der Pflegebedürftigen entstanden waren, ist es verständlich, weshalb diese öffentliche Auseinandersetzung über das Qualitätsniveau im ASFT-Sektor nicht stattgefunden hat. Die Förderung einzelner Oppositionsgruppen, vor einer Verabschiedung des Gesetzes die großräumigen Reglements im Detail zu prüfen, wurde nun bedingt entsprechen. Die Reglements, die den Ab-

„Jugendpolitik wird immer mehr auf kommunaler Ebene betrieben“

Konventionen über die Jugendzentren von Diekirch und Roeser im Jugendministerium unterzeichnet

—ns.— Gestern vormittag erfolgte im Jugendministerium die Unterzeichnung von zwei Konventionen betreffend das Funktionieren der Jugendzentren von Diekirch und Roeser.

Zur Unterzeichnung waren erschienen: Jugendminister Alex Bodry und Budgetminister Marc Fischbach, die Bürgermeisterin der Gemeinde Diekirch, Danièle Wagner, die beiden Schöffen, Roger Brachmond und Jean-Luc Gonner, sowie Jacques Dahm, Verantwortlicher des örtlichen „Service de la Jeunesse“, und von der Gemeinde Roeser Bürgermeister Arthur Sinner sowie Gemeinderätin Pierrette Perro, Präsidentin der A.s.b.l. „Génération 2000“.

Die beiden Gemeindevorsteher zeigten sich nach der Unterzeichnung erfreut über diese Vereinbarung, aufgrund deren der Staat 50 Prozent der „frais de fonctionnement“ übernimmt. Besonders die Gemeinde Diekirch, die in Sachen Jugendbetreuung und -animation vielleicht etwas weniger Erfahrung hat als die Gemeinde Roeser, bedankte sich für die Unterstützung durch die öffentliche Hand. Die Garnisonsstadt will das Haus Spranck zum „Centre de rencontre, d'information et d'animation pour jeunes“ umfunktionieren.

Frantz Muller, Direktor des „Service national de la Jeunesse“, begrüßte die Tatsache, daß hierzulande Jugendpolitik nicht ausschließlich zentralistisch betrieben werde, sondern immer mehr auch auf kommunaler Ebene.

Die Partner an Ort und Stelle, so Frantz Muller, seien die Voraussetzung dafür, daß diese Politik in Zukunft noch professioneller und wirksamer werde.

Nach dem Signaturakt stellte Jugendminister Alex Bodry das Regierungsprogramm in puncto Nationalnetz der „Centres de rencontre, d'information et d'animation pour jeunes“ (CRIAJ) vor. Dieses fußt auf der Regierungserklärung vom 22. Juli 1994 und wurde durch die am 23. vorigen Monats von der Abgeordnetenkammer angenommene Motion reaktualisiert.

Derzeit gibt es in Luxemburg 14



Die Verantwortlichen der Gemeinden Diekirch und Roeser zusammen mit Jugendminister Alex Bodry und Budgetminister Marc Fischbach.

(Photo: L. Eibenaler)

solche Jugendzentren, und zwar zwei in Luxemburg-Stadt und je eines in Bettemburg, Diekirch, Differdingen, Düdelingen, Echternach, Esch/Alzette, Ettelbrück, Grevenmacher, Pétingen, Redingen, Roeser und Wiltz. Bis Ende nächsten Jahres wird voraussichtlich ein Zentrum in Sassenheim und ein weiteres im Alzettal hinzukommen. Angestrebt von der Regierung werden insgesamt 20 Jugendzentren möglichst gleichmäßig über das ganze Land verteilt; die anfallenden Funktionskosten gehen jeweils zur Hälfte zu Lasten des Staates und der betreffenden Gemeinde.

Die Regierung, die zusätzliche Gemeinden des Landes einlädt, an diesem Projekt mitzuwirken, verfolgt mit dem geplanten Netz an Jugendzentren ein dreifaches Ziel: Die Heime sollen Treffpunkt für die örtliche Jugend sein; die Jugendlichen sollen hier Informationen über die sozialen Strukturen Luxemburgs erhalten und ihre eigenen Ansichten darlegen können; und schließlich soll in diesen Zentren ein dem Jugendlichen ansprechendes Aktivitätsprogramm angeboten werden, an dem er sich aktiv beteiligen soll. Zur Jugendbetreuung in den Kommunen, in denen es vorerst noch kein entsprechendes „Home“ geben wird,

ist das mobile Informationszentrum in Form des sogenannten „Info-Camionnette“ vorgesehen. Dieses „Zentrum auf Rädern“ wird zu den betreffenden Jugendlichen kommen.

Zur Finanzierung der angestrebten Jugendpolitik stünden, so Bodry, derzeit 10 Millionen F zur Verfügung. In den nächsten Jahren soll dieser Betrag auf 15 Mio. F jährlich aufgestockt werden. Nur so könne auf Dauer die erforderliche Infrastruktur und genügend Betreuungs- und Animationspersonal sichergestellt werden. Damit aber landesweit ein optimales Gesamtkonzept zum Tragen komme, sei es wichtig, daß die einzelnen Gemeinden offen seien für die Einrichtung und die Betreibung der geplanten Zentren auf ihrem Territorium.

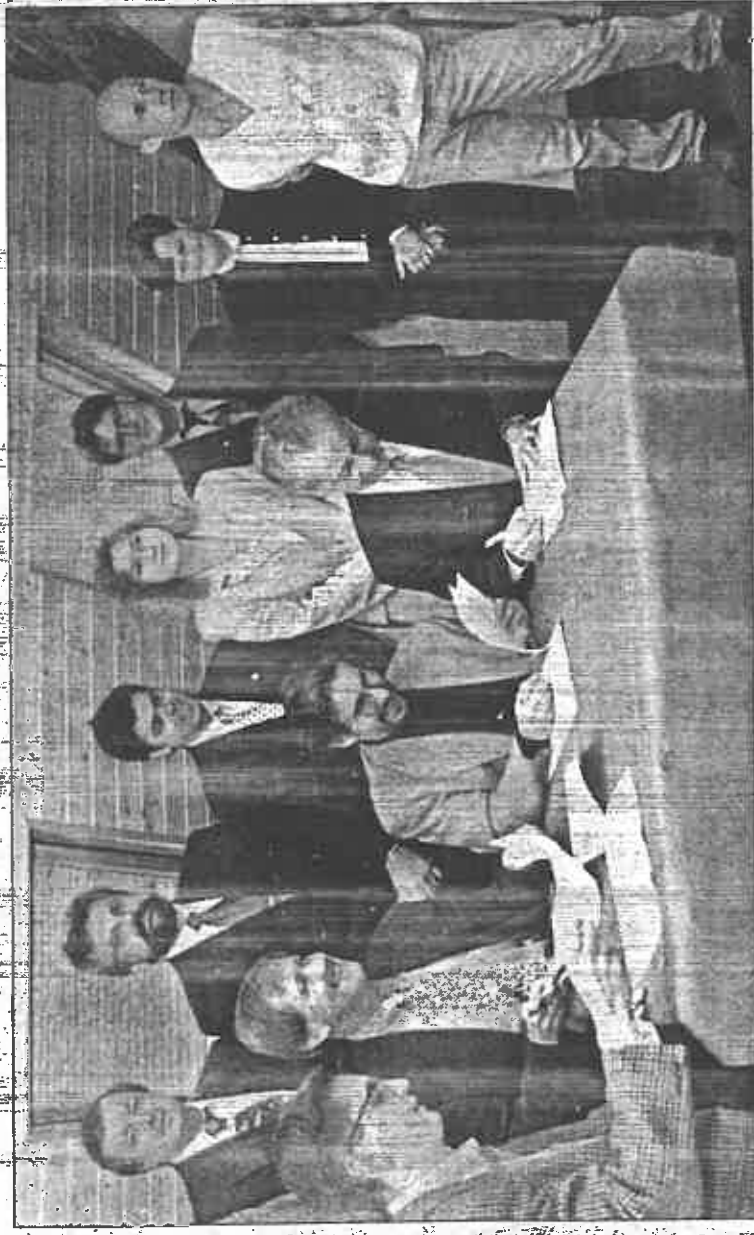
Genau wie sein Vorredner begrüßte auch Budgetminister Marc Fischbach die anwesenden Gemeindeverantwortlichen zu ihrem Entschluß, wirksame Jugendpolitik zu betreiben und das kommunale Jugendzentrum über Jahre hinaus in Funktion zu halten, dies sei eine schwierige Aufgabe. Aber auch eine dankbare Aufgabe, die sich im Interesse der Jugend von heute und kommender Generationen lohne.

au service de l'avenir

C'est en présence des responsables communaux et ministériels que la convention portant sur l'ouverture d'un centre de rencontre, d'animation et d'information vient d'être signée. Le projet aura coûté 14 millions de LuF.

Avec la signature de la convention entre les ministres de la Jeunesse, du Budget et de l'Administration communale de la ville de Dudelange et l'asbl *Didelenger Jugendtreff*, la forge du Sud a franchi un pas important en direction des jeunes. Après une visite des lieux les ministres Alex Bodry et Marc Fischbach, le député-maire Mars di Bartolomeo et le président de l'asbl *Didelenger Jugendtreff*, Alain Becker, ont apposé leur signature sous la convention qui régle en premier lieu le financement, le fonctionnement et la gestion de la "Maison des Jeunes". Avant l'inauguration officielle qui aura lieu le 13 décembre prochain, le *Didelenger Jugendtreff* a ouvert ses portes aux jeunes depuis quelques semaines et la présence des 80 à 100 personnes qui se rencontrent chaque jour dans les magnifiques locaux de la "Maison des Jeunes" prouve que ce lieu de rencontre est très bien accueilli chez les jeunes.

La bonne entente qui régnait dès l'ouverture de la maison et surtout les nombreux suggestions de la part des jeunes laissent prévoir une collaboration fructueuse entre tous les partenaires de ce projet. Avec un investissement total se chiffrant à 14 millions de LuF (7 millions pour l'achat de la maison et 7 millions de frais d'aménagement), l'administration communale de la ville de Dudelange a prouvé une fois de plus qu'elle n'hésite pas à in-



Tous les partenaires tant associatifs que ministériels ou communaux étaient présents pour la signature de la convention officialisant le centre de rencontre.

jeunes Conny Thiobald, du président de l'asbl *Didelenger Jugendtreff*, Alain Becker et de l'animateur et éducateur gradué, Didier Dhob.

Le député-maire Mars di Bartolomeo n'a pas manqué de remercier les instances gouvernementales qui assurent à 50 % le financement de la maison des jeunes, les autres 50 % étant à charge de l'administration communale de Dudelange. L'orateur a mis en avant l'idée de base et le but du projet en précisant : « Le

tration communale d'offrir aux jeunes un encadrement, sans pour autant tenir les jeunes gens sous tutelle, car ils ne faut pas oublier que les jeunes d'aujourd'hui ne sont plus uniquement des consommateurs de loisirs. La majorité des jeunes souhaite intégrer ses propres idées aux diverses activités ».

Le ministre de la Jeunesse Alex Bodry s'est associé aux paroles du bourgmestre en précisant : « Il faut intégrer systématiquement des initiatives des jeunes

sur le territoire du Grand-Duché. Les prochaines ouvertures de telles maisons à Roser et Sanem complètent le nombre de douze maisons qui existent actuellement au Luxembourg. Il s'agit d'un pas dans la bonne direction. Avec plus de 10 millions inscrits au budget 1996, l'état luxembourgeois montre qu'il est prêt à investir dans la jeunesse. Si les différentes maisons collaborent entre elles, l'idée de base des lieux de rencontre pour jeunes portera sû-

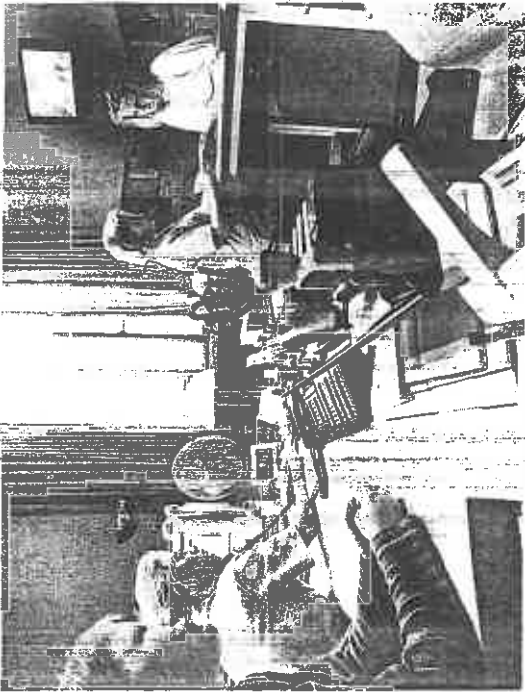
ment des initiatives des jeunes... C'est le ministre de la Jeunesse...

Olaf Münchsdorfer

DIE HEILIGE GEMEINDEAUTONOMIE. Sie wird noch immer gehuldig als Garant für starke Kommunen gegenüber einem übermächtigen Staat und immer dann als Prinzip hochgehalten, wenn Landesplanungs- und Fiskalpolitik mal wieder in die kommunale Entscheidungskompetenz eingreift. Dabei wissen ihre Verfechter genau, dass die S-Fiktion um die kommunale Eigenständigkeit in der Praxis längst verloren ist. Der Wille, in der „Kernzelle der Demokratie“ alle Entscheidungen in Eigenregie zu treffen, wurde längst von der Realität überrollt. Die Kommunen haben in weiten Politikfeldern Souveränitätsrechte abtreten müssen: In den Bereichen Wasser und Abfall bestimmen beispielsweise immer mehr interkommunale Syndikate den Kurs der Politik. Selbst in die Hoheit über die Behauptungspolitik greift das Innenministerium immer gezielter ein. Es mag eine Ironie des Schicksals sein, dass mit der geplanten Abschaffung der Gewerbesteuer die Freiheitsrechte der Kommunen im fiskalischen im Gegensatz zu einem drohenden Einkommensrückgang wachsen könnten: Eine neue kommunale Steuer, die von den Gemeinden souverän festgelegt würde, könnte an die Stelle der verlorenen treten – und den Weitauf zwischen kommunalen Industriezonen wieder ankurbeln.

Der Verlust der Eigenständigkeit der Gemeinden ist in vielen Bereichen eine praktische Folge der zunehmenden Komplexität der kommunalen Aufgabenfelder. In der Abwasserklärung oder der Abfallpolitik ist der Wunsch nach höherer Rentabilität der Auslöser: Kläranlagen, eine Müllabfuhr oder eine Deponie können nur im größeren Maßstab effizient betrieben werden. Weitsichtige Kommunalpolitiker haben längst erkannt, dass eine Fixierung auf die kommunale Eigenständigkeit die Gefahr birgt, von der zunehmenden Aufgabenvielfalt, fachlich und finanziell überfordert zu werden und plätschern höherer Niveaus.

Die Regierung hat in ihrem Koalitionsabkommen festgehalten, die Aufgabenteilung zwischen dem Staat und den Kommunen neu zu bestimmen. Dabei soll endlich auch definiert werden, welche der Souveränitätsrechte, die teilweise noch aus dem 18. Jahrhundert überliefert wurden und recht vage gehalten sind, noch Bestand haben und welche vollends an den Staat delegiert werden können. In Abfall- und Wasserbereich, der durch ein Wirrwarr an sich überlappenden Syndikaten und einer je Region unterschiedlichen Preispolitik unübersichtlich ist, drängen sich aus Gründen der Effizienz und der Gerechtigkeit einheitliche Regelungen auf. Beide Bereiche könnten nach einem geographischen Ordnungsschema von regionalen Syndikaten



Für die außenstehenden Bürger bleibt das Gesetz von 1992 ein wesentliches Instrument; um Verwaltungsaufgaben bei Staat und Gemeinden einzuklagen

Eine Fixierung auf die kommunale Eigenständigkeit birgt die Gefahr, von der zunehmenden Aufgabenvielfalt fachlich und finanziell überfordert zu werden

keiten aus verwaltet und konzeptuell von den Prinzipien der nationalen Politik getragen werden – sie zählen kaum zu den, ungeliebten und zwingenden Aufgabenfeldern der Kommunen. Auf die nationale Ebene können die Kompetenz über die Benennung des Lehrpersonals verlegt werden, da die Richtlinien der Politik in diesem Bereich auch im Unterrichtsministerium bestimmt werden. Zu überlegen wäre auch, ob nicht der Staat die Verantwortung für den Bau wichtiger Kulturzentren übernehmen sollte.

Eine Regionalisierung der Politik muss dezentralisiert abgeklärt werden. Das Gesetzesprojekt zu den interkommunalen Syndikaten, das unter der neuen Regierung bis zum Jahr 2000 verabschiedet werden soll, setzt zwar voraus, dass nur gewählte Volksvertreter in die Gemeindegremien delegiert werden, doch sieht es den außenstehenden Bürgern nur wenig ausübende Kontrollmöglichkeiten zu. Die kommunalen Kommissionen, die in vielen Gemeinden eh nur auf dem

Papier funktionieren, bleiben vollends aus den Entscheidungsprozessen von Syndikaten ausgeblendet. Als Rekursmöglichkeit bleibt den Bürgern immer noch der Rückgriff auf das Gesetz von 1992, ein wesentliches Informationsinstrument, das Außenstehenden das Recht einräumt, Verwaltungsangelegenheiten bei Staat und Gemeinden einzuklagen. Das Gesetz, das sich nach seiner Herkunft auf die Auskunftsfrist im Umweltbereich beschränkt, läßt in der Praxis durch aus dehnbare Interpretationsmöglichkeiten zu.

Die Gemeinde muss sich ihre Entscheidungsmöglichkeit nicht nur mit immer mehr Partnern teilen, sie ist zudem mit steigenden fachlichen Anforderungen konfrontiert. Kleine Gemeinden können oft nicht nur durch die Gewichtung der Stimmanteile in den interkommunalen Gremien an den Rand gedrängt werden – wie sich im Abfallmüll Sidor, das mit einem veralteten Staat betrieben wird, auf faule Weise zeigte –, sie können sich aufgeschichts fehlender Kom-

petenzen auch fachlich kaum in die Diskussion um größere Projekte einschalten. Die Abstimmung in größeren Gremien setzt voraus, dass die einzelnen Gemeindevorteiler über genaue Sachkenntnis verfügen, um zu beurteilen, ob ein Projekt im Interesse ihrer Gemeinde liegt. Vor allem die technischen Dienste kleinerer Gemeinden sind des öfteren mit dieser Aufgabe überfordert. Kommunen stellen immer mehr zu Dienstleistungsunternehmen heran, in deren professionelles Management gefördert ist. Entsprechend steigt das Mitspracherecht der Kommunen in externen Gremien oft parallel zu ihrem technischen Know-how. Auch hier wird offensichtlich, dass eine strenge Verfahrensweise nach dem Autonomieprinzip kaum weiterbringt; stattdessen sollten die Kommunen auch fachlich ihre Ressourcen bündeln, um in größeren Gremien bestehen zu können.

Laut den Erfahrungsberichten von Bürgermeistern wird das Fachwissen bei den Gemeinden zu einem Gut, das die politische Überlebensfähigkeit der Kommunen immer mehr mis bestimmt. Den Gemeinderäten wird die Fähigkeit abverlangt, sich nicht nur rasch technisches Sachwissen anzueignen, sondern auch kommunikative und personalpolitische Managementfähigkeiten zu entwickeln. Dabei ist die zeitliche Verfügbarkeit der Gemeinderäte eine nicht zu unterschätzende Voraussetzung für eine professionelle Gemeindeführung – die auch der Bürgerbeteiligung einen breiten Raum gewährt. Nicht zuletzt deswegen ist in Gemeinden, in denen „députés-maires“ regieren, oft eine stärkere Dynamik zu spüren. Und gerade deswegen geht die Entscheidung der neuen Regierung, statt die freie Zeit für Gemeinderäte heraufzusetzen – wie dies vom kommunalen Interessenverband Syviol gefordert wurde – die Entscheidung für die Mitglieder des Schollensrates anzutreiben, in die falsche Richtung. Ein paar Stunden nach dem Feierabend reichen kaum aus, um eine Gemeinde ernsthaft zu führen. Soll das Amt des Bürgermeisters nicht von vorn herein nur für Vertreter bestimmter sozial-professioneller Kategorien reserviert bleiben, ist eine Ausweitung des „congé politique“ wohl unumgänglich.

Gesunde Gemeinden für gesunde Bürger

Erste Bilanz einer Umfrage bei den luxemburgischen Gemeinden



Nur wenige Gemeinden hatten Vertreter zum Informationstag über „Gesunde Gemeinden“ nach Diekirch delegiert. (Foto: Armand Thill)

zuerst die Umwelt, dann in der Reihenfolge die Dorf- respektive Stadtentwicklung, schließlich die Familien, das Verkehrsproblem, Kinder, Sport sowie behinderte und ältere Mitmenschen.

Bei den Sozialproblemen standen Wohnungsprobleme und Arbeitslosigkeit an der Spitze, gefolgt von einer Überalterung der Bevölkerung, Freizeitproblemen, Isolierung der Menschen, Umschulung, Drogen und Gewalt.

In der Analyse der Bevölkerungsgruppen mit den größten Problemen standen die sozial schwachen Familien deutlich an der Spitze, gefolgt von den etwa gleich stark von den Gemeinden notierten Alleinerziehenden, den älteren und den behinderten Menschen.

Demgegenüber wurde das Interesse der Bürger an kommunalen Entscheidungen als eher mittelmäßig eingestuft, während die von den Gemeinden gewünschte Unterstützung - bezogen auf die eingegangenen Antworten - sich bei 60,6% auf finanzielle Hilfen beschränkte, 15,5% der Gemeinden wünschten sich Beratung, 11,3% eine stärkere Bürgerbeteiligung und 8,5% eine raschere Abfertigung durch den Staat.

Interesse am Projekt „Gesunde Gemeinden“ bekundeten von den 71 Gemeinden lediglich 25%, die hier mitmachen wollten, 33% konnten sich noch nicht festlegen und 40,8% waren an einer Fortbildung zum Thema Gesundheitsförderung in der Gemeinde interessiert.

Etwa die Hälfte der luxemburgischen Gemeinden hat bis zu diesem Zeitpunkt den 15teiligen Fragekatalog beantwortet, so daß zur gestrigen Versammlung nur ein vorläufiges Ergebnis vorgelegt werden konnte.

Verhältnismäßig gering war auch das Interesse der verschiedenen Gemeinden an dieser Informationsversammlung, zu der nur knapp mehr als ein Dutzend Kommunen Vertreter nach Diekirch geschickt hatten.

Für die 71 Gemeinden, welche auf die Fragebogenaktion geantwortet hatten, waren die wichtigsten kommunalen Bereiche im Interesse einer gesunden Gemeinde

sundheit der Gemeindebewohner betreffen.
In einer ersten Etappe hat das Gesundheitsministerium deshalb allen 118 luxemburgischen Gemeinden einen Fragebogen zugesandt, in dem alle wichtigen Initiativen ermittelt werden sollen, welche zu diesem Ziel beitragen können.
Gestern nachmittag fand in der ehemaligen Hotelschule in Diekirch eine Tagung statt, in deren Verlauf die Gemeindevertreter eine erste Bilanz dieser Fragebogenaktion ziehen sollten und bei der die Stadt Saarbrücken ihre bisherigen Erfahrungen in diesem Bereich darlegte.

Um dies zu erreichen, sollen die Gemeinden Strukturen und Verfahren entwickeln, die jedem Bürger die Möglichkeit bieten, das höchste Maß an Wohlbefinden zu erreichen. Dazu sollen sämtliche Faktoren berücksichtigt werden, die auf irgendeine Weise die Ge-